

# Rapport annuel



# 2000



DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ÉNERGIE ET DES MATIÈRES PREMIÈRES

## *Énergies & matières premières*

## **Direction générale de l'Énergie et des Matières premières**

---

**Directeur de la publication :** Dominique Maillard

**Rédacteur en chef :** Alain Thomas

**Conception graphique :** studio de la Dircom

**Réalisation :** Anna Delay

**Impression et routage :** Maulde et Renou, 48 rue de l'arbre sec 75001 Paris

**Dépôt légal :** avril 2001 - N° ISSN : 1291-2123

**ABONNEMENT GRATUIT** par envoi de votre carte à :

DGEMP cellule Publications, 61 boulevard Vincent Auriol -teledoc 151-

75703 Paris Cedex 13 Télécopie : 01 44 97 09 11

Rapport

2000

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ÉNERGIE ET DES MATIÈRES PREMIÈRES

*Énergies  
& matières  
premières*



**Dominique Maillard**

directeur général  
de l'Énergie  
et des Matières premières

## Une année utile ?

**2**000 aura été, dans le secteur de l'énergie et des matières premières, une année riche à la fois en choix politiques et en travaux administratifs engageant fortement l'avenir. Qu'on en juge :

Le 10 février, le Parlement adoptait une réforme d'ampleur - la première depuis cinquante ans - du Service public de l'électricité. Moins de dix mois plus tard, douze décrets d'application, dont la totalité de ceux qui étaient nécessaires à la transposition de la directive électricité, avaient été pris. Travail de routine ? Certainement pas pour qui connaît le long parcours d'obstacles (concertation avec les acteurs industriels et les partenaires sociaux, arbitrages interministériels, consultation du Conseil supérieur de l'électricité et du gaz, de la Commission de régulation de l'électricité, puis du Conseil d'État) qui sépare la première rédaction de tels textes de leur signature finale par les ministres concernés.

Peu après, le gouvernement arrêta définitivement un projet de loi qui, lui aussi, constituera la première réforme d'envergure du Service public du gaz depuis sa création.

Mais l'année 2000 a aussi été celle de l'« après-tempêtes » et de la prise d'un ensemble de mesures nationales et européennes destinées à éviter le renouvellement des coupures d'électricité et de la pollution marine de décembre 1999. Elle a également été celle d'une flambée des prix du pétrole qui a conduit les pouvoirs publics à mettre en place divers moyens de prémunir, le consommateur, du moins en partie, contre les aléas des marchés pétroliers : institution d'une TIPP flottante, adoption d'un programme d'amélioration de l'efficacité énergétique, engagement d'une réflexion au niveau européen sur la sécurité d'approvisionnement énergétique.

Enfin, signalons l'approbation par le Conseil européen présidé par M. Christian Pierret, d'une directive fondamentale sur les énergies renouvelables, dont le Premier ministre avait fait l'une des priorités de la Présidence française de l'Union.

Une année utile, 2000 ?

Je le pense, mais à vous d'en juger.

<b>Éditorial</b>	3
<b>Les sujets d'actualité</b>	7
Le service public de l'électricité	9
La modernisation du service public du gaz	15
Les actions engagées suite aux tempêtes de décembre 1999	20
Le pompage de l'Érika	22
La hausse des prix des produits pétroliers	24
Le programme national d'amélioration de l'efficacité énergétique	31
Le bilan de la Présidence française de l'Union européenne	33
Éole 2005 : le bilan	36
La réorganisation du secteur nucléaire	40
Le retour des déchets nucléaires étrangers	44
La mission de concertation "granit"	47
Le schéma de services collectifs de l'énergie	52
La stratégie de Charbonnages de France et le partenariat SNET-Endesa	54
Le service public du BRGM	55
<b>2000 en bref</b>	57
Les faits marquants	59
Les principaux textes législatifs et réglementaires	65
<b>La DGEMP</b>	73
organigramme	75
publications énergie	79
publications matières premières	85
site internet et serveurs minitel	89
<b>Le bilan énergétique français</b>	91



# Les sujets d'actualité



# Le service public de l'électricité

*La loi relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité, promulguée le 10 février 2000, traduit l'ambition du Gouvernement :*

*- de moderniser le système électrique national en y introduisant des éléments maîtrisés de concurrence qui concourront à la compétitivité de la France au bénéfice de l'emploi ;*

*- de conforter le service public et de doter la politique énergétique d'outils adaptés au nouveau contexte concurrentiel.*

*Moins d'un an après la promulgation de cette loi, 12 décrets d'application ont déjà été publiés, ce qui traduit une volonté politique majeure et un rythme de travail très soutenu. Les décrets publiés en 2000 concernent principalement l'éligibilité, les nouveaux producteurs, l'achat pour revente et les énergies renouvelables.*

**L**e 19 décembre 1996, le Conseil et le Parlement européen ont adopté la directive européenne « *concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité* ».

La transposition de cette directive en droit français impliquait des évolutions significatives du droit électrique. Pour l'élaboration de la nouvelle législation, le Gouvernement a choisi une démarche ouverte et transparente, fondée sur une très large concertation menée au cours de l'année 1998 sur la base du Livre blanc intitulé « *Vers la future organisation électrique française* », que la direction du gaz, de l'électricité et du charbon, la Digec, a diffusé à plus de 22.000 exemplaires. Un projet de loi a ensuite été élaboré et adopté par le Conseil des ministres le 9 décembre 1998.

Le Parlement a examiné ce projet de loi entre février 1999 et février 2000 et a adopté la loi du 10 février 2000 qui complète le dispositif législatif existant, notamment la loi du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz. Cette loi a assuré l'essentiel de la transposition de la directive sur le marché intérieur de l'électricité ; la publication au cours de l'année 2000 de 12 décrets d'application et divers arrêtés a ensuite permis d'achever la transposition, et au-delà des contraintes juridiques européennes, de commencer à répondre aux attentes proprement nationales.

## Les apports essentiels de la loi

a) La loi définit pour la première fois les **missions de service public**, les opérateurs qui en sont chargés et les financements correspondants. Dans une volonté de cohésion sociale, elle met en place un véritable « **droit à l'électricité** » en complétant le dispositif actuel d'aides financières aux personnes en situation de précarité pour le règlement des factures par la création d'une tarification spéciale « *produit de première nécessité* ».

b) Dans le domaine de la production, qui est ouvert à la concurrence, la loi prévoit la définition d'une **programmation pluriannuelle des investissements** qui doit être la traduction concrète de la politique énergétique nationale. Des mécanismes d'autorisation, d'appel d'offres et d'obligation d'achat permettront d'assurer l'adéquation entre les objectifs de cette programmation de long terme et les créations effectives d'installations par les producteurs, qui verront leur nombre multiplié. Ces outils doivent

permettre d'éviter l'apparition de déséquilibres entre production et consommation, et de veiller aux orientations jugées nécessaires en ce qui concerne le recours aux diverses formes d'énergie primaire (nucléaire, énergies renouvelables, gaz...) et aux diverses techniques de production (« lit fluidisé circulant », etc.).

c) Les principaux consommateurs d'électricité, dits « **éligibles** », acquerront progressivement, en fonction des seuils résultant de la directive « *marché intérieur de l'électricité* », la possibilité de **choisir librement leurs fournisseurs** au sein de l'Union européenne, ce qui contribuera à améliorer leur compétitivité.

Afin de permettre l'exécution de ces contrats de fourniture, l'**accès des tiers aux réseaux** publics de transport et de distribution d'électricité sera garanti sur des bases réglementées, claires et transparentes. La gestion du réseau de transport est confiée à EDF qui a doté l'entité constituée à cet effet en son sein d'une indépendance de gestion garantissant un traitement transparent et non discriminatoire des utilisateurs du réseau. En ce qui concerne la distribution, les acteurs resteront inchangés, EDF et les quelque 150 entreprises non nationalisées conservant leur monopole local sur la base d'une concession communale.

d) Pour contribuer à la régulation du secteur aux côtés des Pouvoirs publics, la loi crée une **Commission de régulation de l'électricité**, autorité administrative indépendante chargée des aspects concurrentiels du bon fonctionnement du système électrique, et notamment des questions d'accès aux réseaux.

## Les décrets d'application

Afin d'achever la transposition de la directive et de mettre en œuvre la loi électrique, le Gouvernement a eu pour objectif une publication rapide de la trentaine de décrets d'application prévus. Leur élaboration a été menée dans la même volonté de concertation que la préparation de la loi. Cette volonté, ainsi que l'obligation de consulter le Conseil

supérieur de l'électricité et du gaz, le Conseil d'Etat et parfois la Commission de régulation de l'électricité ou le Conseil de la concurrence ont nécessairement induit certains délais. Les douze principaux décrets ont cependant pu être publiés au cours de l'année 2000 ; ils peuvent être consultés sur le site Internet [www.industrie.gouv.fr/energie](http://www.industrie.gouv.fr/energie).

Les premiers décrets ont notamment mis en place ou modifié les diverses instances dont la loi avait rendu la consultation obligatoire pour certains textes (CSEG, CRE, CTE).

**Ces textes ont par ailleurs permis d'achever, avant la fin de l'année 2000, la transposition de la directive « marché intérieur de l'électricité »,** ce qui a conduit les services de la Commission européenne à proposer le classement de la « procédure en manquement » concernant le volet réglementaire de la transposition, engagée le 28 juillet 2000.

De nombreux autres décrets sont en cours de signature ou en cours d'élaboration. Ils n'ont pas pour objet de répondre aux exigences communautaires, dans la mesure où celles-ci sont d'ores et déjà satisfaites, mais ils visent à répondre aux attentes nationales, notamment en ce qui concerne le service public et la politique énergétique.

## L'éligibilité

La publication des textes régissant l'éligibilité a permis à près de 1300 sites de consommation de se déclarer éligibles. Une cinquantaine d'entre eux ont changé de fournisseur au cours de l'année 2000 ; les autres ont pu, sans changer de fournisseur, obtenir des réductions significatives de leur facture d'électricité en mettant en concurrence les opérateurs.

La directive européenne institue une ouverture progressive des marchés de l'électricité. Pour l'année 2000, la Commission européenne a indiqué que chaque État membre devait ouvrir son marché national à hauteur de 30,27 % de sa consommation d'électricité. Pris en application de l'article 22 de la loi, et transposant sur ce point la directive, le décret



### Liste des décrets d'application de la loi du 10 février 2000 publiés au cours de l'année 2000 (\*)

#### 1. Décrets nécessaires à la transposition de la directive «marché intérieur de l'électricité» :

- décret du 29 mai 2000 relatif à l'éligibilité des consommateurs d'électricité ;
- décret du 7 septembre 2000 relatif à l'autorisation d'exploiter une installation de production ;

#### 2. Décrets nécessaires à la mise en place d'une Commission de régulation de l'électricité (CRE) :

- décret du 24 mars 2000 portant nomination des membres de la CRE ;
- décret du 2 mai 2000 relatif à l'organisation et au fonctionnement de la CRE ;
- décret du 7 septembre 2000 sur l'habilitation et l'assermentation des enquêteurs ;
- décret du 11 septembre 2000 relatif aux procédures applicables devant la CRE.

#### 3. Décrets relatifs aux organismes dont la consultation préalable est prévue par la loi :

- décret du 26 avril 2000 relatif au Comité technique de l'électricité (dont l'avis est requis pour les décrets fixant les conditions techniques de raccordement) ;
- décret du 25 août 2000 relatif à la composition du Conseil supérieur de l'électricité et du gaz (avis requis pour tous les règlements) ;
- décret du 25 août 2000 relatif à l'observatoire de la diversification des activités d'EDF ;
- décret du 20 octobre 2000 portant nomination au Conseil supérieur de l'électricité et du gaz.

#### 4. Décrets nécessaires à la mise en œuvre de la politique énergétique et du service public.

- décret du 6 décembre 2000 relatif à la fixation par catégorie d'installations des limites de puissance pouvant bénéficier de l'obligation d'achat d'électricité.

#### 5. Décrets visant une plus grande efficacité concurrentielle du marché de l'électricité :

- décret du 30 octobre 2000 relatif à l'activité d'achat d'électricité pour revente aux clients éligibles.

En application du pourcentage d'ouverture mentionné ci-dessus, il fixe le seuil de l'éligibilité à 16 GWh de consommation annuelle d'électricité. Cette consommation étant appréciée par rapport à l'année 1999, l'éligibilité apparaît comme le constat d'une situation de fait, et relève d'un système de simple déclaration effectuée auprès de la Digec. Afin de garantir une visibilité économique aux industriels éligibles, le décret fixe à trois ans la durée de l'éligibilité et institue des procédures particulières pour traiter les cas de création de site ou de changement de consommateur sur un site en cours d'année.

Enfin, dans le but d'assurer une parfaite transparence du marché, le décret prévoit, conformément à la loi, la publication régulière de la liste de clients éligibles ayant effectué une déclaration. Cette liste est établie sur la base des déclarations qui doivent être envoyées à la Digec par tous les consommateurs qui répondent aux critères d'éligibilité définis par le décret du 29 mai 2000. Une première liste de 1206 sites a été publiée au Journal officiel du 31 août 2000, et une liste complémentaire de 74 sites, le

du 29 mai 2000 relatif à l'éligibilité des consommateurs d'électricité constitue donc l'un des textes essentiels de mise en œuvre de l'ouverture du marché national de l'électricité. Ce décret, qui a été publié au Journal officiel du 30 mai 2000, définit les consommateurs éligibles et les conditions de reconnaissance de l'éligibilité.

24 novembre 2000. Ces listes seront mises à jour chaque année et sont disponibles sur le site Internet [www.industrie.gouv.fr/energie](http://www.industrie.gouv.fr/energie)

En instituant une procédure simple de reconnaissance de l'éligibilité, basée sur des critères objectifs et transparents, le décret du 29 mai 2000

(\*) un tableau de bord des textes pris en application de la loi du 10 février 2000 et des projets de textes actuellement soumis à des instances consultatives ou en voie de publication, est consultable sur le site internet : [www.industrie.gouv.fr/energie](http://www.industrie.gouv.fr/energie) (rubrique électricité).

offre ainsi la possibilité aux industriels éligibles, pour lesquels les prix et les modalités de fourniture d'électricité constituent un élément notable de leur compétitivité, d'engager des négociations pour leur approvisionnement en électricité, afin de bénéficier directement d'une logique d'abaissement des coûts et des prix.

## Les nouveaux producteurs

Dans le cadre du décret du 7 septembre 2000 qui définit la procédure d'autorisation de nouveaux producteurs, la Digec a reçu en 2000 6 demandes d'autorisation d'exploiter une installation de production. Ce décret prévoit les conditions dans lesquelles le Ministre chargé de l'énergie délivre les autorisations d'exploiter les installations de plus de 4.5 MW et reçoit les déclarations concernant les installations plus petites. Dans un souci de simplification des procédures administratives, les installations de très petite puissance sont dispensées de la formalité de déclaration. Dans un souci de transparence, le décret prévoit non seulement la publication des principales caractéristiques des demandes d'autorisation d'exploiter prévue par la loi, mais aussi la publication des autorisations elles-mêmes et des déclarations.

## L'achat pour revente

L'article 22 de la loi ouvre aux producteurs d'électricité ou à leurs filiales, la possibilité d'exercer une activité d'achat d'électricité pour revente, afin de permettre à ces opérateurs de compléter leur offre d'électricité auprès de clients éligibles. Il soumet cette activité à autorisation et limite la quantité d'électricité susceptible de faire l'objet de ces transactions à un pourcentage, fixé par décret, de l'électricité produite à partir de capacités de production dont le producteur a la disposition.

Le décret du 30 octobre 2000 prévoit que les producteurs peuvent acheter de l'électricité pour revente aux clients éligibles dans la proportion de 20 % d'une quantité d'électricité de référence, qui est elle-même constituée par l'électricité dont ces producteurs ont la disposition, et qui a été produite par des capacités de production raccordées ou interconnectées aux réseaux français. En pratique, ces dispositions permettent de prendre en compte l'électricité produite sur tout le territoire européen et l'électricité produite par des installations qui n'appartiennent pas en propre au producteur, mais sur lesquelles il possède, d'une façon ou d'une autre, un « droit de tirage ». La durée de l'autorisation est fixée à 3 ans ce qui permet d'offrir une visibilité économique aux acteurs concernés. Une procédure annuelle de révision des droits est toutefois prévue pour prendre en compte les évolutions de l'activité des producteurs concernés.

Les dispositions de ce décret permettent de concilier le souci du législateur que l'activité de négoce d'électricité soit encadrée et reste liée à « l'économie réelle » et à l'activité de production, et l'utilité de « fluidifier » le marché de l'électricité, notamment en permettant à la fonction de négoce d'agréger les offres de petits producteurs ou de producteurs aux caractéristiques complémentaires.

## Les énergies renouvelables

La définition des seuils de l'obligation d'achat reflète la volonté du Gouvernement de promouvoir les énergies renouvelables.

Afin de favoriser la mise en œuvre des objectifs de la politique énergétique nationale, la loi du 10 février 2000 institue une obligation d'achat par Électricité de France et les distributeurs non nationalisés de l'électricité produite par certaines installations de production :

- sans limite de puissance pour les installations qui valorisent des déchets ménagers ou assimilés ou qui visent l'alimentation d'un réseau de chaleur
- en dessous d'un seuil fixé par décret dans la limite d'un plafond de 12 mégawatts, pour les

installations de production qui utilisent des énergies renouvelables ou qui mettent en œuvre des techniques performantes en termes d'efficacité énergétique, telles que la cogénération.

Ces seuils sont fixés par le décret du 6 décembre 2000 au niveau du plafond prévu par la loi, soit 12 mégawatts, ce qui correspond au caractère seulement émergent de la concurrence. Conformément à la loi, ces limites ont vocation à être ultérieurement révisées, pour tenir compte de l'ouverture progressive du marché de l'électricité et de la possibilité pour ces installations de trouver des clients éligibles.

Il peut être noté qu'en application de l'article 10 de la loi, un décret ultérieur précisera « *les obligations qui s'imposent aux producteurs bénéficiant de l'obligation d'achat, ainsi que les conditions dans lesquelles les ministres chargés de l'économie et de l'énergie arrêtent, après avis de la Commission de régulation de l'électricité, les conditions d'achat de l'électricité ainsi produite* » ; des arrêtés tarifaires définiront ensuite le niveau exact des tarifs applicables pour chaque filière.

## Le contrôle de l'application de la loi

Pour assurer le respect des dispositions de la loi du 10 février 2000, les articles 33, 34 et 43 de cette loi ont défini les pouvoirs d'enquête et de contrôle de l'administration, qui sont confiés à des fonctionnaires et agents habilités par le ministre chargé de l'énergie, et assermentés. Le décret du 7 septembre 2000 a fixé les conditions de l'habilitation et de l'assermentation. Dans ce cadre, seront en particulier habilités et assermentés les fonctionnaires et agents des directions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement afin de procéder aux enquêtes, et de constater les éventuelles infractions à la loi du 10 février 2000.

A titre d'illustration, les missions qui leur seront confiées concernent le respect des conditions d'exploitation des installations de production, des dispositions relatives à l'obligation d'achat (par

exemple, respect des caractéristiques techniques des installations de cogénération ou des seuils de puissance pour les autres installations souhaitant bénéficier de l'obligation d'achat, respect des dispositions relatives à l'éligibilité ou encore à l'activité d'achat pour revente d'électricité...)

## La négociation collective dans les industries électriques et gazières

La loi du 10 février 2000 a maintenu le statut du personnel des industries électriques et gazières créé par la loi de 1946 et prévu l'introduction d'une négociation collective de branche qui peut désormais compléter les dispositions de ce statut ou en déterminer les modalités d'application.

Diverses organisations professionnelles d'employeurs se sont constituées au cours de l'année 2000. On signalera notamment :

- l'Union Française de l'Electricité, à laquelle ont adhéré les entreprises publiques (EDF, SUEM, SNET), des entreprises privées (Suez-Lyonnaise des Eaux et les syndicats des énergies renouvelables et des producteurs autonomes d'énergie hydroélectrique) et les entreprises locales de distribution du secteur électrique,

- l'Union Nationale des Employeurs des Industries Gazières à laquelle ont adhéré l'entreprise publique GDF et d'autres entreprises, publiques ou privées, ayant une activité de transporteur, fournisseur ou distributeur de gaz.

Par l'intermédiaire des organisations professionnelles, les entreprises de la branche peuvent désormais négocier avec les organisations syndicales les modalités d'application du statut national du personnel alors que, depuis 1946, elles devaient appliquer les modalités négociées au sein d'EDF et GDF, puis le cas échéant étendues aux autres entreprises du secteur par décisions du ministre chargé de l'énergie.

Le décret sur la négociation collective dans les industries électriques et gazières, dont la publication est prévue au premier semestre 2001, a fait l'objet d'une importante concertation menée par la direction

du gaz, de l'électricité et du charbon. Il précise notamment les conditions dans lesquelles les attributions usuellement dévolues à la Commission nationale de la négociation collective en matière d'extension des accords professionnels sont exercées par la Commission supérieure nationale du personnel des industries électriques et gazières. Il fixe également la composition de cette commission en prenant en compte l'existence des nouvelles organisations d'employeurs.

La spécificité des industries électriques et gazières est ainsi prise en compte et les nouvelles dispositions vont permettre de faire évoluer le droit de la branche sur la base des négociations intervenues entre les partenaires sociaux. Cette évolution apparaît particulièrement opportune dans le nouveau contexte de libéralisation du marché électrique et gazier français où les acteurs se multiplient et se diversifient.

\*

\* \*

L'année 2000 a ainsi été marquée dans le domaine électrique par une forte activité législative et réglementaire qui a conduit à des évolutions importantes du marché de l'électricité. Cette activité devrait se poursuivre en 2001 par l'élaboration des derniers décrets d'application permettant de concrétiser les orientations de la loi du 10 février 2000, notamment en matière de service public, de politique énergétique et de développement de l'efficacité concurrentielle.

# La modernisation du service public du gaz

*L'Europe du gaz est en marche : la directive de 1998 « sur le marché intérieur du gaz naturel conduit à l'ouverture progressive et maîtrisée des marchés nationaux du gaz naturel, en laissant une place importante à la subsidiarité. Au cours de la négociation, la France a fait prévaloir un certain nombre de préoccupations et d'ambitions : développement du service public, maintien de la sécurité des approvisionnements basés sur des contrats de long terme, indépendance de la politique énergétique, rythme d'ouverture adapté à ces impératifs...*

*La transposition de la directive est obligatoire depuis le 10 août 2000 ; elle est d'ailleurs hautement souhaitable pour assurer l'équilibre souhaité entre service public, compétitivité industrielle et politique énergétique. Afin de préparer cette transposition et de prendre en compte les préoccupations de nos concitoyens et des acteurs du système gazier, le Gouvernement a mené une large concertation sur la base du livre blanc « Vers la future organisation gazière française », que la direction du gaz, de l'électricité et du charbon a diffusé à plus de 18.000 exemplaires. Cette démarche a donné lieu à de nombreuses contributions qui feront prochainement l'objet d'une publication.*

*A l'issue de cette concertation, le projet de loi de « modernisation du service public du gaz naturel et de développement des entreprises gazières » a été approuvé en Conseil des Ministres le 17 mai 2000, sur proposition du secrétaire d'État à l'Industrie<sup>1</sup>. Les orientations du projet de loi, détaillées dans cet article, traduisent l'ambition du Gouvernement :*

*- d'introduire, de façon contrôlée et progressive, des éléments de concurrence dans le système gazier français, qui seront utiles à sa dynamisation et permettront aux opérateurs français de participer au « marché intérieur européen » ;*

*- de conforter et de préciser le service public du gaz naturel, et de doter la politique énergétique d'outils adaptés au nouveau contexte.*

*- de favoriser le développement des opérateurs gaziers français, notamment en proposant la modernisation des régimes du transport et du stockage de gaz naturel.*

*Dans l'attente du prochain examen parlementaire du projet de loi, un dispositif transitoire « d'accès aux réseaux » a été mis en place, afin de permettre l'application de certaines dispositions de la directive, qui sont à la fois obligatoires et suffisamment précises.*

## Le service public du gaz

**P**our la première fois, le projet de loi définit le contenu des missions de service public, les catégories de consommateurs à qui elles s'adressent, les opérateurs qui en ont la charge, et les modalités de financement.

Le service public a vocation à concourir à la cohésion sociale, au développement équilibré du territoire dans le respect de l'environnement, à la recherche et au progrès technologique. Les

<sup>1</sup> Ce texte est disponible sur le site Internet : [www.industrie.gouv.fr/energie](http://www.industrie.gouv.fr/energie) sous la rubrique « gaz naturel ».

spécificités du secteur gazier devront être prises en compte, notamment la dépendance extérieure de nos approvisionnements.

### Une définition ambitieuse des missions de service public du gaz naturel

La première mission du service public du gaz naturel mentionnée dans le projet de loi a trait à l'approvisionnement et au développement de la desserte. Cette mission vise la recherche de sources d'approvisionnement fiables et diversifiées et le développement d'infrastructures gazières adaptées, notamment dans le domaine du stockage souterrain et des réseaux de transport et de distribution du gaz naturel.

La seconde mission du service public du gaz naturel mentionnée concerne la fourniture. Cette mission a pour objet de garantir une alimentation de qualité, au moindre coût, et dans le respect des principes d'égalité, de continuité et d'adaptabilité, des consommateurs de gaz naturel « non éligibles », c'est-à-dire la très large majorité des consommateurs qui n'ont pas une taille suffisante pour se porter sur le marché dans de bonnes conditions.

Cette mission revêt une dimension de solidarité qui doit être soulignée. Elle concourt à la cohésion sociale, plus particulièrement au moyen de tarifs réglementés et de l'aide aux personnes en situation de précarité. Le dispositif préexistant de lutte contre les exclusions est complété : outre le dispositif en faveur du maintien de l'énergie, des aides favoriseront également le diagnostic et la mise en conformité des installations domestiques intérieures en matière de sécurité.

Par ailleurs, certains clients éligibles bénéficieront de garanties particulières : lorsqu'ils exercent une activité de distribution ou lorsqu'ils contribuent à la satisfaction des besoins essentiels de la nation, notamment en matière de santé publique, de défense et de sécurité, ces clients ne doivent pas être menacés de ruptures dans la fourniture de gaz naturel. Des garanties devront leur être apportées par les opérateurs autorisés à les alimenter.

Un régime d'autorisation permettra d'assurer que les fournisseurs concernés répondent aux exigences du service public.

### Un dispositif tarifaire et une répartition des charges adaptés aux missions de service public

Pour éviter des comportements pénalisants à l'égard des clients non éligibles, il convient de maintenir des tarifs de vente fixés par la puissance publique pour l'ensemble de ces clients.

Dans la continuité du dispositif préexistant, Gaz de France appliquera des tarifs harmonisés lui permettant d'assurer le traitement équitable de ses clients et le financement de l'extension de la desserte dans des conditions économiquement justifiées. Par ailleurs, les distributeurs non nationalisés continueront d'appliquer des tarifs de vente adaptés à leurs situations propres, avec un contrôle maintenu de la puissance publique sur l'évolution de ces tarifs.

Enfin, certaines missions de service public dans le domaine de la distribution du gaz sont à l'origine de charges spécifiques. Une répartition des charges de manière transparente et équilibrée est envisagée au moyen du fond de péréquation du gaz institué par la loi de 1946, à l'instar du fonds de péréquation de l'électricité.

### Une ouverture maîtrisée à la concurrence : participer au combat pour l'emploi

Certains clients pourront choisir librement leur fournisseur de gaz naturel, et faire transiter sur les réseaux gaziers l'énergie ainsi achetée, ce transit étant bien entendu rémunéré : ces clients, qui sont de grandes entreprises, sont appelés "clients éligibles".

En effet, lorsqu'une entreprise est un gros consommateur final, le prix du gaz peut constituer un élément notable de sa compétitivité et, par conséquent, de ses décisions d'investissement et de créations d'emplois ; il est naturel que cette



entreprise confrontée à la concurrence puisse elle-même bénéficier d'une pluralité d'offres en matière de fourniture énergétique et qu'elle puisse engager des négociations pour l'ensemble de ses sites européens. L'ouverture progressive des marchés européens devrait d'ailleurs permettre aux opérateurs gaziers français d'accompagner leurs grands clients industriels au-delà des frontières nationales.

Conformément aux dispositions de la directive, le mécanisme de l'éligibilité conduit à l'ouverture de plus du 20 % de la consommation de gaz naturel à partir d'août 2000, puis 28 % avant août 2003 et enfin 33 % avant août 2008.

Les distributeurs bénéficieront du mécanisme de « l'éligibilité partielle » en vue de l'approvisionnement effectif des clients éligibles qui seraient situés dans leur zone de desserte et qui souhaiteraient continuer à recourir à leur distributeur en tant que fournisseur. Par ailleurs, il est envisagé d'appliquer aux distributeurs le même seuil d'éligibilité qu'à l'ensemble des consommateurs, permettant ainsi à ceux qui ont la taille nécessaire de participer pleinement à l'ouverture du marché.

### **Des outils pour assurer la qualité de la fourniture de gaz et la sécurité des approvisionnements**

L'énergie n'est pas un bien de consommation banalisé. Des enjeux particulièrement importants pour notre société y sont attachés, liés en particulier à la sécurité d'approvisionnement de notre pays, à la protection de l'environnement et à la compétitivité de la fourniture. C'est pourquoi elle fait l'objet d'une politique publique forte : la politique énergétique.

L'ouverture du secteur du gaz naturel à un plus grand nombre d'acteurs dans le contexte européen ne fait pas obstacle à la mise en œuvre de la politique énergétique et à l'accomplissement des missions de service public. En réponse à ces impératifs, le projet de loi retient un éventail diversifié d'outils à la disposition de notre pays.

### **L'encadrement de l'activité de fourniture de gaz naturel**

La fourniture de gaz naturel aux consommateurs finals répond à des missions de service public et de politique énergétique, précisées et confortées par le projet de loi.

L'activité des fournisseurs fera l'objet d'un encadrement compatible avec les règles communautaires : le ministre chargé de l'énergie délivrera des autorisations de fourniture assorties d'un cahier des charges et tenant compte des capacités des demandeurs à assurer les obligations de service public correspondant à leurs différents types de clients.

### **La diversification des approvisionnements, les contrats de long terme**

La sûreté d'approvisionnement de la France repose sur l'existence de sources d'approvisionnement diversifiées et aussi fiables que possible. La France bénéficie aujourd'hui d'une diversité d'approvisionnement qui constitue un atout à préserver : en 1999, environ 32 % de nos approvisionnements en gaz naturel provenaient de Norvège, 28 % de Russie, 24 % d'Algérie, 12 % des Pays-Bas (seuls 4 % provenant de ressources nationales).

Le régime d'autorisation proposé précise les obligations qui s'imposeront aux fournisseurs en matière de diversification des approvisionnements et de préparation à d'éventuelles crises sur les marchés internationaux.

Par ailleurs, la sécurité d'approvisionnement de notre pays en gaz naturel repose également sur les contrats de long terme, de type «take or pay», conclus avec nos partenaires étrangers. La progressivité de l'ouverture des marchés permise par la directive permet d'éviter la remise en cause des contrats d'approvisionnement de long terme. De surcroît, conformément à la directive, le projet de loi prévoit un dispositif de sauvegarde, sous le contrôle de

l'instance spécialisée de régulation, lorsqu'un opérateur se trouve menacé de graves difficultés économiques du fait de contrats d'achat de long terme, dont les volumes viendraient à excéder les possibilités de placement, à la suite du recours par les consommateurs à de nouveaux fournisseurs ; ce dispositif permet d'exempter temporairement l'opérateur de l'obligation de donner à des tiers l'accès à son réseau.

### Une régulation transparente et efficace : créer les conditions d'une concurrence équitable

La régulation du secteur gazier a pour objet d'assurer son bon fonctionnement et la coexistence harmonieuse du service public et de la concurrence, au bénéfice de tous les consommateurs.

Sous le contrôle du Parlement, le Gouvernement déterminera et appliquera les choix de politique énergétique ; il définira les missions de service public et les conditions de la concurrence ; il continuera de veiller aux intérêts couverts par la réglementation générale du gaz (sécurité, environnement...).

Il est proposé de confier à une commission de régulation commune à l'électricité et au gaz, les responsabilités utiles en ce qui concerne les aspects concurrentiels du bon fonctionnement du système gazier (contrôle des conditions d'accès aux réseaux et règlement des litiges correspondants, contrôle de la séparation comptable des activités et de l'absence de « subventions croisées » au détriment des clients non éligibles...). Cette solution d'une commission commune au gaz et à l'électricité conduit à une simplification et à une certaine optimisation des moyens. Il conviendra de veiller à ce que la solution d'une commission de régulation commune à l'électricité et au gaz s'accompagne de la prise en compte des spécificités du secteur gazier et de la nécessaire apparition d'une doctrine spécialisée

### L'évolution du régime du transport du gaz naturel

Le bon fonctionnement du secteur gazier repose de manière cruciale sur l'activité de transport du gaz naturel :

- les ouvrages de transport de gaz à très haute pression ont une dimension internationale et constituent l'épine dorsale de notre système d'approvisionnement ;

- le développement du réseau de transport participe, par ailleurs, au développement de la fourniture de gaz naturel à de nouveaux clients industriels et au raccordement de nouvelles distributions publiques.

La France est aujourd'hui le seul pays de l'Union européenne dans lequel le réseau de transport appartient à l'Etat dans le cadre d'un régime de concession. Cette situation singulière est susceptible de fragiliser les opérateurs de transport français par rapport à leurs concurrents étrangers : les concurrents situés dans les autres Etats membres de l'Union européenne sont susceptibles de tirer bénéfice du renouvellement périodique des concessions de transport délivrées aux opérateurs français, sans espoir de réciprocité pour ces derniers.

Le projet de loi propose donc que les canalisations de transport passent d'un régime de concession et de propriété d'Etat, à un régime d'autorisation avec propriété des canalisations impartie au transporteur.

Dans le prolongement du dispositif préexistant, le nouveau régime d'autorisation comporterait des cahiers des charges établis sur la base d'un modèle approuvé par décret. Ce dispositif est de nature à garantir le respect des obligations de service public par les transporteurs de gaz naturel.

Pour les ouvrages existants, le projet de loi précise également les modalités de passage du régime de la concession au nouveau régime de l'autorisation, qui implique en particulier la résiliation anticipée des concessions et la cession des ouvrages.



## Le stockage

Les stockages souterrains sont nécessaires à l'équilibre des réseaux gaziers, et il semble opportun d'en laisser la maîtrise aux opérateurs qui les ont développés, et notamment aux transporteurs.

Les stockages offrent en outre des garanties temporaires en cas de crise de nos approvisionnements.

Au total, il est souhaitable que le développement du gaz naturel s'accompagne de la création de stockages, sans que des « nouveaux entrants » se reposent de façon excessive sur les stockages préexistants.

Afin de traduire ces orientations, le projet de loi propose d'insérer le régime juridique des stockages souterrains dans le code minier et souligne le rôle des stockages souterrains de gaz naturel en faveur de l'équilibrage des réseaux.

Ces considérations ne font toutefois pas obstacle à la création d'un marché des prestations de stockage, lorsque des capacités sont disponibles et parallèlement à d'autres solutions jouant un rôle voisin de celui des stockages, telles que la modulation de la production de gaz ou le recours à des contrats interruptibles ou des techniques assurantielles.

Le régime juridique des stockages souterrains devrait également faire l'objet d'adaptations afin de compléter la transposition de la directive "Seveso II".

## La modernisation du statut du personnel des industries électriques et gazières

La loi de modernisation et de développement du service public de l'électricité du 10 février 2000 a laissé inchangé le champ d'application du statut national des entreprises électriques et gazières : le principe d'universalité du statut est conservé, ainsi que les quelques exceptions au principe d'universalité qui étaient prévues par la loi de 1946.

Ces dispositions étant communes à l'ensemble des secteurs électrique et gazier, il n'y avait pas lieu que le projet de loi gazière revienne sur les dispositions ainsi fixées. Le personnel des entreprises gazières devrait donc bénéficier, tout comme le personnel des industries électriques, des mesures visant à conforter le statut tout en modernisant ses conditions de mise en œuvre.

\*  
\* \*

Depuis le 10 août 2000, certaines dispositions de la directive à la fois obligatoires et suffisamment précises sont directement appliquées par les opérateurs gaziers.

Dans ce cadre, les opérateurs de transport de gaz français (Gaz de France, Compagnie française du méthane, Gaz du Sud-Ouest) ont mis en place des dispositifs transitoires « d'accès au réseau » pour les premiers clients éligibles, c'est-à-dire ceux dont la consommation annuelle de gaz naturel est supérieure à 25 millions de m<sup>3</sup> sur un même site. Cette disposition a permis d'assurer l'ouverture d'environ 20% du marché national dès 2000.

Les conditions générales de tarification de cet accès au réseau ont été rendues publiques par les différents opérateurs de transport et sont disponibles sur internet. A la suite de l'adoption de la future loi gazière, les dispositions d'accès au réseau devront être expertisées par la future Commission de régulation commune au gaz et à l'électricité, qui devra veiller à la naissance d'une doctrine adaptée à la régulation des prix d'accès aux réseaux de gaz naturel. Afin de préparer la mise en place de ce dispositif de régulation, le Ministre de l'Economie, des finances et de l'industrie et le Secrétaire d'Etat à l'industrie ont confié au Président de la Commission de régulation de l'électricité une mission d'expertise en ce sens.

Ces initiatives démontrent l'intention de la France et de ses opérateurs de répondre aux engagements pris et de progresser vers un meilleur système gazier européen, tout en préservant le service public du gaz naturel et en se dotant des outils de politique énergétique adaptés à ce contexte. Le Parlement sera prochainement amené à examiner le projet de loi, en fonction des disponibilités de l'agenda parlementaire.

# Les actions engagées suite aux tempêtes de décembre 1999

*De nouvelles règles pour la construction de lignes électriques et le lancement d'un programme de renforcement des lignes existantes vont renforcer la sécurité des réseaux contre les tempêtes. Parallèlement, un premier ensemble de mesures ont été prises au niveau européen pour renforcer le contrôle des navires marchands et éliminer progressivement les pétroliers à simple coque.*

## Les lignes électriques

Avec des vitesses de pointe dépassant les 180 km/h, les deux tempêtes de décembre 1999 ont frappé à la fois par leur violence et par l'ampleur de leur impact sur l'alimentation en électricité. Si les dégâts purement matériels ont été en fait relativement limités, leurs conséquences sur le fonctionnement du réseau et l'alimentation des usagers ont été particulièrement lourdes. Sur le réseau de transport, quatre pylônes sur mille en moyenne ont été endommagés, mais ceci a suffi à rendre indisponible près du quart du réseau de grand transport au pire de la tempête. En matière de distribution, 1% du kilométrage des réseaux publics a été touché. Mais au plus fort de la crise, le nombre d'abonnés non alimentés a été de 3,5 millions, soit plus de 10% des usagers français. Pour EDF, le coût immédiat de la tempête a été estimé à 10 Mds de Francs, couvrant les dépenses de remise en état et de consolidation des réseaux.

Dans un premier temps, l'action du STEEGB et du service de l'électricité de la DIGEC a consisté à donner aux exploitants les moyens réglementaires d'assurer la reconstitution du réseau et la reprise rapide du service. Dès le 20 janvier 2000, une note a été envoyée

aux services déconcentrés leur rappelant les dispositions prévues pour faciliter la prise de mesures d'urgence, tout en garantissant la sécurité publique. Simultanément, un amendement a été introduit dans la loi du 10 février 2000 sur le service public de l'électricité, de manière à adapter les dispositions réglementaires applicables à la reconstruction des réseaux et à prévenir tout risque ultérieur de contentieux. Une circulaire d'application a été rédigée avec les services du ministère de l'Équipement et transmise aux préfets.

Très rapidement, une réflexion a été engagée pour définir des moyens de renforcer la sécurité des réseaux contre ce type d'événements climatiques, qui soient techniquement possibles et économiquement proportionnés au dommage subi par la collectivité nationale.

A la demande du secrétaire d'État à l'Industrie, le comité technique de l'électricité a été chargé de rechercher les moyens réglementaires d'améliorer la résistance mécanique des ouvrages et de favoriser le recours à de la production décentralisée en cas de crise. Sur la base du rapport rendu le 31 mai 2000, de nouvelles exigences techniques ont été définies par le STEEGB, visant notamment à renforcer la résistance des ouvrages au vent et interdisant les nouvelles lignes à moyenne tension en fils nus dans les zones boisées. Une nouvelle version de l'arrêté rassemblant les règles de construction des lignes électriques a été approuvée par le comité technique de l'électricité le 21 juin 2000 et soumis à la Commission européenne. Il sera prochainement proposé à la signature des ministres.

Simultanément, le Conseil général des mines a été chargé d'une mission visant à définir l'équilibre optimum entre le renforcement mécanique, l'enfouissement des lignes, la création de lignes nouvelles et un meilleur usage de la production décentralisée.

Cette réflexion a surtout conduit à dégager les contours techniques et financiers d'un programme de renforcement des réseaux électriques. EDF a annoncé la création d'un programme de sécurisation sur 15 ans, d'un montant de 45 à 50 milliards de Francs dont environ 10 milliards pour le réseau de transport. Des engagements en matière d'enfouissement sont par ailleurs en cours de négociation dans le cadre du nouvel accord pluriannuel « Réseaux électriques et environnement » qui sera conclu entre l'Etat et EDF pour la période 2001-2003.

Enfin, la mission du Conseil général des mines a analysé les évolutions envisageables du rôle des collectivités locales en matière de gestion des réseaux publics de distribution. D'ores et déjà, les outils financiers à leur disposition ont été renforcés, notamment dans le cadre du « FACE » (Fonds d'amortissement des charges d'électrification en zone rurale) par la création d'un programme spécial « tempêtes de décembre 1999 » et par l'augmentation du taux de l'aide qui est accordée à l'enfouissement (cf page 64).

\*  
\*   \*

## Le renforcement de la sécurité maritime

Sur proposition de la Commission européenne, un premier paquet de mesures visant à l'amélioration de la sécurité des transports maritimes a été voté le 30 novembre 2000 par le Parlement européen renforcement des contrôles des navires par l'Etat du port, encadrement des sociétés de classification, calendrier d'élimination des pétroliers à simple coque.

Sous l'impulsion de la Présidence française, le Conseil des transports du 21 décembre 2000 a approuvé l'essentiel de ces dispositions qui renforcent les mesures de contrôle prises dans le cadre de la Directive 95/21/CE sur le contrôle par l'Etat du port et celles de la directive 94/57/CE établissant des normes communes concernant les

sociétés de classification, et en particulier, une révision du régime d'agrément communautaire de ces sociétés. Le renforcement des dispositions relatives au contrôle par l'Etat du port va se traduire par un recrutement accru d'inspecteurs, les États membres s'engageant, en outre, à contrôler plus en profondeur davantage de navires. Enfin, un calendrier précis d'élimination progressive des navires pétroliers dotés d'une simple coque entre 2003 et 2015 sera adopté en juin 2001. Par ailleurs, un second paquet de propositions a d'ores et déjà été présenté par la Commission lors du sommet de Biarritz : contrôle du trafic maritime, fonds complémentaire d'indemnisation et création d'une Agence européenne de sécurité maritime.

Le premier point rendrait obligatoire la présence sur les navires de commerce de systèmes d'identification automatiques (« boîtes noires ») similaires à ceux utilisés dans l'aviation. Il prévoit également un système de notification des navires et des restrictions de navigation lors de conditions météorologiques extrêmes. Le Fonds Complémentaire d'indemnisation des dommages de pollution viendrait compléter, à hauteur de 1 milliard d'euros, le système d'indemnisation pour les pollutions dues aux hydrocarbures par les navires citernes actuellement en place (FIPOL). L'Agence européenne, enfin, aura pour objet de soutenir l'action de la Commission et des Etats-membres et d'évaluer l'efficacité des mesures de sécurité maritimes mises en place.

Le sommet européen des chefs d'états et de gouvernements, qui s'est tenu à Nice du 9 au 11 décembre dernier, a invité le Parlement et le Conseil à se prononcer favorablement sur ces propositions.

# Le pompage de l'Erika

*Afin d'éviter le risque d'une seconde marée noire, les techniques de l'offshore ont été mises à contribution pour pomper les 11 000 tonnes de fioul lourd restées dans l'épave de l'Erika*

**L**e 12 décembre 1999, le pétrolier Erika, transportant une cargaison de fioul lourd, faisait naufrage en se brisant en deux, à 40 milles au sud de la pointe de Penmarc'h dans le Finistère. Une partie de la cargaison s'est immédiatement déversée causant la marée noire qui a atteint les côtes après deux semaines. Une autre partie de la cargaison, représentant environ 11 000 tonnes s'est trouvée piégée dans les deux parties de l'épave, par environ 120 m de fond.

Devant le risque que représentait cette cargaison résiduelle, il a été décidé de traiter l'épave afin prévenir tout risque ultérieur de pollution. Cette opération a été mise en œuvre et financée par l'affrètement du navire, TotalFinaElf, sur la base d'une solution technique retenue et validée par les pouvoirs publics, assistés d'un comité d'experts.

## Une opération délicate

La solution retenue devait répondre à trois critères :

- un critère de rapidité pour parer aux risques de nouvelle marée noire liés à la détérioration de l'épave,
- un critère de sûreté, à la fois pour l'environnement et les personnes,
- un critère de complétude, afin d'éviter la persistance de risques de fuites d'hydrocarbures, mêmes faibles.

Les difficultés particulières de l'opération étaient notamment liées aux caractéristiques du produit qui présente une viscosité importante autour de 10°C, température au voisinage de l'épave, ainsi qu'au mauvais état de structure de cette dernière à la suite du naufrage. Par ailleurs, du fait des conditions de mer difficiles rencontrées en hiver dans cette zone, le créneau pendant lequel les opérations pouvaient se dérouler se trouvait restreint. Il était donc nécessaire de trouver une méthode permettant une intervention dans un intervalle de temps assez court.

L'analyse des différentes options de traitement de l'épave (pompage, renflouement, neutralisation, enfouissement) au regard des trois critères définis a conduit à privilégier le pompage de la cargaison.

## Des technologies innovantes issues de l'exploitation pétrolière offshore

La technique de pompage retenue a été originale. Elle a consisté à :

- utiliser la pression hydrostatique de l'eau par 120 m de fond pour déplacer le fioul lourd à travers des vannes posées sur les cuves du navire,
- mélanger immédiatement en sortie de cuve le fioul lourd à un produit fluidifiant,
- ramener en surface le mélange fioul lourd fluidifiant, rendu alors apte à être pompé selon des techniques éprouvées.

Cette solution présentait des avantages opérationnels importants par rapport à d'autres solutions retenues dans le passé qui reposaient sur des principes de fluidification par réchauffage à la vapeur (cas du naufrage du Tanio en 1980). Elle a pu être définitivement retenue suite aux études réalisées sur un pilote au centre de recherches TotalFinaElf de Gonfreville l'Orcher.

Le succès de cette opération a reposé notamment sur l'expérience acquise dans le cadre de l'exploitation pétrolière marine en mer du nord. En particulier, il a été fait appel à des entreprises figurant parmi les spécialistes des opérations offshore, comme les Français Doris et Coflexip, ou le norvégien Stolt.

Pendant les opérations plusieurs navires spécialisés ont été utilisés comme le *CSO Constructor*, navire de support de plongée, ou le *Seaway Kestrel*, navire de pompage conçu récemment pour les tests de puits sous-marins au cours d'opérations pétrolières offshore. L'existence sur ces bateaux de systèmes de positionnement dynamique, fonctionnant à partir propulseurs d'étraves maintenant les navires en position face à la houle et évitant la pose d'ancres, a été décisive car elle a permis à ces navires de travailler à proximité les uns des autres sur le chantier, tout en gardant une grande réactivité par rapport aux conditions météorologiques.

Les vannes permettant le pompage ont quant à elles été positionnées sur la coque par des plongeurs selon la technique de percement dite « hot tapping », évitant toute fuite de fioul pendant leur installation.

Dans un autre domaine, le procédé de fluidification a lui bénéficié des travaux réalisés sur les carburants d'origine végétale, puisque c'est l'ester méthylique d'huile de colza, produit biodégradable couramment employé comme additif dans les gazoles, qui a été utilisé.

équipes de trois personnes, ont vécu en permanence à la pression du fond de la mer, alternant périodes d'interventions et périodes de repos en caisson hyperbare.

Le pompage principal des cuves s'est déroulé du 3 juillet 2000 au 31 juillet 2000, à partir du *Crystal Ocean*, navire à positionnement dynamique spécialement équipé pour ces opérations. Au cours de cette phase la majorité du fioul contenu dans les cuves a été récupérée.

Enfin l'opération s'est terminée par un pompage de finition. Pendant cette phase, de l'ester méthylique de colza a été injecté directement dans les cuves pour déplacer les dernières quantités de fioul piégées dans les renforts, et a été ensuite pompé par des cannes plongeantes.

Les opérations se sont achevées le 15 septembre 2000, date à laquelle le chantier a été démonté. La cargaison récupérée a été transportée à la raffinerie de Gonfreville en Normandie afin d'être utilisée comme combustible à des fins de production de vapeur pour les besoins de la raffinerie.

## Un calendrier serré

L'opération s'est déroulée en trois étapes successives, à partir du 4 juin 2000.

Une première phase, terminée le 9 juillet 2000, a été dédiée à la préparation de l'épave, c'est-à-dire à l'installation sur les deux parties avant et arrière des équipements nécessaires au pompage. Cette phase a été réalisée à partir des navires supports de plongée *Seaway Kestrel* et *CSO Constructor* par des équipes de plongeurs assistés par des robots sous-marins. Ces plongeurs, organisés sur chaque navire en trois



# La hausse des prix des produits pétroliers

*Les prix du pétrole brut se sont brutalement envolés entre mars 1999 et mars 2000 et se sont maintenus depuis lors à des niveaux élevés, principalement sous l'effet de la politique de restriction volontaire de l'offre mise en œuvre par les pays de l'OPEP. Les conséquences pour les consommateurs de la forte hausse des produits pétroliers ont conduit le gouvernement à prendre des mesures d'allègements de la fiscalité pétrolière.*

*A court comme à long terme, plusieurs facteurs permettent d'espérer une détente des cours. Néanmoins, la volatilité des prix reste un phénomène structurel qui doit inciter les pays consommateurs à rechercher une plus grande indépendance énergétique.*

L'année 2000, dernière année du millénaire, restera aussi pour beaucoup, l'année d'une nouvelle crise pétrolière. **Cette crise n'a pas l'ampleur des chocs pétroliers de 1973 ou 1978** qui avaient fortement contribué au ralentissement de la croissance économique mondiale et renchéri la facture énergétique française à près de 6 % du PIB en 1981. Les effets macro-économiques de la crise actuelle sont en effet aujourd'hui plus limités ; l'économie française est moins dépendante du fait de sa tertiarisation et des programmes de diversification énergétique engagés depuis lors ; les prix aujourd'hui atteints par les produits pétroliers sont, exprimés en valeur constante, largement inférieurs à ceux du début des années de 1980 ; enfin, il n'est pas encore illusoire de supposer que cette crise n'aura pas le caractère durable des chocs de 1973 et de 1980.

La situation des prix pétroliers en 2000 (moyenne annuelle 28 \$/b) s'inscrit cependant en rupture avec l'environnement de prix modérés qui a prévalu, hors guerre du golfe, depuis 1986. Ce

## Hausse du brut et augmentation de l'activité pétrolière en France

De même qu'en 1999 les entreprises pétrolières opérant en France avaient réagi à la baisse des prix du brut intervenue en 1998, elles ont réagi en 2000 à remontée des prix de 1999. Alors qu'en 1999 les activités d'exploration avaient atteint leur plus bas niveau historique, et qu'une soixantaine de puits d'exploitation avaient été fermés et certains travaux sur gisements suspendus, l'année 2000 a été marquée par une évolution exactement inverse : l'exploration pétrolière a montré un début de reprise avec deux puits forés et le dépôt de nouvelles demandes de permis, et les investissements ont repris sur les champs en exploitation. Ces investissements, qui se traduisent par le forage de dix-huit puits (contre quatre en 1999), devraient normalement entraîner une réévaluation significative des réserves qu'il est cependant trop tôt pour pouvoir chiffrer actuellement (entre le 1<sup>er</sup> janvier 1999 et le 1<sup>er</sup> janvier 2000, principalement grâce aux travaux effectués en 1997-1998, la réévaluation des réserves restantes avait atteint 18,4 %).

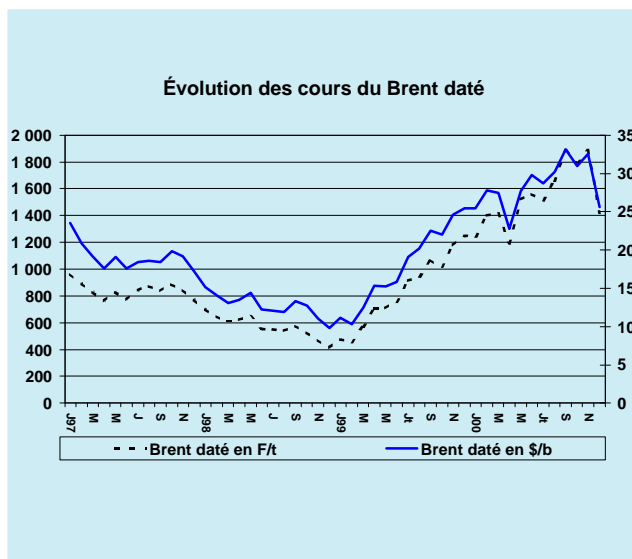
Des informations détaillées sur l'activité d'exploration et de production d'hydrocarbures en France figurent dans le rapport annuel du Service de Conservation des Gisements d'Hydrocarbures, dont l'édition 2000 paraîtra dans le courant du premier semestre 2001.

Le contraste est d'autant plus durement ressenti dans les pays consommateurs que les prix pétroliers avaient atteint leur point bas de la décennie au premier trimestre 1999. Par ailleurs, en dépit des efforts de substitution entrepris, l'impact de la hausse des prix des produits pétroliers reste majeur sur le secteur des transports, pour lequel les hydrocarbures liquides restent à court terme irremplaçables.

Cette flambée des prix, dont nous décrivons les principales causes dans la première partie de l'article, a conduit les responsables gouvernementaux français à prendre plusieurs initiatives visant, à court terme, à en limiter les effets à court terme et, à moyen terme, à prévenir la volatilité des cours et réduire plus encore notre vulnérabilité à ces variations de prix.

### Les raisons de la hausse des cours

**La hausse des produits pétroliers reflète l'appréciation des prix du pétrole brut.** Ces derniers ont connu un mouvement de hausse, extrêmement prononcé, entre mars 1999 et avril 2000, le prix du Brent daté, brut de référence européen, grimpant de 10 \$ à 30 \$/b sur la période. Ils se sont maintenus à ces sommets jusqu'en décembre, du fait de la persistance d'un niveau de stocks pétroliers historiquement bas (lui-même induit par la flambée des prix). Le risque de rupture d'approvisionnement étant accru, les prix spot ont intégré dans leur niveau élevé une prime reflétant la garantie que confère la disponibilité effective du produit dans ce temps incertain. La réduction du niveau de flexibilité qu'offre le recours aux stocks pour faire face à la saisonnalité de la demande, mais aussi aux aléas climatiques et économiques, a également exacerbé la sensibilité des opérateurs à toute nouvelle information. **Les prix ont donc connu une volatilité extrêmement forte tout au long de l'année.**



**La faiblesse du niveau des stocks ne saurait être imputable à une croissance excessivement dynamique de la demande.** La demande a en effet progressé de 0,8 Mb/j en 2000, soit une augmentation limitée de 1 % qui s'avère nettement inférieure à celle de 1,7 % enregistrée l'année précédente et que l'on qualifiait alors de modérée. Cette faiblesse ne saurait non plus être attribuée, sur 2000, à l'apathie des productions issues de la zone non-Opep puisque après une année de stagnation, l'offre non-Opep a connu une progression de 1,2 Mb/j sur l'année 2000, soit un niveau supérieur à l'incrément de demande.

**La faiblesse des stocks résulte principalement de la politique de restriction volontaire de l'offre, mise en œuvre par les pays producteurs.** Le système de quotas de production mis en place par l'OPEP, qui contrôle 40% de la production et représente une proportion bien plus considérable encore des échanges internationaux, n'est certes pas une nouveauté. Sa première application effective date, en effet, de 1982. Les pays de l'OPEP se sont cependant engagés en 1999 dans la voie d'un durcissement de cette politique en réduisant de 4,3 Mb/j leur objectif commun de production entre mars 1998 et mars 1999 pour faire face à l'effondrement des prix insupportable pour ces pays.

Cette décision est une conséquence directe de la forte chute des prix pétroliers enregistrée en 1998 et qui résultait des effets combinés de la « crise asiatique » et de la hausse de 10 % des quotas de production de l'OPEP de décembre 1997. L'impact désastreux de ce mouvement sur les finances des membres de l'organisation a contribué à les convaincre de la nécessité de respecter les nouveaux objectifs de production individuellement assignés. La « crise pétrolière » de 2000 est donc certainement en partie imputable au « contre-choc » de 1998.

**Ce mouvement de restriction volontaire de l'offre a conduit à un creusement du niveau des stocks pétroliers mondiaux en 1999. Il a bien sûr affecté les stocks détenus dans les pays de l'OCDE, et notamment aux États-Unis, dont le rôle est fondamental dans la formation des prix pétroliers.** Les cotations des index pétroliers sur le NYMEX - marché à terme pétrolier de New York - qui sont adossées à des marchés spot américains,

constituent en effet, par leur liquidité, la référence principale du commerce pétrolier mondial. L'information sur la zone est par ailleurs très transparente, les chiffres officiels des stocks industriels étant diffusés sur des bases hebdomadaires.

**Les stocks ont atteint début 2000, en valeur absolue comme en valeur relative, le point bas de la décennie dans les pays de l'OCDE.** De 58 jours de couverture de la demande future au début de l'année 1999, ils ont chuté pour parvenir au plancher de 52 jours <sup>1</sup> au premier trimestre 2000. Ces données de «stocks industriels» intègrent dans leur périmètre les stocks outils, nécessaires au respect de la continuité de l'activité et qui constituent la majeure partie de ces réserves (près de 75 %). Ceci explique qu'un niveau de 52 jours de couverture de la demande, inférieur de 2 jours au précédent minimum de la décennie, enregistré en 1996, soit considéré comme faible et alimente la hausse des prix.

**Les stocks OCDE se sont maintenus, en valeur relative, à ce point bas pendant la majeure partie de l'année passée, et ce en dépit des hausses de la production OPEP intervenues en 2000.** La persistance tout au long de l'année passée d'un niveau de prix que même les membres de l'organisation considèrent aujourd'hui comme élevé, a en effet conduit l'OPEP à augmenter par quatre fois son niveau de production. Le niveau global des quotas de l'organisation s'est ainsi élevé de 3,7 Mb/j durant l'année : + 1,7 Mb/j au 1<sup>er</sup> avril<sup>2</sup>, + 0,7Mb/j au 1<sup>er</sup> juillet, + 0,8 Mb/j au 1<sup>er</sup> octobre, + 0,5 Mb/j au 1<sup>er</sup> novembre.

Mais ces augmentations sont intervenues pour partie trop tardivement pour permettre l'augmentation des stocks de l'OCDE qui aurait permis la détente du marché à l'approche de l'hiver et de ses risques de pics exceptionnels de demande. Une partie de ces flux, qui ne parviennent qu'après un délai de transport important<sup>3</sup> sur les marchés occidentaux, ont été orientés vers l'Asie, où leur visibilité et leur

impact sur les prix sont moindres. Par ailleurs, les nouvelles cargaisons proposées par l'OPEP lors de ses dernières augmentations de production étaient constituées de pétroles lourds, moins adaptés à la demande dans les pays OCDE. Enfin, les quantités additionnelles proposées sur la seconde partie de l'année par l'organisation ont été mises à la disposition des raffineurs alors que ceux-ci fonctionnaient déjà à pleine capacité.

**Des tensions spécifiques sur la disponibilité des produits sont venues par ailleurs exacerber cette situation.** La faiblesse des marges sur une partie de l'année de 1999 avait tout d'abord incité les raffineurs à baisser leur taux de traitement, réduisant ainsi mécaniquement le niveau des stocks pétroliers à l'entrée de l'hiver 1999/2000. Par ailleurs, le développement d'une structure des prix en déport (prix spot supérieurs aux prix à terme), qui a perduré pendant tout l'année 2000, a constitué une incitation économique forte à fonctionner à flux tendu, donc à niveau de stock minimal, entretenant ainsi la tension sur le prix des produits pétroliers.

**L'introduction de nouvelles spécifications sur l'essence aux Etats-Unis a également fortement contribué au développement de ces tensions sur les marchés de produits pétroliers.** Les raffineurs ont expérimenté à cette occasion de nouveaux processus de fabrication, d'autant plus complexes à mettre en œuvre pour les essences reformulées qu'une compagnie pétrolière américaine avait déposé des brevets « exclusifs » sur plusieurs modes opératoires. Ces contraintes, qui se sont ajoutées aux éléments précédents, ont conduit les raffineurs à fonctionner au printemps dans des conditions de production dégradant les rendements en distillats.

**Cette situation qui explique le pic estival des prix de l'essence, donne également la clef des pics plus tardifs des prix des distillats, provoqués par le fait que l'industrie pétrolière américaine a abordé l'hiver avec des stocks de**

---

<sup>1</sup> Ces stocks industriels participent à l'obligation de stockage stratégique à hauteur de 90 jours d'importations imposée par l'Agence Internationale de l'Energie. Ils sont complétés par des stocks détenus par les Etats ou par des organismes gouvernementaux.

<sup>2</sup> L'Iran n'a pas signé l'accord du 21 mars entérinant une baisse de 1,45 Mb/j. Dans les faits, il a suivi l'accord en augmentant sa production dans des proportions comparables à celles des autres producteurs.

<sup>3</sup> Il faut 45 jours pour acheminer une cargaison de pétrole brut du moyen orient vers les Etats-unis



distillats inférieurs de 20 % au point bas précédent. Cet état de stocks anémique à la veille de l'hiver et de ses aléas climatiques a d'autant plus soutenu les prix que la clémence des trois hivers passés alimentaient les craintes irrationnelles d'une saison froide, très froide.

Ces tensions sur les prix du brut, générées par les craintes sur la disponibilité en distillats, ont été d'autant plus aiguës au deuxième semestre 2000 qu'au lendemain de la dernière augmentation de production d'octobre 2000, les pays de l'OPEP ne disposaient plus que d'une capacité de production inutilisée proche de 2 Mb/j, concentrée en Arabie Saoudite, et inférieure aux capacités d'exportation irakiennes. Le sentiment de pénurie qui en a résulté a bien entendu accentué encore les prix du brut et des produits pétroliers, d'autant qu'il coïncidait avec les tensions politico-militaires au Moyen - Orient.

L'annonce en septembre 2000 de la mise sur le marché, effective en novembre, de 30 Mb de pétrole brut issus de la réserve fédérale américaine n'aura eu apparemment qu'un effet d'apaisement temporaire, qui s'est traduit par une baisse de 4 \$/b des prix du pétrole brut dans la troisième semaine de septembre. Cette décision aura permis aux raffineurs américains de disposer de bruts légers adaptés à la production de distillats. Il semble cependant que cette mise sur le marché ait conduit à une réduction des importations américaines, limitant ainsi l'effet de cette mesure sur les stocks de brut.

La faible rigueur du climat du dernier trimestre 2000 et les perspectives d'une demande pétrolière plus faible qu'escomptée initialement (effet prix sur la consommation d'essence américaine et ralentissement économique) ont contribué à un repli marqué des cours début décembre.

Ce phénomène a certainement incité l'OPEP à prendre la décision, le 17 janvier 2001, de réduire de 1,5 Mb/j le niveau de son quota de production dès le 1<sup>er</sup> février 2001.

Cet événement, signe de la détermination de l'organisation à atteindre son objectif d'un prix du pétrole à 25 \$/b, a contribué au fort rebond des prix constatés au début de l'année 2001, que le caractère erratique du niveau des exportations irakiennes a également alimenté.

Les prix de vente des produits pétroliers sur le marché français ont suivi en tendance les évolutions des cotations sur le marché de Rotterdam, marché directeur pour l'Europe du Nord dans un contexte de baisse de la parité de l'euro par rapport au dollar. Le dollar, à 6,38 FF au début de l'année, culminait à 7,85 FF à la fin du mois d'octobre. Les hausses de prix ont été plus marquées au 1<sup>er</sup> semestre sur les essences et au second semestre sur le gazole en rapport avec les tensions observées sur les marchés internationaux. Du mois de janvier à novembre 2000, les prix de vente à la pompe du supercarburant sans plomb 95 (dit eurosuper) et du gazole se sont respectivement appréciés de 35 c/l et de 79 c/l avant de baisser

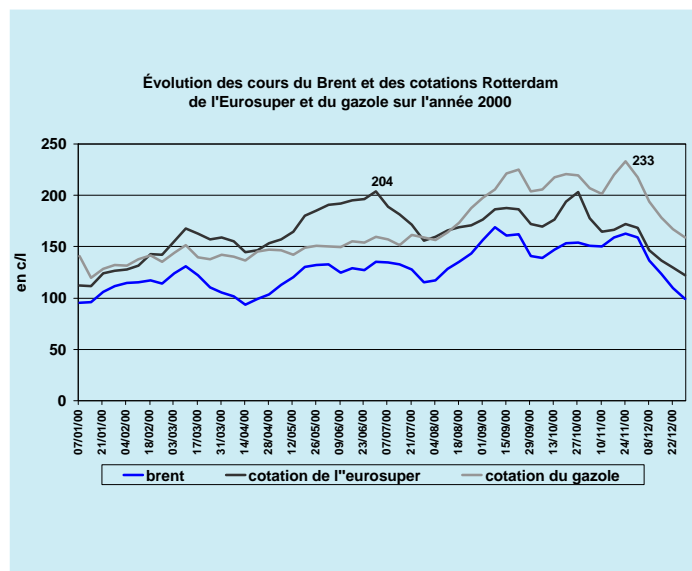
### Quel emploi des stocks ?

La décision américaine de mettre sur le marché 30 millions de barils de pétrole brut a relancé au niveau européen le débat sur l'utilisation des stocks stratégiques pétroliers.

*L'Agence internationale de l'énergie (AIE) ayant confirmé le 4 octobre qu'il y avait « suffisamment de pétrole sur le marché pour répondre à la demande actuelle, avec un léger excédent pour alimenter une réserve », il a été admis qu'il n'y avait pas de crise physique d'approvisionnement. Aussi, la grande majorité des pays membres de l'AIE, et parmi eux nombre d'Etats-membres de l'UE, a rejeté l'idée d'un recours aux stocks stratégiques pour tenter de faire baisser les prix, mais a reconnu l'intérêt de se préparer à l'éventualité d'une pénurie temporaire et localisée de produits, et à la nécessité d'une réponse coordonnée à une crise éventuelle d'approvisionnement.*

*Pour autant, le débat sur l'utilisation des stocks en période de prix élevés n'est pas clos. La Commission européenne a soumis au Sommet européen des 13 et 14 octobre 2000 à Biarritz, un document prônant une « communautarisation » de l'usage des stocks pétroliers de l'UE, et proposant « de rechercher les moyens d'intervention, à l'instar des techniques utilisées sur les marchés monétaires, pour limiter la volatilité des prix ». Elle a confirmé et précisé ses propositions dans son « Livre vert », de décembre 2000, qui devrait servir de base à une réflexion sur l'efficacité des mécanismes mis en place au niveau international « pour affronter des chocs qui sont plus souvent des ruptures économiques que des ruptures physiques ».*

significativement (de 57 c/l et 62 c/l) au mois de décembre 2000 avec la chute des cours du pétrole brut et le raffermissement de l'euro par rapport au dollar.



## Les répercussions en France et les mesures gouvernementales

La forte hausse des produits pétroliers a suscité un débat national autour de la fiscalité des carburants et a conduit le gouvernement à mettre en place dès le 1<sup>er</sup> octobre un mécanisme de flottement des tarifs de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) en fonction des cours du pétrole brut. Des mesures d'allègement de la fiscalité des carburants en faveur de secteurs économiques fragilisés ont également été prises. L'ensemble de ces mesures a été inscrit dans la loi de Finances pour 2001 avec application rétroactive sur l'année 2000. De plus le gouvernement a souhaité marquer une pause dans le plan de rattrapage de l'écart de taxation entre essence et gazole mis en place en 1999 et qui prévoyait jusqu'en 2005 une augmentation annuelle de 7 c/l de la TIPP sur le gazole.

### Une TIPP « flottante »

Depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2000, les tarifs de la TIPP sur les supercarburants, le gazole et le fioul domestique varient à la marge en fonction des cours du pétrole brut. L'objectif est de neutraliser l'accroissement des recettes de TVA en cas de hausse des cours.

En effet, les produits pétroliers sont pour l'essentiel soumis à deux taxes : la TIPP qui est fixée en fonction des quantités et qui est donc totalement indépendante des prix et la TVA qui est proportionnelle au prix ; lorsque les prix augmentent, le produit de la TVA augmente. Ainsi, les tarifs de la TIPP sur ces produits seront automatiquement abaissés à hauteur du surcroît de TVA consécutif à l'augmentation des prix de ces produits pétroliers, lorsque le cours moyen du pétrole brut de référence Mer du Nord (Brent daté) sur les marchés internationaux augmentera de plus de 10 %. A l'inverse, et suivant le même mécanisme, ils seront revalorisés lorsque les cours du pétrole brut seront de nouveau orientés à la baisse.

Le 1<sup>er</sup> octobre 2000, les tarifs de taxe intérieure ont ainsi été abaissés d'environ 17 c/l sur les supercarburants, le gazole et le fioul domestique. Cette baisse a résulté de l'application conjointe du mécanisme de flottement de la TIPP et d'un bonus fiscal temporaire d'environ 5 c/l sur le supercarburant et sur le gazole, 6 c/l sur le supercarburant sans plomb et 2 c/l sur le fioul domestique. Ce dernier sera maintenu jusqu'à ce que la moyenne des cours du brut de référence soit redevenue, sur un mois civil, inférieure à 25,44 \$/b.

Pour l'application du dispositif de TIPP « flottante », les dates auxquelles des modifications de TIPP sont susceptibles d'intervenir en 2001 si les cours du Brent daté varient à la hausse ou à la baisse dans une proportion de plus 10 % sont le 21 janvier, le 21 mars, le 21 mai, le 21 juillet, le 21 septembre et le 21 novembre.

Les tarifs au 21 janvier sont restés identiques à ceux en vigueur au 1<sup>er</sup> octobre.

## Les mesures catégorielles

### Les transporteurs routiers

Le plan de rattrapage de l'écart de fiscalité entre essence et gazole mis en œuvre en 1999 avait motivé la mise en place d'un remboursement partiel de TIPP en faveur du transport routier de marchandises. En effet, le gazole représente près de 30 % des charges du transport routier et le secteur est très exposé à la concurrence internationale avec la libéralisation du cabotage routier au niveau européen.

La loi de finances rectificative votée au printemps avait élargi une première fois le dispositif. La mesure qui ne bénéficiait à l'origine qu'aux seuls camions de plus de 12 tonnes avait été étendue aux camions de plus de 7,5 tonnes et la périodicité des remboursements était devenue semestrielle au lieu d'annuelle. Enfin le plafond de consommations pris en compte avait été porté à 25 000 litres par véhicule et par semestre contre 40 000 l sur l'année 1999.

Les mesures prises à l'issue de la crise de septembre modifient quant à elles profondément le montant des remboursements. Pour l'année 2000 celui-ci est porté à 35 c/l, à comparer aux 8,62 c/l prévus lors de la mise en place du dispositif. Pour l'année 2001, il sera d'au moins 25 c/l.

Pour mémoire, le montant de ce remboursement était de 3,54 c/l en 1999.

### Les transports en commun de voyageurs

Le dispositif bénéficiant aux transporteurs routiers a été étendu à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2000 aux transports en commun de voyageurs dans la limite de consommation de 15 000 litres par véhicule et par semestre.

### Le secteur agricole et le transport fluvial

Les agriculteurs peuvent utiliser du fioul domestique (coloré en rouge) comme carburant dans les tracteurs et engins agricoles et ainsi bénéficier du tarif de TIPP applicable au fioul domestique au lieu du tarif applicable au gazole carburant. Les agriculteurs bénéficient à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2000 de la baisse de 16 c/l du tarif de la TIPP sur le fioul domestique intervenue le 21 septembre. Il en est de même pour les exploitants de péniches.

En plus de ces mesures de nature fiscale dont la mise en œuvre rapide a permis de limiter les effets de la crise actuelle, le gouvernement a poursuivi un travail de long terme visant à prévenir la volatilité des cours et à réduire plus encore notre vulnérabilité à ces variations de prix. On peut extraire trois exemples de ces initiatives, placées sous le sceau de la continuité.

## Le forum de Riyad

Le 7<sup>ème</sup> Forum International de l'Energie, destiné à réduire le fossé entre producteurs et consommateurs de pétrole brut, s'est tenu du 17 au 19 novembre 2000 à Riyad, en Arabie Saoudite, en présence des représentants de 42 pays et de plusieurs organisations internationales.

A cette occasion, la présidence française de l'UE a conféré au secrétaire d'État à l'Industrie, un rôle primordial. Le Conseil européen informel de Biarritz avait donné mandat à la présidence française de coordonner une expression commune de l'UE, afin de contribuer à favoriser une stabilisation des marchés pétroliers.

Le Forum a souligné le rôle de la disponibilité de l'énergie pour la prospérité de l'économie mondiale ainsi que le rôle central que jouent le pétrole et le gaz dans la consommation d'énergie. Le Forum a affirmé enfin, qu'une stabilité et une transparence plus importantes du marché pétrolier afin de réduire la volatilité des prix, sont dans l'intérêt des producteurs et des consommateurs.

La France, qui assurait alors la présidence de l'Union Européenne, a joué un rôle actif dans la relance du dialogue producteurs/consommateurs. Lors du 7<sup>ème</sup> Forum International de l'Énergie tenue à Riyad en novembre 2000, M. Christian Pierret a rappelé, en son nom et au nom des États membres, sa préoccupation face à la situation actuelle qui fait peser la menace d'un ralentissement de la croissance économique mondiale, auquel nul n'a intérêt.

La France a également organisé durant sa présidence un séminaire européen sur le thème de la sécurité des approvisionnements énergétiques durant lequel a été souligné la nécessité d'adapter la gestion de la dépendance énergétique et des risques associés (**rupture** d'approvisionnements **physique**, vulnérabilité aux variations de prix soit une **rupture économique**,...) aux évolutions de contexte. Ces premières réflexions vont être prolongées en 2001 grâce au débat qui se structure autour du Livre vert intitulé « vers une stratégie européenne de sécurité d'approvisionnement énergétique » proposé par la Commission Européenne et qui pourrait conduire à la définition de nouvelles priorités communes.

Enfin, le secrétariat d'État à l'Industrie a proposé conjointement avec le ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement un programme national d'amélioration de l'efficacité énergétique qui vise à abaisser la vulnérabilité de notre pays à une éventuelle rupture, physique ou économique, dans nos approvisionnements.

\*

\* \*

On ne peut aujourd'hui exclure, et on peut même espérer, pour les années futures des prix pétroliers plus bas que ceux atteints en 2000 et plus en ligne avec le niveau de 20 \$/b qui a constitué la moyenne des prix du brut sur la décennie précédente.

La forte reprise des investissements, constatée en 2000 et qui semble s'accroître en 2001, ou encore la baisse continue des coûts d'extraction du pétrole qui permet désormais aux compagnies pétrolières privées de lancer des projets rentables dans un environnement de 15 \$/b, peuvent le laisser penser.

Mais les facteurs de volatilité restent à court terme prépondérants sur un marché pétrolier dont l'OPEP éprouve de grandes difficultés à assurer une régulation fine. Ces éléments doivent nous inciter à poursuivre dans la voie d'une réduction de notre vulnérabilité énergétique, qui reste un objectif permanent de la politique énergétique française.

# Le programme national d'amélioration de l'efficacité énergétique

*Adopté par le Gouvernement le 6 décembre 2000, le nouveau Programme National d'Amélioration de l'Efficacité Énergétique (PNAEE) vise :*

- à réduire les conséquences pour notre pays des crises pétrolières qui secouent périodiquement l'économie mondiale ;
- à renforcer notre indépendance énergétique ;
- et à constituer un complément au programme français de lutte contre le changement climatique.

Ce programme s'appuie en particulier sur les recommandations du rapport de M. Yves Cochet, Député du Val d'Oise, élaboré dans le cadre de la mission de réflexion et de propositions que le Premier ministre lui avait confiée à la demande de M. Christian Pierret, secrétaire d'État à l'Industrie. Il comporte des actions de sensibilisation à l'impératif de maîtrise de l'énergie et un ensemble de mesures techniques.

## Inciter les ménages et les petites entreprises à passer à l'acte

Aucune action nationale d'information sur les économies d'énergie n'a été entreprise depuis le milieu des années 80. Dès lors, les couches les plus jeunes de la population n'ont jamais été sensibilisées à l'impératif d'économie d'énergie. Pour remédier à cette situation et donner aux consommateurs des informations sur les solutions économes en énergie, il a été décidé de :

- Créer un **réseau d'information de proximité, les points Info-Énergie (PIÉ)**, à destination des particuliers, des petites entreprises et des collectivités locales. L'Ademe assurera l'animation du réseau des PIÉ qui seront constitués en partenariat avec les collectivités territoriales, les organisations professionnelles et les associations. 500 personnes seront recrutées à cet effet ;

- **Conduire dans les médias nationaux et régionaux une campagne nationale d'information** pour sensibiliser les Français à la nécessité de modifier leurs comportements en matière de consommation énergétique. 30 MF seront consacrés à cette campagne en 2001 ;

## Mesures techniques

Le PNAEE comporte également un ensemble de mesures techniques touchant tous les secteurs de l'économie et propre à permettre d'aller plus vite et plus loin sur le chemin des économies d'énergies et du développement des énergies renouvelables. Figurent en particulier parmi les nouvelles mesures annoncées :

- **La création par l'Ademe d'un fonds d'intervention pour l'environnement et la maîtrise de l'énergie (FIDEM)** qui permettra aux PME de trouver des quasi-fonds propres pour leurs investissements d'économie d'énergie ;

- **La création d'un crédit d'impôt de 10.000 F** pour les particuliers et les entreprises **faisant l'acquisition d'un véhicule fonctionnant au GPL ou d'un véhicule hybride ;**



- Enfin, un programme de **développement des énergies renouvelables** comportant notamment la fixation de tarifs d'achat de l'électricité produite par éolien, hydraulique et incinération des ordures ménagères, particulièrement favorables.

Sont également reprises dans le PNAEE trois mesures intervenues depuis l'adoption en janvier 2000 du second programme de lutte contre l'effet de serre :

- Le financement par l'Ademe d'études préalables à l'élaboration de **plans de développement urbain** (eux-mêmes éligibles aux aides du ministère chargé des Transports) ;

- **Le développement du fret ferroviaire** à travers une expérimentation «d'autoroute ferroviaire» entre Lyon et Turin et une aide en faveur du transport combiné ;

- **Le renforcement des exigences réglementaires relatives aux performances thermiques des bâtiments.** La nouvelle réglementation thermique RT 2000, élaborée à la suite du premier plan de lutte contre l'effet de serre et publiée le 30 novembre 2000, conduit à une amélioration des performances énergétiques de 20% pour les locaux à usage d'habitation, et de 40% pour le tertiaire.

## Les tarifs d'achat de l'électricité verte

### La filière éolienne

Chaque producteur pourra signer un contrat d'une durée de 15 ans, lui permettant d'obtenir sur les 5 premières années une rémunération élevée, de l'ordre de 55 cF/kWh, puis une rémunération comprise entre 20 et 55 cF/kWh. Les sites les plus ventés percevront ainsi une rémunération par kWh plus faible, tout en bénéficiant d'une rentabilité légèrement plus élevée, ce qui permet d'encourager les investissements les plus rentables pour la collectivité.

### La filière hydroélectrique

Chaque producteur pourra signer un contrat d'une durée de 20 ans, lui permettant d'obtenir une rémunération de l'énergie produite élevée, de l'ordre de 40 cF/kWh pour les centrales d'une puissance inférieure à 500 kW et 36 cF/kWh pour les plus grosses. Cette rémunération sera complétée par une majoration de qualité, établie en fonction de la régularité de la production, et qui pourrait s'élever jusqu'à 10 cF/kWh supplémentaires en hiver.

### Les usines d'incinération d'ordures ménagères

Le modèle de contrat approuvé par le Secrétariat d'État à l'Industrie en mai 1999 offre des tarifs voisins de 29,9 cF/kWh pour un raccordement en moyenne tension et 27,4 cF/kWh en haute tension. Il est proposé de reconduire ces tarifs en moyenne. Des adaptations de structure sont toutefois envisagées, notamment pour favoriser l'efficacité énergétique.

### Le prix à payer

Ces tarifs se traduiront par un effort important de la collectivité en faveur des énergies renouvelables : cette charge sera, en 2010, de l'ordre de 4000 MF pour l'éolien (dans l'hypothèse d'un parc de 5000 MW), 500MF pour l'hydraulique et 200 MF par an pour l'incinération, soit au total un surcoût supérieur à 1 cF/kWh sur chaque facture d'électricité.

# Le bilan de la Présidence française de l'Union européenne

*Bien qu'écourtée par les congés d'août, la Présidence française a pu aboutir, lors du Conseil du 5 décembre 2000, à un accord politique unanime sur deux dossiers importants pour la lutte contre l'effet de serre : la directive sur les énergies renouvelables et le plan d'action sur l'efficacité énergétique.*

**L**a Présidence française s'était donné pour objectifs prioritaires l'adoption du projet de directive sur la promotion des énergies renouvelables dans un marché libéralisé de l'électricité et la promotion de l'efficacité énergétique. Elle avait en outre fait des sujets privilégiés du thème de la sécurité d'approvisionnement ainsi que de la promotion du partenariat euro-méditerranéen dans le domaine de l'énergie.

Enfin, dans le programme de la Présidence française figurait inévitablement le suivi de l'ouverture du marché de l'électricité et du gaz à la suite des deux directives de 1996 et 1998, et ce dans l'attente de nouvelles propositions en vue de l'accélération de l'ouverture de ces marchés de l'énergie conformément aux orientations qui avaient été arrêtées au Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement de Lisbonne en mars 2000. Somme toute, le programme d'une Présidence comporte, certes, des sujets volontairement déterminés mais aussi d'autres sujets qui sont hérités des Présidences précédentes.

Pour ce qui concerne le projet de directive portant sur les énergies renouvelables, la Présidence française avait en quelque sorte une obligation de résultats dès lors que le Premier ministre lui-même, lors d'un colloque intitulé «l'énergie et le développement durable : la place des énergies renouvelables» qui s'était tenu à Paris le 29 mai 2000,

avait fait de l'adoption de cette directive une priorité en souhaitant que la Présidence française de l'Union Européenne soit dans ce domaine l'objet de nouvelles avancées : "Nous mettrons tout en œuvre sous notre prochaine Présidence pour faire adopter ce texte" (Lionel Jospin).

Dans ces conditions, le travail de la DGEMP, en étroite liaison avec la représentation permanente française à Bruxelles, a consisté à privilégier la discussion sur ce document auquel ont été consacrés l'essentiel des 19 réunions du groupe «Énergie» ainsi qu'une part importante de la réunion à haut niveau des directeurs généraux de l'énergie. Ce travail intense a permis petit à petit d'établir de larges zones de convergences tout en isolant les points de discussion restants - notamment le point crucial des objectifs indicatifs chiffrés de production d'électricité verte en 2010 assignés à chaque État. Ces difficultés ont pu être finalement surmontées lors du Conseil Energie du 5 décembre 2000 grâce à l'action de persuasion de M. Christian Pierret qui a obtenu un accord politique à l'unanimité sur le texte de la directive.

Cette dernière confirme l'engagement de l'Europe de porter la part d'électricité verte à 22,1 % de sa consommation à l'horizon 2010 et, à cette fin, fixe à chaque État membre un objectif national indicatif à atteindre à cette date.

L'accord politique unanime des Quinze sur cette directive, dans un laps de temps aussi mesuré que le temps d'une Présidence écourtée par les repos du mois d'août et de la fin décembre, constitue un succès indéniable pour la Présidence française qui avait fait de l'adoption de cette directive la priorité de ses priorités dans le domaine de l'énergie.

### **La directive sur la promotion de l'électricité produite à partir d'énergies renouvelables**

Cette directive s'inscrit dans l'effort européen de lutte contre l'effet de serre. Elle prévoit notamment pour chaque État membre la fixation d'objectifs indicatifs en termes de consommation d'électricité produite à partir de sources d'énergies renouvelables. Ainsi la France se voit assigner à cette date un objectif indicatif de 21 % alors qu'elle ne produit que 15 % d'électricité verte actuellement. Ces objectifs sont juridiquement non contraignants ; leur publication impose toutefois à chaque État membre une ardente obligation à les respecter.

Un certain nombre de mesures d'accompagnement sont prévues. Ainsi, la directive garantit juridiquement l'existence de systèmes de soutien nationaux sans lesquels la promotion et la diffusion des énergies renouvelables seraient compromises car on ne saurait s'en remettre aux seules forces du marché pour permettre à des filières émergentes d'énergies renouvelables de s'imposer. En outre, sera mis en place un régime de certification d'origine reconnu mutuellement entre les Quinze, ce qui constitue ainsi la première étape d'un futur système européen d'échange de certificats verts. La directive ouvre ainsi la voie à un accès prioritaire des énergies renouvelables aux réseaux électriques dans la limite de leurs capacités. Elle incite les États à favoriser le raccordement des énergies renouvelables aux réseaux existants afin d'encourager la création progressive d'un véritable marché des énergies renouvelables au sein du marché intérieur de l'électricité.

la Présidence française s'est également efforcée de faire progresser la mise en œuvre du plan d'action sur l'efficacité énergétique. Ce «plan» qui ne méritait pas tout à fait son nom, se présentait de fait sous la forme d'un catalogue avec une analyse sectorielle poussée de ce qu'il y avait lieu de faire en matière d'efficacité énergétique dans le secteur de l'industrie, des transports, du bâtiment ainsi que des équipements (appareils ménagers par exemple).

Ce plan manquait ainsi d'un mode d'emploi. La Présidence française s'est efforcée de dégager des priorités à moyen et long terme à partir des propositions des États membres, afin de définir quelles directives étaient à améliorer et quels dispositifs étaient à encourager en premier lieu. Là encore, le projet de conclusions proposé par la Présidence, à base de principes et de procédures, a recueilli un accord unanime des États membres ce qui constitue une seconde avancée significative réalisée sous notre Présidence.

La Présidence française voulait également mettre l'accent sur la sécurité d'approvisionnement, vu la dépendance des Quinze dans ce domaine. Mais le Livre Vert auquel travaillait la Commission n'a été finalement communiqué qu'une semaine avant la tenue du Conseil Énergie du 5 décembre 2000, ce qui permettait tout au plus d'en prendre acte, laissant aux Présidences suivantes, suédoise et belge, le soin d'en tirer tout le parti. Toutefois, la Présidence, en l'occurrence la DGEMP en liaison avec la Commission et le Commissariat Général au Plan, a organisé parallèlement à la publication du Livre Vert, un séminaire européen sur la sécurité d'approvisionnement qui s'est tenu à Paris le 24 novembre 2000 et qui a obtenu un grand succès d'audience. Ce séminaire dont les actes ont été publiés (et peuvent être consultés sur le site internet [www.industrie.gouv.fr/energie](http://www.industrie.gouv.fr/energie), à la rubrique politique énergétique), a

apporté ainsi une première réflexion à un débat salubre sur un concept clé de toute politique énergétique à l'échelle de l'Union.

Dans le domaine du Partenariat euro-méditerranéen dans le secteur de l'énergie, la Présidence française comptait beaucoup sur la mise en œuvre des orientations qui avaient été arrêtées à Grenade les 18 et 19 mai 2000 lors d'une rencontre des directeurs généraux de l'énergie, notamment pour la mise en place de trois groupes de travail ad hoc qui devaient s'occuper des interconnexions énergétiques, de politique énergétique et d'analyse économique.

En fait, la Présidence française n'a pas récolté ce que la Présidence portugaise avait semé dans ce secteur car les processus institutionnels de mise en œuvre de ces dispositions se sont révélés plus complexes et difficiles en termes de procédures. Ainsi, il a été impossible à la Commission de faire financer ces groupes de travail par le programme



euro-méditerranéen MEDA. Ce n'est pas la première fois que le Partenariat euro-méditerranéen subit le contre coup de certaines lourdeurs institutionnelles. Ce contretemps n'a pas empêché toutefois la Présidence française de s'associer à la réunion de l'Observatoire Méditerranéen de l'Energie qui s'est tenue à Nice le 20 octobre 2000 et qui réunit tous les opérateurs énergétiques, travaillant sur les deux rives de la Méditerranée. Mme de Palacio, vice-présidente de la Commission en charge de l'Énergie et des Transports et M. Maillard, directeur général français de l'Énergie et des Matières premières sont intervenus lors de cette rencontre pour encourager les opérateurs énergétiques à aller de l'avant sans attendre l'accompagnement institutionnel du Partenariat. De la sorte, la Présidence française a changé de front en privilégiant le message d'incitation aux opérateurs énergétiques méditerranéens, dans le cadre d'une relance générale de ce partenariat.

Quant au dernier objectif de la Présidence française concernant les marchés de l'électricité et du gaz, il n'y a pas eu d'avancées significatives faute de nouvelles initiatives de la Commission dans ce secteur. Il est inévitable que dans une Présidence tous les sujets ne progressent pas à la même vitesse.

\*

\* \*

La Présidence française n'a donc pas pu faire aboutir l'ensemble des sujets traités. Mais elle a su obtenir des accords politiques à l'unanimité sur les deux priorités qu'elle s'était fixées : les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Ce fut, pour les Quinze, l'occasion d'envoyer, deux semaines après l'échec de la 6<sup>ème</sup> Conférence des Parties à la Haye sur le changement climatique, un message clair, positif et direct en faveur de la lutte contre l'effet de serre. Et, pour la présidence du Conseil Énergie, l'occasion de montrer que la France n'est pas le pays «nucléocrate» sans nuances qu'imaginent certains.

# Éole 2005 : le bilan

*Lancé par le gouvernement en 1996 avec un objectif de 250 à 500 MW à l'horizon 2005, le programme Éole 2005 s'est arrêté en 2000, la loi de modernisation et de développement du Service public de l'électricité ayant fixé un nouveau cadre juridique. Pour autant, ces premières années de développement de l'éolien en France ont utilement préparé les acteurs industriels et administratifs au changement d'échelle qu'induiront les nouveaux tarifs d'achat de cette forme d'électricité.*

## Les objectifs

**É**ole 2005 avait une double finalité, énergétique et industrielle.

Sur le plan énergétique, il s'agissait de préparer la France à exploiter sa ressource éolienne qui est, avec un potentiel de 66 TWh/an, la seconde d'Europe. L'objectif était qu'à l'issue du programme, l'éolien soit une énergie compétitive et puisse couvrir une part significative de la croissance de nos besoins en électricité.

Sur le plan industriel, il s'agissait de profiter de l'opportunité que représente un marché mondial en forte croissance et de donner à l'industrie française, déjà très présente à l'exportation sur certains créneaux, des références sur le territoire national ainsi que la possibilité de développer des aérogénérateurs de grande puissance.

## Le principe des appels à propositions

Le programme Éole 2005 consistait en des appels à propositions lancés par EDF pour la fourniture d'électricité d'origine éolienne. Les propositions ont été examinées au regard de critères préalablement établis : le prix demandé pour le rachat de l'électricité produite, mais aussi les qualités environnementales du projet, ses innovations technologiques, son acceptabilité par les populations et les élus concernés ...

Le principe d'appel à proposition se justifiait par la constatation que faute d'expérience, la puissance publique se trouvait dans l'incapacité de fixer a priori un tarif équilibré à la fois rémunérateur pour l'investisseur et acceptable pour le consommateur d'électricité.

## Les résultats

Les appels à propositions lancés de 1996 à 1999 ont suscité le dépôt de près de 400 propositions et ont conduit à la sélection de 55 projets éoliens totalisant une puissance de **361 MW**, dont 11,5 MW dans les départements d'Outre-Mer.

A la fin décembre 2000, 13 fermes éoliennes, totalisant 53 MW, étaient déjà en service effectif :

Région	Site	Opérateur	Puissance	Mise en service
Bretagne	Goulien (29)	Cégélec	6 MW	avril-00
	Plouarzel (29)	Compagnie du Vent	3 MW	octobre-00
Languedoc-Roussillon	Sigean (11)	Compagnie du Vent	6,6 MW	mai-00
	Souleilla (11)	Eole Technologie	7,5 MW	décembre-00
	Lastours (11)	Vergnet/EDM	3,05 MW	décembre-00
Nord Pas-de-Calais	Widehem (62)	SAEML Dunkerque	4,5 MW	décembre-00
Rhône-Alpes	Donzère (26)	SPIE Trindel	3 MW	juillet-99
Corse	Toricella (2 B)	Scite-Peristyle	7,8 MW	septembre-00
	Rogliano (2 B)	Scite-Peristyle	4,2 MW	
Antilles-Guyane	Petite-Place (971)	Vergnet	1,5 MW	novembre-98
	Petit-Canal (971)	Vergnet/SHF	2,4 MW	avril-99
	Morne Constant (971)	Vergnet	1,38 MW	juin-00
	La Désirade (971)	Vergnet	2,1 MW	décembre-00

L'année 2000 a donc vu la mise en service de :

- 3 fermes totalisant 14 MW durant le 1<sup>er</sup> semestre,
- 7 fermes totalisant 32 MW durant le 2<sup>ème</sup> semestre.

Le rythme des mises en service montre une très nette accélération.

## Le bilan

### - En termes de capacité

Plus de 360 MW ont été retenus entre mars 97 et janvier 2000. Compte tenu d'un délai moyen de réalisation de l'ordre de trois ans et demi, et de la forte croissance du volume des appels à propositions, il est très probable qu'Éole 2005, s'il avait été poursuivi, aurait atteint ou dépassé le haut de la fourchette fixée, soit 500 MW installés en 2005.

### - En termes industriels

Au-delà de l'implication attendue des fournisseurs de composants, Éole 2005 aura permis à Vergnet S.A. de se lancer sur le créneau des machines de moyenne puissance avec la mise au point de sa machine rabattable GEV 26/200 de 200 kW et favorisé l'émergence d'un fabricant français d'aérogénérateurs de forte puissance : Jeumont S.A.

(Groupe Framatome), avec la réalisation de sa machine J 48 de 750 kW à génératrice discoïde et entraînement direct.

**Ainsi, Éole 2005 a contribué au renforcement du tissu industriel français dans un domaine occupé essentiellement par des firmes nord européennes.**

Mais l'effet d'Éole 2005 peut aussi se deviner à l'export :

Grâce à ses succès dans Éole 2005, Jeumont S.A. a pu développer des partenariats hors de France. Ainsi General Eolica Aragonesa, accueillera une J48 de démonstration dans les prochains mois. Après ce premier pas en Espagne, Jeumont S.A. poursuit une démarche identique au Québec où une éolienne de démonstration sera installée en 2002, puis en Chine.

De même, Vergnet S.A. peut s'appuyer sur ses réalisations antillaises pour rayonner dans la zone Caraïbe et proposer sa technologie adaptée aux risques cycloniques. L'installation de Miquelon fournit également à cette société une vitrine tournée vers le marché nord-américain où elle va créer une filiale canadienne.

Les opérateurs sont les deuxièmes bénéficiaires d'ÉOLE 2005 :

Les installateurs et les bureaux d'étude et d'ingénierie ont pu profiter de l'effet d'annonce d'ÉOLE 2005 pour intensifier des partenariats avec les industriels et pour démontrer la faisabilité de l'éolien auprès des collectivités locales.

Ce phénomène n'est certainement pas étranger à l'accélération du rythme des mises en service évoquée ci-dessus. Le fait que les savoir-faire financiers ont accompagné ce mouvement corrobore cette analyse.

Globalement, Éole 2005 a contribué à la création du métier éolien en France en un temps très court.

#### **- En termes d'expérience de montage de projets**

Éole 2005 aura été l'occasion pour les parties prenantes de maîtriser l'ensemble des contraintes techniques auxquelles doivent répondre les projets :

- contraintes électriques (production et raccordement),
- contraintes aéronautiques et hertziennes,
- contraintes foncières et environnementales.

Sur l'ensemble de ces points, les administrations compétentes ont été saisies et ont établi des recommandations de prise en compte de l'éolien dans les procédures administratives dont elles ont la charge. Une illustration de ce travail de fond est constituée par l'instruction n° 20700/DNA du 16 novembre 2000 de la direction de la Navigation aérienne, relative au balisage des éoliennes.

Il convient en outre de noter l'important travail d'accompagnement mené par l'Ademe en matière d'information du public et de publications :

- guide du porteur de projet de parc éolien (septembre 1999),
- manuel préliminaire de l'étude d'impact des parcs éoliens (novembre 2000).

#### **- En termes d'acceptabilité par le voisinage**

L'avis des collectivités territoriales concernées a toujours été requis et respecté dans le processus de sélection des projets. Néanmoins beaucoup de projets sélectionnés ont suscité la création de collectifs locaux de défense, voire de refus de l'éolien. Cette situation est à l'origine de nombreux retards de réalisation pour des raisons de conciliation ou de recours administratifs.

Force est de constater que les pouvoirs publics et l'ensemble des promoteurs de l'éolien avaient surestimé le degré d'acceptabilité de cette filière par les populations riveraines.

## L'après Éole 2005

La loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité a fixé un nouveau cadre au développement des énergies renouvelables et donc de l'énergie éolienne :

- Pour les installations de moins de 12 MW, l'obligation est faite à EDF et aux distributeurs non nationalisés d'acheter l'électricité produite, selon des modalités et un tarif fixé par voie réglementaire à partir de l'expérience d'Éole 2005.

- Pour les installations de plus de 12 mégawatts, la loi prévoit que si les capacités de production s'avéraient ne pas répondre aux objectifs de la programmation pluriannuelle des investissements, le ministre chargé de l'énergie puisse recourir à la procédure d'appels d'offres pour la fourniture d'énergie éolienne.

La loi du 10 février 2000 précitée prévoit également le recours à la procédure d'appel d'offres mise en œuvre par la Commission de Régulation de l'Électricité suivant des conditions définies par le ministre chargé de l'Énergie. L'action d'information et de sensibilisation menée autour d'Éole 2005 sera particulièrement utile pour la conduite de cet exercice.

\*  
\*      \*

S'il est encore trop tôt pour mesurer tous les effets réels d'Éole 2005, il est cependant possible de dégager dès maintenant les grands enseignements de ce programme.

Les résultats obtenus ont été à la hauteur des espérances en matière de capacité sélectionnée et d'impact industriel. Pour ce qui est de l'appropriation du grand éolien par le public, les résultats sont plus mitigés.

Éole 2005 a été un instrument d'apprentissage particulièrement puissant au service des opérateurs dans leur ensemble, des collectivités locales et des services de l'Etat.

Les nouvelles orientations voulues par le législateur dans le cadre de la loi du 10 février 2000 offrent de belles perspectives de croissance aux acteurs français de l'éolien, aujourd'hui aguerris en matière de développement industriel et de suivi administratif de leurs dossiers.

En cela, Éole 2005 marque une étape dans le développement de l'éolien en France : la fin d'Éole 2005 signe l'entrée de l'énergie éolienne dans une ère moderne, son entrée en force dans le nouveau système électrique français.

# La réorganisation du secteur nucléaire

*Le Gouvernement français a décidé de réorganiser l'ensemble du secteur nucléaire français : dans cette optique, un grand ensemble industriel sera créé, comprenant un pôle nucléaire et un pôle sur les nouvelles technologies. Ses missions : préparer l'avenir et assurer le développement de ses activités dans un marché en constante mutation.*

**E**n novembre dernier, le ministre de l'économie, de finances et de l'industrie présentait un projet de recomposition de la filière nucléaire visant à regrouper les activités de CEA-Industrie, de Cogema et de Framatome dans un grand groupe industriel. Cet ensemble couvrira plusieurs lignes de métiers rassemblées en deux pôles principaux : les métiers du nucléaire autour de Cogema et Framatome et les nouvelles technologies avec les activités connectiques de Framatome et les parts de CEA-Industrie dans STMicroelectronics.

Ce nouveau groupe devrait réaliser un chiffre d'affaires consolidé de 10 milliards d'euros, pour un résultat net (part du groupe) de 500 millions. Il emploiera 45 000 personnes.

## L'aboutissement d'un long processus

A l'origine, le Commissariat à l'Energie Atomique, organisme public de recherche et de développement dans le domaine nucléaire, a développé des activités industrielles, directement issues de ses programmes de recherche. Ces activités ont été progressivement filialisées. En 1983, une société de participation, dénommée CEA-Industrie, a été créée pour assurer le

portage de l'ensemble de ces activités industrielles. Elle est actuellement détenue à 95% par le CEA et à 5% par le public, via des certificats d'investissement cotés en bourse.

Le portefeuille de CEA-Industrie s'est enrichi et complexifié au cours du temps, intégrant tout à la fois des participations dans de grandes sociétés (dans les domaines du nucléaire et de l'électronique), mais aussi dans des structures de taille plus modeste et dans des domaines fort divers (biomédical, services informatiques, ingénierie, capital-risque, gestion immobilière etc...). En 1993, CEA-Industrie regroupait environ 250 filiales, dont une quinzaine de premier rang.

De ce fait, le fonctionnement de CEA-Industrie n'a jamais pu être optimisé. L'hétérogénéité des participations n'a pas permis d'y établir une véritable stratégie industrielle. Au demeurant, CEA-Industrie, petite structure de moins de 20 personnes, est restée cantonnée à une simple mission de gestion financière des participations industrielles. Elle ne pouvait de ce fait jouer le rôle d'un véritable opérateur industriel, notamment lorsque des filiales en difficulté devaient être soutenues.

C'est ainsi que des filiales dans le secteur informatique, comme CISI, ou biomédical, comme Sopha Medical et Oris Industries, qui nécessitaient des capitaux importants pour leur développement et qui n'ont jamais pu atteindre la taille critique dans leur secteur, subissaient des pertes importantes.

De même, l'acquisition de Framatome, en 1990, à la demande des pouvoirs publics, a été décidée pour maintenir cette société dans la sphère publique. Cependant, la composition de son capital demeura très dispersée, ce qui paralysa toute action stratégique sur le long terme, alors que ce groupe connaissait une forte croissance dans le secteur des services nucléaires et de la connectique.

Dès 1993, et à la demande des pouvoirs publics, un premier recentrage était décidé en faveur des activités nucléaires : les fonds de CEA-Industrie n'étaient plus mobilisés pour les filiales de diversification dans le biomédical et l'informatique. Peu après, CEA-Industrie se sépara de Sopha Medical et CISI, puis plus récemment d'Epicea et d'Oris Industrie. Il était cependant devenu nécessaire de rationaliser cet ensemble en profondeur.

En effet, les perspectives du marché nucléaire ont considérablement évolué depuis la création de CEA-Industrie. La fourniture de centrales n'est plus un segment porteur : bien qu'il soit indispensable de rester sur ce marché pour conserver le savoir-faire et assurer une présence à l'exportation, il n'est plus indispensable d'y investir massivement.

Le fléchissement du marché mondial a conduit des opérateurs comme Framatome et Siemens à créer en 1989, à parité égale, une filiale commune baptisée Nuclear Power International (NPI) pour commercialiser et fournir les réacteurs à eau sous pression développés par les deux constructeurs. Cette alliance commerciale a fait place à une coopération industrielle, lorsqu'en 1991, les deux constructeurs ont décidé de concevoir en commun un nouveau réacteur, l'EPR, pour répondre aux besoins des marchés à l'export, mais aussi en France et en Allemagne. Ce projet commun a été conçu en vue d'améliorer d'une part la sûreté et d'autre part les performances techniques des réacteurs nucléaires. Il était nécessaire pour préserver l'avenir de capitaliser les travaux engagés par les deux partenaires.

La maintenance du parc électronucléaire constitue un marché captif sur le long terme, qui reste néanmoins soumis à des contraintes commerciales très fortes de la part des producteurs d'électricité. Enfin, de nouvelles activités apparaissent, comme celles liées au démantèlement et à l'assainissement : elles peuvent constituer un axe important de développement pour l'avenir, aussi bien en France qu'à l'étranger. C'est dans ce nouveau contexte que devra évoluer l'industrie nucléaire française, en regroupant ses forces, en valorisant ses domaines de compétence et en recherchant des alliances internationales.

Dans le domaine de la connectique, Framatome Connectors, s'est hissée au second rang mondial, avec 8% du marché, suite au rachat de la société

américaine BERG ELECTRONICS en 1998. La société est bien implantée sur les marchés porteurs que sont l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Asie et dispose d'un positionnement fort dans deux métiers en forte croissance : l'automobile et les communications. Il s'agit désormais de consolider cette position, dans un secteur très gourmand en capitaux.

### Le schéma retenu

L'évolution des secteurs nucléaire et connectique imposaient une mutation industrielle forte. En parallèle, les difficultés rencontrées par le CEA pour assurer le financement pérenne des activités de démantèlement de ses installations nucléaires obligeaient les pouvoirs publics à prendre des mesures concrètes, en liaison avec la réorganisation du secteur.

Dans un premier temps (en 1999), les pouvoirs publics ont clarifié l'organisation du secteur industriel nucléaire. Les participations communes que détenaient Cogema et Framatome dans le combustible nucléaire ont été regroupées auprès de Framatome, à l'exception de la fabrication du combustible MOX. Ensuite, l'actionnariat d'ensemble de Framatome a été réorganisé, conduisant à faire de Cogema l'actionnaire industriel public de référence de Framatome, avec en parallèle un désengagement significatif d'Alcatel.

Une alliance européenne forte est venue chapeauter cet ensemble, grâce au rapprochement entre les activités nucléaires de Framatome et de Siemens. A cette fin, leurs activités ont été filialisées et regroupées dans une société commune, baptisée Framatome ANP, détenue à 66 % par Framatome et 34 % par Siemens. Le nouvel ensemble est désormais la première société au monde pour la construction de chaudières nucléaires (20,9 % du parc installé), pour la fourniture de services aux parcs installés et pour le combustible nucléaire destiné aux réacteurs à eau (41 % du marché mondial). La Commission européenne a donné son accord à la constitution de cet ensemble, sous réserve de quelques ajustements pour préserver la concurrence dans l'espace européen.



Cette alliance était par ailleurs devenu une nécessité, dans un contexte de réorganisation du secteur sur le plan international. Ainsi, le principal concurrent du nouvel ensemble Cogema/Framatome/Siemens est la société britannique BNFL (spécialisée dans le combustible, le retraitement et les services) qui, après le rachat de Westinghouse, a acquis fin 1999 les activités nucléaires d'ABB-CE (constructeur de réacteurs à eau bouillante).

Dans un second temps (en 2000), le Gouvernement a décidé de recomposer l'ensemble de la filière française, autour des participations de CEA-Industrie. Une nouvelle société, baptisée provisoirement TOPCO, sera créée et détenue majoritairement par le CEA.

La réalisation de ce schéma implique que les intérêts des actionnaires minoritaires soient scrupuleusement pris en compte. L'examen des accords existants et l'évaluation des sociétés seront des opérations essentielles et délicates.

En parallèle, la représentation de l'État et du personnel au sein des nouvelles instances dirigeantes ne devra pas être négligée, d'autant plus que le nouvel ensemble interviendra dans des domaines très sensibles et restera soumis – au moins pour les filiales – à la loi sur la démocratisation du secteur public.

Enfin, la réalisation du projet devra se faire dans le respect de la réglementation en vigueur, notamment le droit des privatisations (introductions en bourse ou cessions de participations), le droit du travail (transfert possible de personnel) et le droit communautaire (information de la Commission sur les suites du rapprochement Framatome/Siemens et sur la mise en place de TOPCO).

Dans l'immédiat, un comité stratégique, constitué de représentants des pouvoirs publics et des entreprises intéressés, a été créé pour superviser l'ensemble des travaux relatifs à la constitution du nouvel ensemble et à la future cotation de Framatome Connectors.

En parallèle, un comité « démantèlement » sera chargé de la mise en place du fonds dédié pour le CEA. En effet, la réorganisation du secteur nécessitera une réflexion pour assurer au mieux le financement des activités de démantèlement du CEA, par la création d'un fonds dédié qui sera alimenté de façon pérenne par les dividendes et plus-values de cession en provenance du nouvel ensemble. La trésorerie et les placements des filiales de CEA-

Industrie devront faire l'objet d'une analyse sur leur destination finale, à l'occasion de la constitution du fonds.

Le calendrier actuel prévoit la finalisation du projet pour la fin de l'année 2001 : ce délai très serré nécessitera d'engager de façon concomitante les différents chantiers du projet TOPCO (création d'une holding Cogema, réorganisation de CEA-Industrie, introduction en bourse de FCI, opérations de marché sur TOPCO) sans oublier la constitution du fonds dédié.

### Les perspectives ouvertes

Cette réorganisation permettra tout d'abord d'assurer la modernisation et la simplification des structures organisationnelles et capitalistiques du groupe. Elle favorisera la lisibilité et la transparence des activités du secteur. TOPCO sera créée par la fusion des holdings de Cogema (à mettre en place), de Framatome et de CEA-Industrie.

Les fonctions entre clients et fournisseurs seront clairement séparés au niveau des filiales. A ce titre, EDF devra se retirer du capital de Framatome (ce dernier point répondant par ailleurs aux demandes de la Commission européenne).

Les actionnaires minoritaires de Cogema pourront échanger leurs actions dans ce groupe contre une participation dans TOPCO. Enfin, Alcatel se retirera définitivement de Framatome. De ce fait, les principaux actionnaires minoritaires du nouvel ensemble seront regroupés dans le capital de TOPCO (18 % du capital leur étant réservé), qui sera en outre ouvert au public à hauteur de 4 %.

La réorganisation permettra aussi de préparer l'avenir en développant l'activité de chaque pôle. Le pôle nucléaire (CA 2000 : 6,9 milliards d'Euros hors Siemens) devra se renforcer, tant sur le plan technologique que géographique, grâce à des coopérations internationales. Dans un contexte d'ouverture des marchés de l'électricité et de ralentissement des grands programmes nucléaires, il devra améliorer sa compétitivité et préserver son savoir-faire, notamment sur le programme européen relatif à l'EPR.



Malgré une réduction générale de la demande, plusieurs marchés restent prometteurs pour le pôle nucléaire :

- Le sud-est asiatique, et particulièrement en Chine pour la construction de centrales (achèvement de la centrale de Ling Ao, possibilité de nouveaux contrats dans le cadre du Xème plan quinquennal chinois) ;

- Les marchés de jouvence dans les pays de l'Est (remplacement du contrôle-commande de la centrale de Dukonavy) ;

- Les services de maintenance et de vente de combustible : parmi les nombreux contrats passés dans ce secteur, on peut citer le renouvellement de générateurs de vapeur avec EDF en France, une commande de recharges combustibles pour Virginia Power aux Etats-Unis et le contrat Mox avec les électriciens japonais ;

- Le renouvellement des contrats de retraitement-recyclage avec EDF et les électriciens japonais (en cours de négociation).

Le pôle des nouvelles technologies, dont les besoins en capitaux sont importants, devra s'ouvrir au marché boursier.

La croissance de la filière connectique (CA 2000 : 2,6 milliards d'Euros) a été très forte ces dernières années, du fait de la bonne tenue des économies occidentales, d'une demande très forte en connectique sur les télécoms et l'automobile et enfin grâce à la hausse du dollar. Le ralentissement de l'économie américaine devrait freiner ce processus, sans le stabiliser pour autant. A taux de change et périmètre constant, la croissance de Framatome Connectors a été de 22,5 % sur 1999-2000 et sera de 11% sur 2000-2001. L'introduction de cette filiale sur le marché boursier lui permettra de financer son développement.

Le marché des semi-conducteurs a connu une progression encore plus spectaculaire. STMicroelectronics, détenu à 11 % par CEA-Industrie, a vu son chiffre d'affaires progresser de 54,5 % l'an dernier (8,3 milliards d'euros) alors que le bénéfice net progressait de 165 %. La politique d'investissement très forte du groupe explique sa croissance dans un contexte très favorable. Cette politique devra être soutenue par le marché boursier, sachant que le maintien de la participation publique franco-italienne dans ce groupe devra faire l'objet d'une réflexion.

## Le retour des déchets nucléaires étrangers

*Les retours des déchets nucléaires allemands occupent souvent le devant de l'actualité dans les relations franco-allemandes. Ils font l'objet d'une médiatisation importante, en raison notamment de multiples actions de mouvements écologistes. Suspendus en 1998, ces retours vont reprendre prochainement dans le respect des engagements de l'État fédéral allemand.*

**C**ependant, des transports vers d'autres pays proches ou lointains ont lieu régulièrement. Ils sont réalisés sous haute surveillance et sont étroitement encadrés par des dispositions nationales, communautaires et internationales.

Le combustible nucléaire neuf utilisé dans les réacteurs à eau pressurisée d'EDF est composé d'uranium enrichi en uranium 235 à une teneur proche de 4 %. La production d'énergie en réacteur résulte de réactions de fission de l'uranium. Après irradiation en réacteur, le combustible usé est en moyenne constitué des éléments suivants :

- uranium enrichi à teneur résiduelle de 1 % : 96% ;
- plutonium : 1 % ;
- produits de fission et actinides mineurs : 3%.

Deux possibilités existent quant au sort à réserver à ce combustible usé : soit le stockage direct après refroidissement et conditionnement sous une forme appropriée, soit le retraitement (tri sélectif), de façon à réduire à un niveau aussi faible que raisonnablement possible la quantité de déchets ultimes en séparant les éléments valorisables des déchets ultimes et en conditionnant ces derniers sous une forme adaptée et sûre. Cette seconde voie est depuis plus de vingt ans la voie prioritairement suivie par la France ainsi que d'autres pays, par exemple le Japon ou la Grande Bretagne. La première voie est étudiée, mais n'est à ce jour pas autorisée.

### Les différents types de déchets nucléaires

Les déchets ultimes issus des opérations de retraitement sont de nature différente et peuvent être classés en quatre catégories :

- les déchets directement issus du combustible irradié. Ce sont :
  - d'une part les produits de fission et les actinides mineurs. Ils sont conditionnés sous forme de verres ;
  - d'autre part les déchets de structure des assemblages de combustible, c'est-à-dire les coques et embouts ; ils sont actuellement conditionnés sous forme de fûts cimentés ;
- les déchets issus de l'exploitation des installations de retraitement : ce sont
  - d'une part les déchets technologiques ; ceux-ci sont conditionnés dans des fûts de diverses natures ;
  - d'autre part les boues bitumées de traitement des effluents.

Il est important de noter que les résidus ultimes font l'objet d'une comptabilité très précise de la part de la Cogema, et ce pour chacune de ces quatre catégories. Cette comptabilité permet d'allouer, pour chaque catégorie de déchets, les quantités affectées à chaque client du retraitement. Celles-ci dépendent rigoureusement de la toxicité et donc du contenu en radionucléides du combustible usé reçu. En première approximation, elles sont proportionnelles aux quantités massiques reçues et retraitées à La Hague.

Ce système fait l'objet d'un audit annuel et d'une certification de la part d'un organisme indépendant, mandaté par la direction de l'énergie et des matières premières.

Le retraitement des combustibles usés consiste d'une part, à séparer les matières ayant une valeur énergétique, comme l'uranium et le plutonium<sup>1</sup>, et d'autre part, à conditionner les déchets ultimes (produits de fission et actinides mineurs) qui ne peuvent être réutilisés, sous une forme assurant un stockage sûr dans une matrice en verre très résistante, formant ce que l'on appelle un déchet vitrifié. L'ensemble des opérations de traitement des combustibles usés sont réalisées à l'usine de Cogema-La Hague dans la presqu'île du Cotentin.

La France n'est pas la seule à avoir choisi la voie du retraitement dans la gestion de l'aval du cycle nucléaire. D'autres pays l'ont également adoptée et font appel aux compétences de l'industrie française en ce domaine : le Japon, la Belgique, la Suisse, les Pays-Bas, l'Australie et l'Allemagne. A l'occasion de l'accord de consensus sur la sortie du nucléaire signé entre la Chancellerie et les électriciens allemands en juin dernier, ce pays a exprimé le souhait d'arrêter les transports de combustible usé vers la France à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2005.

### Un cadre réglementaire très strict

Chaque exploitant de centrale nucléaire est responsable des déchets qu'il produit. C'est pourquoi, le Parlement français a adopté le 30 décembre 1991, une loi qui précise, en son article 3, que «le stockage en France de déchets radioactifs importés, même si leur retraitement a été effectué sur le territoire national, est interdit au-delà des délais techniques imposés par le retraitement». Dans les faits, dès 1977, les contrats de retraitement signés par la Cogema avec les compagnies d'électricité étrangères comportent une clause de retour des déchets ultimes dans leur pays d'origine. Ceux-ci sont conditionnés sous une forme permettant d'assurer leur transport et leur entreposage ou leur stockage de façon sûre et respectueuse de l'environnement. Les

contrats de retraitement étrangers de Cogema prévoient donc le retour de l'ensemble des quatre catégories (voir encadré page précédente) de déchets issus du retraitement.

Ces retours de déchets vitrifiés sont par ailleurs étroitement encadrés par des accords et des réglementations internationales. Les États concernés se sont en outre engagés à garantir ces retours par la signature de lettres intergouvernementales avec la France<sup>2</sup>.

En ce qui concerne l'organisation de ces transports, leur mise en œuvre respecte une importante réglementation en matière de sûreté, de transport, de sécurité, de protection physique et de maintien de l'ordre, faisant intervenir plusieurs départements ministériels. Cette réglementation est à la fois nationale, communautaire et internationale, notamment dans le cadre d'une Directive Euratom, transposée par un décret du 22 septembre 1994, et des dispositions prévues par l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique ainsi que des différentes organisations internationales compétentes en matière de transport.

Ces transports nécessitent enfin de nombreuses démarches diplomatiques auprès des pays concernés et pour le Japon, auprès des pays voisins des routes maritimes empruntées par les navires. Ces contacts entre autorités étatiques sont complétés par des campagnes d'information de la part des industriels français participant aux transports.

### Le bilan des retours déjà effectués

Les opérations de retour déjà effectuées concernent les déchets vitrifiés. En effet, ceux-ci contiennent l'essentiel de la radioactivité -environ 99 %- de l'ensemble des déchets, et il a donc été jugé prioritaire de les réexpédier en priorité.

<sup>1</sup> Le plutonium est réutilisé pour la fabrication du combustible MOX, oxyde mixte d'uranium et de plutonium.

<sup>2</sup> À l'exception de la Belgique, qui n'a pas jugé cette procédure nécessaire. Il est à noter que le Gouvernement belge a confirmé le retour des déchets par une décision du 22 novembre 1999.

S'agissant des autres catégories de déchets, les clients de la Cogema ont demandé que soient étudiées et mises en œuvre des techniques permettant la réduction maximale des volumes de conditionnement. Les déchets de structure et technologiques seront ainsi compactés dans l'atelier de compactage des coques et embouts, dont la Cogema prévoit le démarrage en 2001. Les boues de traitement d'effluents font également l'objet d'une optimisation de leur conditionnement. La réexpédition de l'ensemble des résidus issus du retraitement des combustibles déjà livrés devrait s'achever aux environs de 2015.

### Des retours réguliers vers le Japon depuis 1995

Six retours de déchets vitrifiés ont déjà été effectués (hiver 1995, hiver 1997, hiver 1998, printemps 1999, hiver 1999-2000). Le sixième transport de déchets vitrifiés a quitté la France en décembre 2000 et est arrivé au Japon, le 20 février 2001. Ces retours s'effectuent maintenant selon des procédures et selon des modalités d'information bien connues, décidées et mises au point entre les autorités françaises, japonaises et britanniques (les navires utilisés voguent sous pavillon britannique) qui permettent une rotation tout à fait satisfaisante.

Parallèlement au retour des déchets, une première<sup>3</sup> livraison de combustible MOX, fabriqué à partir du plutonium extrait par les opérations de retraitement à La Hague, a été effectuée pendant l'été 1999. Un second transport est parti de France début 2001.

### belges...

Trois retours de résidus vitrifiés ont été effectués en avril et septembre 2000, et février 2001 vers la Belgique, conformément à la décision prise en novembre 1999 par le nouveau gouvernement belge.

### ...et suisses

Les discussions, portant sur les conditions d'exécution d'un premier retour ont été menées au cours de l'année 2000 avec les autorités et les électriciens suisses, qui ont pris l'engagement de l'effectuer au cours de l'année 2001.

### l'Allemagne

Deux retours ont été effectués en mai 1996 et en mai 1997. Depuis 1998, à la demande de l'Allemagne, les transports vers le centre d'entreposage de Gorleben en Basse-Saxe ont été suspendus. Des emballages sont prêts à être acheminés depuis cette date.

Le Gouvernement allemand issu des élections de l'automne 1998 a confirmé ses engagements en matière de retours des déchets, mais aucune suite concrète n'a été donnée à ses déclarations, malgré l'examen régulier de cette question lors des rencontres franco-allemandes.

À l'automne 2000, l'État fédéral, en application de l'accord de consensus visé plus haut, a souhaité la reprise des transports de combustible usé des centrales allemandes vers les centres de retraitement de La Hague, en France, et de Sellafield, en Grande-Bretagne. Ceux-ci étaient interdits depuis mai 1998 par les autorités allemandes, suite à l'affaire des transports contaminés de combustibles usés. La France a alors conditionné la reprise de ces transports à l'organisation préalable des retours de déchets dans l'autre sens, de la France vers l'Allemagne.

Un accord bilatéral, signé en février 2001 entre le secrétaire d'État à l'Industrie français et le chef de la Chancellerie fédérale allemande, prévoit les modalités de ces retours selon un rythme régulier. La reprise sera effective vers fin mars - début avril 2001.

Cet accord prévoit également que les transports de combustibles usés des centrales nucléaires allemandes vers la France pourront alors reprendre un cours normal, conformément aux contrats de retraitement existants.

<sup>3</sup> Il est à noter que pour les autres pays, les retours de plutonium sous la forme de combustible MOX sont des opérations plus courantes et déjà plus anciennes, dans la mesure où des réacteurs européens (10 en Allemagne, 2 en Belgique et 3 en Suisse) sont, depuis de nombreuses années, autorisés à être chargés avec ce type de combustible.

# La mission de concertation "granit"

*Lancée par le gouvernement en application d'une loi qui avait réuni un consensus général au Parlement, la mission de concertation «granit» devait permettre une information et une concertation avec les élus et les populations des régions susceptibles de recevoir un laboratoire de recherches sur le stockage géologique des déchets radioactifs.*

*L'opposition, parfois violente, de mouvements qui pourtant sont les premiers à réclamer information et concertation, a amené le Gouvernement à interrompre cette démarche qui devra être reprise sous d'autres voies afin de poursuivre les travaux de caractérisation géologique sur un ou plusieurs sites, aux fins d'installation d'un laboratoire souterrain.*

**L'**énergie nucléaire occupe une place très importante dans la production d'électricité et plus généralement dans la politique énergétique française. La poursuite de cette politique de long terme nécessite d'assurer le traitement des déchets radioactifs dans des conditions à la fois sûres et satisfaisantes sur le plan technique, et acceptées par le public.

Les déchets de faible et de moyenne activité à vie courte font aujourd'hui l'objet d'une solution industrielle de stockage définitif dans les centres de la Manche et de l'Aube. La gestion des autres déchets fait l'objet d'études ou de recherches en cours. C'est le cas notamment des déchets radioactifs à vie longue ou de haute activité, actuellement entreposés en surface dans des conditions sûres sur les lieux même de traitement et de conditionnement des matières -La Hague, Marcoule- ou dans les centres du Commissariat à l'énergie atomique.

## La loi Bataille, une réponse scientifique et technologique à la gestion des déchets nucléaires de haute activité à vie longue

De façon à apporter une réponse scientifique et technologique à la gestion des déchets nucléaires de haute activité ou à vie longue, la loi du 30 décembre 1991, dite loi Bataille du nom de son rapporteur, a été votée sans aucune opposition par le Parlement.

### la loi Bataille

La loi Bataille encadre les recherches de garanties fondamentales et pose le principe d'une diversification des recherches selon trois axes :

- l'étude de la séparation – transmutation des éléments radioactifs à vie longue présents dans les déchets ;

- l'étude du stockage en couches géologiques profondes, avec notamment la construction de laboratoires de recherche souterrains (à quelques centaines de mètres) à vocation uniquement de recherche et dans lesquels le stockage de déchets radioactifs est explicitement interdit. Ces laboratoires de recherche doivent permettre d'étudier in situ les roches (argile, granit) en les qualifiant ;

- l'étude du conditionnement et de l'entreposage de longue durée en surface.

Le Parlement examinera en 2006 les résultats de l'ensemble de ces recherches scientifiques et technologiques, tels qu'ils sont évalués par la Commission nationale d'évaluation, instituée par la loi et composée d'experts indépendants.

La loi du 30 décembre 1991 a également créé un établissement public, l'ANDRA, pour gérer à long terme les déchets radioactifs et pour exercer des activités d'études et de recherches nécessaires à la mise au point de solutions sûres sur le long terme pour la gestion des déchets radioactifs. À ce titre, l'ANDRA pilote les recherches sur le second axe de la loi. Les autres axes sont pilotés par le CEA.



Lors du Comité interministériel du 9 décembre 1998, consacré à plusieurs questions nucléaires, le Gouvernement a décidé, dans le cadre de l'application de cette loi, la construction de deux laboratoires dans deux géologies différentes : l'argile sur le site de Bure, à la frontière de la Meuse et de la Haute-Marne et le granit sur un site à déterminer, différent de celui envisagé dans la Vienne, qui s'est avéré présenter des difficultés hydrogéologiques. ( Un second site argileux, situé dans le Gard et prospecté parallèlement à celui de l'Est n'a pas été retenu car il montrait des caractéristiques moins favorables que ce dernier.)

### **Historique de la recherche du site du premier laboratoire souterrain**

Pour permettre le choix des sites d'implantation de deux sites géologiquement sûrs pour ces laboratoires, un médiateur, le Député Christian Bataille, a été nommé fin 1992. Son rapport rendu public fin 1993, a proposé d'entreprendre les travaux préliminaires d'investigation géologique prévus par la loi de 1991 dans le Gard, la Haute-Marne, la Meuse et la Vienne.

Le Gouvernement a retenu ces quatre départements et a autorisé l'ANDRA à y réaliser les travaux précités d'identification géologique de 1994 à 1995, puis à déposer des demandes d'autorisation d'installation et d'exploitation de laboratoires souterrains pour trois sites : à Bure (Meuse / Haute-Marne), à Chusclan (Gard) et à la Chapelle-Bâton (Vienne).

Les procédures d'instruction de ces dossiers, comprenant enquête publique et avis des collectivités locales (communes situées dans un périmètre de 10 kilomètres autour du puits principal d'accès au laboratoire, Conseil Général, Conseil Régional), se sont achevées en 1997. Les rapports d'enquête publique ont émis des avis favorables, assortis de recommandations et les collectivités locales ont voté avec une forte majorité en faveur des projets.

La Direction de la sûreté des installations nucléaires a transmis le 1er décembre 1997 un rapport concluant la phase d'instruction.

Début août 1999, l'ANDRA a été autorisée par décret à installer et exploiter le laboratoire « argileux » de Meuse / Haute-Marne dont la construction se poursuit sans retard. Des forages ont été réalisés dans le courant de l'année 2000 pour mesurer localement l'état initial des formations et suivre l'impact du fonçage. Une campagne géophysique détaillée a également réalisée en fin d'année 1999 depuis la surface sur l'emplacement même du laboratoire. Enfin, le fonçage du puits d'accès au laboratoire a débuté et se poursuivra jusqu'à une profondeur d'environ 500 m.

### **La création d'une mission de concertation marque la volonté de neutralité et de transparence pour la recherche d'un site granitique pour un second laboratoire souterrain**

Dès le départ, le Gouvernement a été attaché à ce que la recherche de sites soit réalisée au plan national dans la plus grande transparence, sur la base à la fois de la concertation et de critères scientifiques incontestables.

La loi du 30 décembre 1991 exige que « tout projet d'installation d'un laboratoire souterrain donne lieu, avant tout engagement des travaux de recherche, à une concertation avec les élus et les populations des sites concernés ». Pour renforcer la transparence et la neutralité du processus, le Gouvernement a confié cette nouvelle concertation (après la médiation du député Christian Bataille de 1993) à une mission collégiale de trois personnes sans relation avec le secteur nucléaire .

Monsieur Pierre Boisson, ingénieur général des Mines, Monsieur Philippe Huet, ingénieur général du Génie Rural et des Eaux et Forêts, et Monsieur Jean Mingasson, préfet honoraire et Conseiller d'État, ont été ainsi désignés le 19 novembre 1999 par arrêté conjoint des ministres en charge de l'Environnement, de l'Industrie et de la Recherche. Cette nomination a été officialisée par un communiqué du Gouvernement le 22 novembre 1999.

Pour l'accomplissement de sa tâche, la mission s'est appuyée sur une étude géologique, qui précise les sites granitiques qu'il convient de prospecter pour



vérifier leur aptitude à accueillir un laboratoire souterrain. Le Gouvernement a demandé à l'ANDRA d'établir cette étude géologique, en veillant à rassembler les points de vue les plus actuels et en recherchant non seulement la participation d'experts français (BRGM, universités, instituts de recherche...), mais aussi d'experts étrangers possédant l'expérience de l'installation et de l'exploitation de laboratoires souterrains en site granitique. Cette étude, qui constitue un outil ne présageant en aucune façon des résultats de la concertation, a été transmise à la fin du mois d'août 1999 à la Commission nationale d'évaluation, instituée par la loi du 30 décembre 1991. -Celle-ci a rendu un avis favorable.

Au vu des données qui ont été rassemblées dans l'étude géologique précitée, il apparaît qu'une quinzaine de sites peuvent présenter des caractéristiques favorables à l'implantation d'un laboratoire souterrain en terrain granitique. Ces sites sont majoritairement situés où se trouve le granit en France, c'est-à-dire en Bretagne et dans le Massif central. Il convenait que la mission de concertation puisse de manière approfondie s'y intéresser.

### **Le rôle de la Mission collégiale de concertation « granit » : faire connaître au plus grand nombre et dans le détail les implications du projet.**

Le rôle de la Mission était de procéder à toutes les consultations utiles auprès des élus, des associations et des populations concernées. Il s'agissait de leur présenter l'économie de l'ensemble du projet, et notamment les objectifs du programme de recherches, son intégration dans la politique de gestion des déchets radioactifs, les préjudices potentiels préalables et liés à sa réalisation, ainsi que les moyens mis en œuvre afin de les pallier. Les observations recueillies devaient constituer un rapport aux ministres chargés de l'environnement, de l'énergie et de la recherche.

### **Les étapes ultérieures**

Au vu des conclusions de la mission, le Gouvernement peut choisir les sites qui accueillent des travaux de reconnaissance géologique nécessaires pour vérifier leur aptitude à recevoir un laboratoire souterrain. A l'issue de ces travaux, il peut autoriser l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs à déposer un ou plusieurs dossiers de demande d'autorisation d'installation et d'exploitation d'un laboratoire. Ces dossiers sont non seulement instruits techniquement, mais donnent aussi lieu, comme le prévoit la loi et ses textes d'application, à enquête publique et délibération des collectivités locales. C'est simplement à l'issue de ces procédures que le Gouvernement peut prendre la décision de construire un laboratoire sur un site précis.

Le passage du laboratoire à un éventuel stockage prend ensuite plusieurs années. Le Parlement devra tout d'abord se prononcer sur une solution globale de gestion des déchets radioactifs, incluant ou non le stockage géologique. La loi prévoit en outre qu'une loi est nécessaire pour autoriser un tel stockage.

### **Le déroulement de la Mission de concertation : les difficultés rencontrées dans certains départements ont entravé la démarche**

De décembre 1999 à janvier 2000, la Mission s'est attachée à définir sa méthode de travail et n'est effectivement entrée en opération que le 15 janvier 2000. Des prises de contact avec les élus et les Préfets des départements concernés par l'étude géologique se sont déroulées de façon à définir les modalités des déplacements de la Mission. La concertation devait comporter dans un premier temps, des rencontres avec les élus (parlementaires, conseillers généraux des cantons et maires des communes concernés), les associations et les organisations socioprofessionnelles, avant que ne soient envisagées la concertation avec la population.

Durant cette période de préparation, le 27 janvier 2000, une carte des sites d'intérêt géologique a été publiée sur Internet par le réseau d'opposants « sortir du nucléaire ». Cette carte a été largement relayée par la Presse. La Mission y répondait le lendemain par un communiqué indiquant son intention de poursuivre la concertation « dans le calme et la transparence ». La réaction amère et virulente des nombreux élus qui n'avaient pu encore être contactés faisait malgré tout partir la Mission avec un lourd handicap.

La Mission a par la suite réalisé trois déplacements dans les départements de la Corrèze (8, 9 et 10 mars 2000), de la Mayenne (13 et 14 mars 2000) et de la Vienne (27 et 28 mars 2000) avec des résultats contrastés.

Lors de ces trois déplacements publics, des rencontres ont eu lieu avec les élus, les chambres consulaires des représentants socioprofessionnels et les associations. La Mission a également tenté deux réunions publiques dans les deux premiers départements sans résultat et l'émotion soulevée l'a conduit à annuler celle qui était prévue dans la Vienne. En effet, la discussion n'a pas été possible en Corrèze en raison du tumulte créé par les opposants au projet. La réunion a été empêchée dans la Mayenne et accompagnée d'une séquestration dans un minibus (de la fin de l'après-midi au petit matin), d'insultes, de jet de projectiles et de dommage aux biens. La Mission a été symboliquement raccompagnée au pas de l'oie à la frontière du département, escortée par plusieurs véhicules d'opposants.

Plusieurs rassemblements de masse ont en outre été organisés durant les mois de mars et d'avril 2000, dont celui dans les Côtes d'Armor a réuni plusieurs milliers de personnes.

L'opposition suscitée par le projet et la volonté manifeste et déclarée des opposants de ne pas laisser la Mission s'exprimer, expliquer et recueillir questions, avis et opinions ont érodé sa crédibilité, non seulement vis-à-vis des sites concernés mais aussi de la presse et l'ont conduite à faire une pause à la fin mars pour adapter sa méthode de concertation. Parallèlement, l'opposition au projet de laboratoire s'est organisée très tôt sur un grand nombre de sites (prolifération de collectifs anti-laboratoire dès la fin du mois de janvier), souvent à partir d'une information militante, relevant parfois de la

désinformation ; réunions dans les communes, manifestations, tracts, pétitions, recours aux médias se sont multipliés, sans véritable contrepartie au discours.

Ces collectifs se sont par ailleurs fédérés en un collectif national, qui a recherché (et réussi) à faire délibérer une majorité d'élus et de Conseils Généraux contre l'implantation d'un laboratoire.

### **Poursuite de la concertation au printemps dans des conditions rendant difficile la délivrance d'une information équilibrée**

La Mission a multiplié les contacts avec les associations et les élus locaux, très demandeurs d'information, notamment en matière scientifique et d'aménagement du territoire. De la même façon, la Mission a rencontré les associations nationales intéressées au projet et acceptant le dialogue, ainsi que des associations socioprofessionnelles (locales et nationales).

Mais comme l'écrivent les membres de la Mission « l'action importante de l'opposition au projet, a conduit les maires et responsables les plus ouverts à une véritable concertation, dans l'esprit de la loi Bataille, à des prises de positions dictées par le découragement et l'amertume d'avoir été placés par le Gouvernement dans une position très difficile sans être appuyés localement ni par les grands élus, ni par la Mission confinée en région parisienne. Ces élus ont en outre été l'objet de véritables « harcèlements » d'opposants, parfois accompagnés de menaces ». Ainsi, semaine après semaine, la Mission a-t-elle constaté la fermeture et la prise de position négative de maires, conseils généraux ou régionaux non déterminés au départ, sans qu'une information équilibrée ait pu être fournie. »

La Mission a remis son rapport aux trois ministres au mois de juillet 2000. Ce rapport, très riche, a été rendu public et reste consultable (notamment sur le site web [www.industrie.gouv.fr/energie](http://www.industrie.gouv.fr/energie)).

## Les leçons à tirer de cette expérience difficile

- Le travail scientifique de recherche au plan national de sites granitiques susceptibles d'accueillir un laboratoire souterrain dans le granit était indispensable à la crédibilité de la démarche. Mais les réactions enregistrées par la Mission ont montré qu'il n'était pas suffisant.

Globalement, la Mission a dressé le constat d'une communication insuffisante des pouvoirs publics en général, notamment sur les risques liés aux déchets, et souhaité une communication en profondeur sur la loi de 1991 et les déchets radioactifs en général.

Des contrevérités manifestes faussant la perception du public ont ainsi été délivrées par les opposants sans contrepartie (exemple : un laboratoire de 30 km de galeries contre quelques centaines de mètres dans la réalité, une implantation en surface de 1 000 à 10 000 ha contre 20 ha ; des affirmations indiquant que « là où il y aurait un laboratoire, les produits agricoles seraient condamnés » ou comparant la radioactivité d'un éventuel stockage avec l'accident de Tchernobyl).

Un travail d'information approfondi sur l'énergie nucléaire et sur la gestion des déchets radioactifs s'impose.

- La nécessité d'un second laboratoire doit être explicitée. Elle n'a en particulier pas été suffisamment replacée dans le contexte global des recherches menées sur la loi de 1991. Il s'agit d'une obligation faite par la loi, qui prévoit le pluriel pour les laboratoires à mettre en place. Parce que le stockage sera sans doute difficilement contournable pour certaines catégories de déchets. Parce qu'il est nécessaire d'étudier plusieurs géologies qui sur le plan des conditions de la réversibilité, du confinement ont des qualités différentes qu'il s'agit de comparer. Parce qu'enfin les recherches menées dans l'argile peuvent révéler des résultats incompatibles avec la construction d'un stockage.

L'ouverture du champ des possibles exigé par la loi Bataille ne peut se satisfaire du slogan des opposants « ni ici, ni ailleurs mais autrement » et du ralentissement des recherches menées sur le second

axe fixé par la loi, quand la majorité des pays nucléaires considère le stockage géologique comme la solution principale à la question de la gestion des déchets de haute activité à vie longue.

- L'importance de la radioprotection n'a également pas été suffisamment soulignée. Les inquiétudes du public portent sur les effets sur la santé et l'environnement d'un éventuel stockage. Le mouvement de rapprochement, décidé par le Premier Ministre, de la radioprotection et de la sûreté nucléaires aussi bien en matière d'expertise que de contrôle, est de nature à offrir une meilleure visibilité du public sur ces questions. La future Autorité de sûreté et de radioprotection pourrait dans ce cadre intensifier son effort de communication sur les objectifs fixés à un éventuel stockage en profondeur en matière de protection de la santé et de l'environnement.

\*  
\* \*

Le rapport des trois missionnaires, rendu public l'été dernier, fait apparaître que les conditions ne sont actuellement pas réunies pour que le Gouvernement puisse décider d'autoriser des travaux de reconnaissance géologique sur un ou plusieurs sites précis, en vue d'établir des dossiers d'instruction de demande d'installation d'un second laboratoire en terrain granitique.

L'étude du stockage en milieu granitique, qui fait l'objet de recherches importantes à l'étranger, participe à l'objectif global des recherches menées dans le cadre de la loi du 30 décembre 1991. Dans ce cadre, il est nécessaire d'ouvrir le dialogue et de permettre à chacun de disposer d'une information complète et objective, nécessaire pour se forger une opinion propre et donner un avis en parfaite connaissance de cause. Le Gouvernement examine actuellement les conditions d'une reprise de la concertation, qui ne se limite pas à l'enregistrement des refus et ne soit pas sabotée par le comportement peu démocratique de ceux qui, tout en réclamant la concertation et l'information, y répondent par la violence.

# Le schéma de services collectifs de l'énergie

*Les économies d'énergie comme le développement d'énergies renouvelables relèvent d'actions qui sont souvent d'autant plus efficaces qu'elles sont menées au niveau local. Dans le cadre de la politique nationale de l'énergie, un des objectifs du schéma de services collectif de l'énergie est d'apporter aux collectivités territoriales des lignes directrices pour les aider à mener une politique ambitieuse en ce domaine.*

## Les neuf schémas de services collectifs

La loi d'orientation du 25 juin 1999 pour l'aménagement et le développement durable du territoire (LOADT) a prévu neuf schémas de services collectifs (SSC)<sup>1</sup> destinés à mettre en œuvre les choix stratégiques sur lesquels doit notamment reposer la politique d'aménagement et de développement durable du territoire à horizon de 20 ans.

De manière générale, les SSC sont conçus comme des instruments de pilotage et d'orientation pour l'Etat et les différents acteurs concernés, notamment les collectivités locales dans le respect des principes de décentralisation. Selon les cas, les SSC pourront être plus ou moins directifs en fonction du rôle, du degré d'implication, et des moyens d'action de la puissance publique dans chacun des domaines considérés.

L'élaboration des schémas de services collectifs repose sur une très large concertation - Le calendrier d'adoption des SSC

Destinés à être mis en œuvre par l'ensemble des acteurs publics, les SSC sont actuellement en cours d'élaboration sur la base d'une très large concertation entre l'échelon national et l'échelon territorial.

Une première étape de concertation s'est déroulée en région au deuxième semestre 1999. Les services de l'Etat ont ensuite élaboré, au premier semestre 2000, les projets des neuf schémas de services collectifs (le schéma de services collectifs de l'énergie a été élaboré par le ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie - direction générale de l'Énergie et des Matières premières). Les projets ont été validés le 26 octobre 2000 par le Gouvernement.

Depuis mi-décembre 2000, les projets de SSC sont soumis à une nouvelle consultation régionale qui doit s'achever le 15 avril 2001. Ils font également l'objet d'une consultation nationale auprès du Conseil national pour l'Aménagement du Territoire, des deux délégations parlementaires à l'Aménagement et au Développement durable du Territoire, ainsi que d'instances spécialisées comme le Conseil supérieur de l'Electricité et du Gaz pour ce qui concerne spécifiquement le Schéma de services collectifs de l'énergie. A l'issue de ces nouvelles consultations, les schémas de services collectifs seront définitivement arrêtés par le Gouvernement puis soumis à l'avis du Conseil d'Etat en vue de leur adoption par décret à l'été 2001.

<sup>1</sup> SSC de l'enseignement supérieur et de la recherche, SSC culturels, SSC sanitaires, SSC de l'information et de la communication, SSC de transport de voyageurs, SSC de transport de marchandises, **SSC de l'énergie**, SSC des espaces naturels et ruraux, SSC du sport.

## Le schéma de services collectifs de l'énergie

La politique énergétique française s'attache à assurer à notre pays dont le sous-sol est pauvre en combustibles fossiles, des conditions d'approvisionnement en énergie satisfaisantes, tant en termes de la continuité de la ressource énergétique que de prix d'approvisionnement. Par ailleurs, la libéralisation des marchés européens de l'énergie engagée au début des années 1990 par le marché des hydrocarbures liquides et qui se poursuit actuellement avec ceux de l'électricité et du gaz, renforce les possibilités de choix des consommateurs mais modifie les moyens de l'action publique. A cet égard, le Gouvernement veille à préserver les moyens réglementaires lui permettant de faire prévaloir les préoccupations de long terme indispensables à la continuité de la politique énergétique (cf. notamment la loi du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité).

En outre, la politique énergétique doit de plus en plus faire face à d'autres défis comme la préservation de l'environnement. En particulier, l'engagement pris par la France dans le cadre du protocole de Kyoto de novembre 1997, de ramener à l'horizon 2008-2012 ses émissions de gaz à effet de serre à leur niveau de 1990 demandera une mobilisation de tous les acteurs, Etat, collectivités territoriales, industriels et consommateurs.

Pour répondre à ces objectifs en tenant compte de la spécificité du secteur de l'énergie, le projet\* de schéma de services collectifs de l'énergie a été élaboré suivant les idées suivantes :

- réaffirmer que **la priorité de la politique énergétique reste la sécurité d'approvisionnement au meilleur coût**, tout en y intégrant de plus en plus des préoccupations plus nouvelles, comme la lutte contre l'**effet de serre**.

- préciser la répartition des rôles en matière de politique énergétique entre l'Etat et les collectivités locales, afin d'éviter des zones de recouvrement qui pourraient s'avérer contre-productives.

- inciter, dans ce cadre, les collectivités locales à inscrire comme la priorité de leur politique énergétique la mise en valeur de leurs gisements d'économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables : en effet, les objectifs assignés par le Programme national de lutte contre le changement climatique de janvier 2000 en application des engagements de la France dans le cadre du protocole de Kyoto, nécessitent une mobilisation de tous et les collectivités territoriales ont un rôle déterminant à jouer en complément des actions menées par l'Etat.

- pour ce faire, donner des lignes directrices aux collectivités territoriales afin de les aider à retenir au plan local, parmi les différentes filières possibles, celles qui présentent les meilleures perspectives en termes de volume, de coût et d'efficacité.

- indiquer aux collectivités locales les actions qu'elles pourraient mener pour améliorer les services rendus aux usagers : desserte gazière, transports d'hydrocarbures, développement et répartition des capacités de stockage des hydrocarbures liquides et gazeux, sécurisation des réseaux électriques, etc.

---

\* disponible sur le site internet : [www.industrie.gouv.fr/energie](http://www.industrie.gouv.fr/energie) sous la rubrique "politique énergétique".



## La stratégie de Charbonnages de France et le partenariat SNET-Endesa

*La SNET, pôle électrique de CDF, noue une alliance avec l'électricien espagnol Endesa*

**A**lors que se profile la fin de l'exploitation charbonnière d'ici à 2005 conformément aux échéances du Pacte charbonnier, les Pouvoirs publics ont incité Charbonnages de France à :

- poursuivre en bon ordre la mise en œuvre de la fin de l'exploitation en attachant toute l'attention nécessaire aux considérations de sécurité; l'année 2001 marquera ainsi la fin de l'exploitation des « découvertes » dans le Centre-Midi ;

- parallèlement, engager résolument la remise en état des sites d'exploitation déjà arrêtés et préparer conformément aux dispositions du nouveau Code minier, les dossiers d'arrêt des travaux et de sorties des concessions permettant de libérer les terrains utiles aux projets de développement locaux .

- enfin, procéder à la cession des activités non liées à l'extraction qui ont vocation à être pérennisées et fermer celles dont la viabilité économique ne pourra pas être assurée.

C'est ainsi qu'a été initié en 2000 le désengagement partiel de CDF du capital de la Société nationale d'électricité et de thermique (SNET). Cette société, qui constitue le « pôle électrique » des Charbonnages, a été créée en 1995 comme filiale commune de CDF (à 81,25 %) et d'EDF (à 18,75 %)

Afin de préparer le retrait progressif de CDF, inéluctable dans la perspective de la fin de l'exploitation minière, les deux actionnaires ont, en accord avec les Pouvoirs publics, lancé une consultation des principaux énergéticiens européens dans la perspective de céder 30 % du capital détenu par CDF.

À l'issue de cette consultation large et transparente, l'offre de l'espagnol d'Endesa, qui était la plus élevée et offrait les meilleures perspectives de partenariat industriel, a été retenue et a donné lieu à la signature d'un mémorandum d'accord. Elle a été acceptée par les Conseils d'administration de CDF et de la SNET en décembre 2000. Cet accord devra permettre à la SNET de développer un réel partenariat avec un grand électricien européen.

La SNET pourra ainsi devenir un producteur d'électricité pérenne utilisant pleinement les possibilités offertes par la loi électrique du 10 février 2000. Outre qu'elle fournit désormais de l'électricité à des clients éligibles, la SNET a également été la première entreprise, par le biais de sa filiale SETNE (Société d'électricité et de thermique du Nord-Est) à bénéficier d'une autorisation d'achat pour revente conformément au décret du 20 octobre 2000.



# Le service public du BRGM

*Pour répondre à la demande des pouvoirs publics, le BRGM développe son activité de connaissance géologique du sous-sol et du littoral.*

**O**util essentiel de la politique de gestion des matières premières et du sous-sol, le programme de service public du BRGM permet aux pouvoirs publics de disposer, par l'intermédiaire de cet établissement, de compétences spécifiques dans les domaines suivants : l'accès à la connaissance géologique, eaux souterraines, milieux contaminés, déchets, ressources minérales, déprise minière et risques naturels géologiques. La programmation de ces activités a connu au cours des 3 dernières années une évolution tant dans le contenu des missions que dans leur mode de pilotage : un comité national d'orientation impliquant l'ensemble des ministères concernés (Environnement, Industrie, Recherche, Équipement, Intérieur, Santé) et présidé par le DIMAH a été mis en place le 25 mai 2000. Par ailleurs, la prise

en compte des besoins exprimés en région et l'association des services déconcentrés, notamment les DRIRE, ont contribué à l'expression d'une demande soutenue (272 demandes sur 674 sont classées en première priorité pour 2001).

Les choix opérés en 2000 par le comité national d'orientation privilégient la connaissance géologique du territoire.

## Le programme référentiel géologique

Pour les pouvoirs publics, la connaissance des caractéristiques géologiques du territoire national est une priorité fondamentale. Afin d'y répondre le BRGM a mis en place à la fois un système de numérisation des données du sous-sol qui permet de faire évoluer en permanence l'acquisition et la validation des données et le programme Référentiel géologique de la France (RGF). Ce dernier offre l'accès à une information numérique et homogène sur la nature et l'état physique du sol et du sous-sol en tout point du territoire national à travers la fourniture de services traditionnels ou accessibles par Internet, via le site [infoterre accessible à partir du site \[www.industrie.gouv.fr/energie\]\(http://www.industrie.gouv.fr/energie\)](http://infoterre.industrie.gouv.fr/energie)

La conception même de ce programme repose sur une synergie entre les programmes de recherche et ceux de service public du BRGM. Les actions programmées pour 2001 sont notamment :

Les grands thèmes d'action			
Intitulé des thèmes MF HT	1999	2000	2001
Accès à la connaissance géologique pour l'aménagement et le littoral	26	32	36
Eau	41	41	41
Ressources minérales	26	21	25
Milieux contaminés - déchets	18	20	21
Risques naturels et Géologie urbaine	28	27	31
Appui à l'Administration et Opérations d'initiative régionale	9	14	13
<b>TOTAL</b>	<b>148</b>	<b>155</b>	<b>167</b>

- la poursuite du lever de la carte au 1/50 000ème (pour achèvement d'ici 2005). En 2001, 20 cartes seront imprimées.

- la banque du sous-sol : en 2001, 5 500 nouveaux forages seront introduits dans la banque.

- la mise en place d'une architecture de fourniture de services sur internet par combinaison des données du BRGM. (développement du site infoterre)

- l'harmonisation de l'ensemble des 1 060 cartes géologiques au 1/50 000ème. En 2001, avec un budget de 5 MF, réalisation de 100 cartes sous forme numérique, accessibles sur infoterre

En 2001 la dotation consacrée à l'acquisition et à la diffusion de la connaissance géologique sera portée à 36 MF, soit 10 de plus qu'en 1999. Dans ce thème, l'enjeu majeur est la mise en œuvre du référentiel géologique qui vise à couvrir le territoire national en 4 ans.

### La thématique « littoral »

La montée en puissance du thème « littoral » se confirme également. Dans la poursuite des actions pluriannuelles, l'activité du domaine littoral a été centrée sur le thème dominant de l'évolution des côtes, tout en poursuivant une certaine diversification sur la connaissance du milieu physique.

En collaboration avec le CETMEF (Centre d'Études Techniques Maritimes et Fluviales), la principale action a été consacrée au passage de la Base d'Observation pour le Suivi du trait de Côte (BOSCO) du stade de prototype au stade d'un système opérationnel. L'objectif de cette base est de faciliter l'accès aux connaissances sur l'évolution des côtes en liaison avec les différents détenteurs d'information et les gestionnaires des données au plan national et régional.

Des études ont été conduites en région telles que la mise en fonctionnement du système d'information sur le suivi du trait de côte en Nord-Pas-de-Calais, la cartographie du détroit du Pas de Calais, le suivi de l'évolution du trait de côte en Aquitaine, le développement et l'élaboration d'un système d'information géographique littoral en Corse.

### Les autres activités

Un protocole a été passé avec la direction de l'Eau du ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement, en complément de celui passé l'année précédente avec les agences de l'eau. Il permet de mettre en place un service géologique national dans le domaine des eaux souterraines.

Dans le domaine des sols pollués et des déchets, la progression des inventaires d'anciens sites industriels continue.

Par ailleurs, l'action dans le domaine des mines et matériaux sera consacrée principalement à la gestion des problèmes d'après-mine. Le BRGM lancera également la définition puis l'engagement de programmes dans le domaine de la sécurité d'approvisionnement, et dans celui des matériaux stratégiques.

Enfin, dans le domaine des risques, le BRGM procède à la réalisation de quatre banques de données nationales (mouvements de terrains, cavités, sismicité historique, néotectonicité). L'année 2001 sera consacrée à la mise en œuvre de cette mission tant pour la structuration de bases de données que pour le lancement d'un programme d'inventaires en région.

\*

\* \*

Le BRGM a mis en place un véritable service public du sous-sol, par la fourniture de prestations spécifiques demandées par l'État et aussi par la mise à disposition du public d'informations et de bases de données du sous-sol. 2001, première année de la mise en œuvre de la contractualisation régionale, devrait voir se conforter le positionnement du BRGM dans ses missions de service public. L'activité de service public représentera 167 MF pour 2001, soit 101 MF sur dotation (+ 0,3%) et 66 MF sur cofinancement (+ 20%, après + 17% en 2000).

# 2000 en bref



# Les faits marquants

## 21 janvier :

Réponse à «l'avis motivé» de la Commission européenne pour absence de loi de transposition de la directive «*marché intérieur de l'électricité*» ; en raison de la promulgation imminente de la loi sur le service public de l'électricité, la procédure a finalement été abandonnée par la Commission.

## 1<sup>er</sup> février et 5 septembre :

En février, notification de 90% des subventions allouées par le FACE pour l'électrification et l'enfouissement des lignes électriques en zone rurale, puis en septembre, notification du solde ; au total, les aides du FACE pour 2000 s'élèvent à 2 milliards de F.

## 9 février : TotalFina-Elf

Le 9 février 2000, la Commission européenne a agréé la fusion des groupes TotalFina et Elf Aquitaine. Cette décision permet la réalisation effective du rapprochement entre les deux entreprises ; la nouvelle entité, TotalFinaElf, se classe alors 4<sup>ème</sup> groupe pétrolier mondial (5<sup>ème</sup> après la fusion de Texaco et Chevron).

Depuis, conformément aux engagements pris dans ce cadre, le groupe TotalFina a procédé courant 2000 à des cessions d'actifs dans les domaines de la logistique et de la distribution des carburants. Le groupe a ainsi cédé tout ou partie des participations de Total RD et/ou d'Elf-Antar France dans 5 dépôts pétroliers (Fos, Strasbourg, Lyon, Lorient, Nanterre), dans la Compagnie industrielle et maritime et la Compagnie parisienne des asphaltes, dans les sociétés de transport par pipeline TRAPIL, SPMR et SFDM,

dans les groupements d'avitaillement des aéroports de Toulouse-Blagnac et Lyon-Saint Exupéry. Il restait à finaliser début 2001 la cession de 70 stations-service sur autoroutes (dont 17 vont être reprises par le groupe Carrefour-Promodès), d'un dépôt à Port-la-Nouvelle et de la société Elf-Antargaz par une holding menée par le groupe financier BNP Paribas.

## 13 février : transport de déchets vitrifiés

Arrivée au Japon du 5<sup>ème</sup> transport de déchets vitrifiés de haute activité issus du retraitement à Cogema-La Hague des combustibles usés des centrales électronucléaires japonaises (cf. page 46).

## 14 mars :

Conférence de politique énergétique sur le thème « Quels liens entre consommation d'énergie et développement économique ? ».

## 17 mars : déchets nucléaires

L'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques publie son rapport sur les conséquences des installations de stockage des déchets nucléaires sur la santé publique et l'environnement (rapporteur Mme Rivasi).

## 23 mars :

Nomination de M. Sainjon comme Président-Directeur général de la SNET, pôle électrique de Charbonnages de France.

#### 4 et 5 avril : transport de déchets vitrifiés

Premier transport vers la Belgique de déchets vitrifiés de haute activité issus du retraitement à La Hague des combustibles usés des centrales électronucléaires belges (cf. page 46).

#### 6 avril :

Conférence de presse de M. C. Pierret pour présenter le bilan énergétique et la facture énergétique de la France pour 1999.

#### 10 mai : tempêtes de décembre 1999

Remise du rapport d'étape du Conseil général des Mines sur la sécurisation des réseaux électriques qui avait été demandé par le secrétaire d'État à l'Industrie après les tempêtes de décembre 1999 ; le rapport définitif sera remis au début de 2001 et concourra à fonder un meilleur équilibre entre renforcement des caractéristiques mécaniques des ouvrages électriques, création de nouvelles lignes, enfouissement des lignes et développement des moyens de production décentralisés.

#### 11 mai :

Le Président de l'ANDRA remet son rapport sur la méthodologie de l'inventaire des déchets radioactifs.

#### 30 mai :

Conseil «Énergie», marqué par l'adoption d'un plan d'action portant sur l'efficacité énergétique.

#### 31 mai : réserves d'uranium

Les sites miniers canadiens d'uranium de Mac Arthur River et de Mac Lean Lake (propriété de Cameco et de Cogema) sont inaugurés. Ces sites font partie des plus riches du monde.

#### 31 mai : tempêtes de décembre 1999

Transmission au secrétaire d'État à l'Industrie du rapport du Comité technique de l'électricité sur l'analyse des dégâts aux réseaux électriques dus aux tempêtes de décembre 1999 et sur les mesures à mettre en œuvre pour augmenter la résistance des ouvrages ; ce rapport complète les travaux du Conseil général des Mines et fondera au début de 2001 une révision de «l'arrêté technique» de 1991 (cf. page 20).

#### 14 juin : observatoire de la diversification d'EDF et de GDF

L'Observatoire, réuni sous la présidence du secrétaire d'État à l'Industrie, a évoqué le nouveau contexte institutionnel de la loi du 10 février 2000, plus particulièrement pour ce qui concerne les activités complémentaires d'EDF ; à l'issue de cette réunion, un processus d'information et de concertation avec les professions concernées par le rapprochement entre EDF et le groupe Dalkia a été lancé.

#### 14 juin : GDF

Lancement par la Digec, en liaison avec les autres Directions concernées, de la négociation du «contrat de groupe» entre l'État et GDF ; ce document, qui sera signé au début 2001, fixera les grandes orientations stratégiques convenues entre l'État et GDF pour la période 2001-2003.

#### 20 juin :

5<sup>ème</sup> réunion du groupe franco-turc dans le secteur de l'énergie à Paris. L'accent a été mis sur le caractère prioritaire du barrage hydroélectrique de Yusufelli.

## 20 juin : responsabilité civile nucléaire

M. C. Pierret et M. Adamov, le Ministre russe de l'énergie nucléaire signent l'accord franco-russe sur la responsabilité civile nucléaire. Cet accord permet dorénavant aux industriels français de bénéficier d'un cadre juridique clair et protecteur relatif à la fourniture d'équipements nucléaires à destination de la Russie et à leur utilisation ultérieure.

## 27 juin :

Conformément à la loi de 1991 sur la gestion des déchets nucléaires de haute activité, la Commission nationale d'évaluation des recherches correspondantes publie son rapport annuel.

## 30 juin : Mines d'Or de Salsigne

Le Tribunal de Commerce de Carcassonne a arrêté en date du 30 juin 2000 un plan de poursuite de l'exploitation minière de quatre ans concernant la société des Mines d'Or de Salsigne prévoyant la réalisation du plan d'apurement du passif et au terme d'une période d'observation de 18 mois la réhabilitation du site. La cour d'appel de Montpellier a confirmé ce jugement par arrêt en date du 24 octobre 2000. La société des Mines d'Or de Salsigne étant sortie de la situation de dépôt de bilan, les négociations ont repris entre l'Administration et les actionnaires australiens, les sociétés Eltin/Henri Walker et Sons of Gwalia, en novembre 2000.

## 13 juillet :

3<sup>ème</sup> réunion du groupe de travail franco-saoudien «Énergie - Mines» à Paris. Les travaux ont porté sur l'évolution du marché pétrolier, l'attachement des deux pays à la stabilité des prix du pétrole brut, sur les différentes étapes de l'ouverture de l'amont gazier saoudien ainsi que sur le dialogue

producteurs/consommateurs en vue du forum de Riyad du 17 au 19 novembre 2000.

## 20 juillet et 17 août :

En juillet, répartition par la Digec, entre les 11 bassins houillers, d'une dotation de 120 MF au titre du FIBM. (Fonds d'industrialisation des bassins miniers) ; en août, attribution d'une dotation exceptionnelle de 100 MF au profit des bassins d'Albi-Carmaux et de Decazeville, conformément à la décision du Comité interministériel pour l'aménagement du territoire.

## 25 juillet : Cominor

Cession à la Cogema de Cominor (actifs aurifères du BRGM), conformément aux recommandations des pouvoirs publics.

## 25 juillet : rapport Charpin – Dessus – Pellat

MM. Charpin, Dessus et Pellat remettent au Premier ministre leur rapport sur les coûts de la filière nucléaire. Le rapport analyse plusieurs scénarii d'évolution du système électrique français à l'horizon 2050. Il confirme la compétitivité actuelle et future du kWh d'origine nucléaire par rapport aux autres moyens de production d'électricité, parmi lesquels le cycle combiné au gaz apparaît comme le plus sérieux concurrent. Pour le futur, le rapport conclut à la nécessité de développer les économies d'énergie et de maintenir toutes les options ouvertes, notamment l'option nucléaire, qui apparaît aujourd'hui comme l'une des plus solides en matière de compétitivité, de sécurité d'approvisionnement et de respect de l'environnement.

## 26 juillet : Gaz de France-International

Autorisation donnée à Gaz de France-International d'acquérir, pour un montant légèrement supérieur à 350 M€, les actifs de



production et de transport de gaz naturel détenus aux Pays-Bas par le groupe canadien Transcanada-Pipelines ; cette acquisition permet à GDF de poursuivre son développement dans l'exploration-production et pour la première fois de devenir opérateur en mer du Nord néerlandaise.

### 27 juillet : Mission granite

La Mission de concertation remet son rapport pour l'implantation d'un laboratoire d'étude des déchets radioactifs dans le granite (cf. page 47).

### 10 août : ATR

Entrée en vigueur de la directive européenne sur «le marché intérieur du gaz» ; avec l'appui des Pouvoirs publics, les transporteurs de gaz naturel français (GDF, GSO et CFM) rendent publics leurs dispositifs transitoires pour l'ouverture des marchés gaziers et notamment les conditions commerciales d'accès à leurs réseaux, dont peuvent bénéficier les sites consommant plus de 25 Mm<sup>3</sup> par an ; c'est ainsi sensiblement 20 % de la consommation nationale française qui se trouvent ouverts à la concurrence.

### 17 août :

A la suite de la promulgation de la loi sur le service public de l'électricité, réponse à la mise en demeure de la Commission européenne concernant le cadre contractuel de trois ans prévu pour les ventes d'électricité à des clients éligibles.

### Septembre : blocus

Entre le 4 et le 10 septembre 2000, les accès de quelque 95 établissements pétroliers (raffineries et dépôts) sont bloqués par différentes catégories socio-professionnelles, dont principalement celle des transporteurs routiers. Devant l'assèchement du réseau de distribution en province, la Dimah a prononcé 14 injonctions d'utilisation des stocks stratégiques détenus en région parisienne par la

SAGESS. 29 500 m<sup>3</sup> de produits pétroliers ont ainsi été mis à disposition des utilisateurs, essentiellement pour alimenter des besoins prioritaires en province.

### 19 septembre :

Réunion du Conseil d'Orientation de l'Observatoire de l'Énergie en présence de M. C. Pierret. Un groupe de travail sur la méthodologie du bilan énergétique a été décidé.

### 25 septembre :

Réponse à la «mise en demeure» de la Commission européenne pour transposition incomplète de la directive «*marché intérieur de l'électricité*» du fait de l'absence de certains décrets ; cette réponse permettra le classement de la procédure en 2001.

### 29 septembre : Bure

Début du creusement du puits d'accès du laboratoire souterrain de Bure, qui permettra à l'ANDRA d'étudier le stockage géologique des déchets nucléaires de haute activité et à vie longue dans l'argile.

### Automne : fusion des sociétés Carfuel et Distriservices

A l'automne 2000, dans le cadre de la fusion des deux groupes de la grande distribution, Carrefour et Promodès, les activités de Distriservices (sauf celles relatives aux magasins Cora, reprises par DYN, filiale pétrolière du groupe Casino) ont été reprises par Carfuel, qui devient ainsi le 2<sup>ème</sup> opérateur pétrolier français, avec une part de marché dans la distribution des carburants en réseau de 15,4 % (données de 1999), derrière TotalFinaElf (28,5 %) et devant Intermarché (9,5 %).

#### 4 octobre : accord franco-espagnol

Le 4 octobre 2000, en application de la directive 68/414/CEE modifiée, un accord intergouvernemental relatif à l'imputation réciproque de stocks de sécurité de pétrole brut, de produits intermédiaires du pétrole et de produits pétroliers, dont les négociations avaient été engagées avec l'Espagne au début de l'année 1999, a été signé à Madrid. Grâce à cet accord très attendu, des stocks pétroliers espagnols vont pouvoir être accueillis dans des dépôts pétroliers français, contribuant ainsi à répondre au besoin né en Espagne de la croissance des consommations, et à contribuer en France à la pérennité d'établissements pétroliers.

#### 12 octobre : EDF

Lancement par la Digec, en liaison avec les autres directions concernées du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, de la négociation du «contrat de groupe» entre l'État et EDF ; ce document, signé au début de 2001, fixera les grandes orientations stratégiques convenues entre l'État et EDF pour la période 2001-2003.

#### 10 novembre :

Réponse à une «mise en demeure» de la Commission européenne portant sur l'application du Code minier.

#### 15 novembre :

Conférence de presse conjointe M. C. Pierret/M.R. Priddle (directeur exécutif de l'AIE) sur le rapport de revue en profondeur de la politique énergétique de la France par l'AIE.

#### 16 et 17 novembre : transport de déchets vitrifiés

Second transport vers la Belgique de déchets vitrifiés de haute activité issus du retraitement à Cogema-La Hague des combustibles usés des centrales électronucléaires belges (cf. page 46).

#### 20 novembre : cogénération

Pour tenir compte de la forte augmentation des prix du gaz, approbation par la Digec du modèle d'avenant permettant aux installations de cogénération bénéficiant de l'obligation d'achat de fonctionner en mode «dispatchable» : lorsque le prix du gaz atteint un certain niveau, il peut en effet être plus intéressant pour certains cogénérateurs de ne pas fonctionner ; l'avenant leur en donne la possibilité tout en leur imposant de rester à la disposition du système électrique, dans des conditions tarifaires adaptées, pour couvrir d'éventuels pics de consommation.

#### 21 novembre : MDPa

Le directoire de l'EMC approuve le plan à trois ans de sa filiale MDPa prévoyant l'arrêt de l'extraction de la potasse en 2003. Ce calendrier est décalé d'une année par rapport au plan initial en raison de l'efficacité des reconversions.

#### 24 novembre :

Séminaire européen sur la Sécurité d'approvisionnement énergétique, à Bercy.

#### 28 novembre et 21 décembre :

Délibération en novembre du Conseil d'administration de la Compagnie nationale du Rhône, et en décembre de l'Assemblée générale, autorisant la CNR à prendre une participation majoritaire dans la filiale de commercialisation «Énergie du Rhône», à constituer avec Electrabel.

#### 30 novembre : HBL

En accord avec les Pouvoirs publics, le directeur général des Houillères du Bassin de Lorraine annonce les dates d'arrêt de l'extraction des unités de Merlebach et La Houve, respectivement au 3<sup>ème</sup> trimestre de 2003 et au 2<sup>ème</sup> trimestre de 2005.

### 30 novembre : TOPCO

Le Gouvernement annonce la réorganisation du secteur nucléaire français par la constitution d'un grand groupe industriel (cf. page 40).

### 4 décembre : tantalite

Le prix de la tantalite (minerai oxydé de tantale) enregistre une hausse de 45 % par rapport à son prix de novembre. Cet accroissement brutal confirme la tendance de l'année durant laquelle le prix du minerai s'est apprécié de 370% passant de 35 à 160 \$ / livre (entre février et décembre). Le marché de ce métal rare «*high-tech*» a été victime du dynamisme de la «nouvelle économie» : les ordinateurs personnels et les mobiles sont en effet gourmands en condensateurs au tantale. La demande a suivi le boom dans cette industrie. L'offre qui en pratique était restée au même niveau depuis plusieurs années, s'est donc brusquement révélée insuffisante pour satisfaire les besoins du marché.

### 5 décembre : Conseil «Énergie» sous présidence française

Présidé par M. C. Pierret, ce conseil a été marqué par un accord politique unanime sur le projet de directive relative à la promotion de l'électricité produite à partir des sources d'énergie renouvelables, dont M. Jospin avait fait l'une des priorités de la Présidence française de l'U.E (cf. page 33).

### 6 décembre : Framatome

La Commission Européenne donne son aval au rapprochement entre les activités nucléaires de Framatome et Siemens (cf. page 41).

### 6 décembre :

Adoption du Programme National d'amélioration de l'Efficacité Energétique (cf. page 31).

### 7 et 13 décembre :

Dans le cadre de l'accompagnement de la fermeture de la centrale de Tchernobyl, le Conseil de la BERD et l'Union Européenne donnent leur accord pour apporter leur contribution financière à l'achèvement des centrales ukrainiennes Rovno<sup>4</sup> et Khmel'nitski<sup>2</sup>.

### 13 décembre : SNET

Approbation par le conseil d'administration de Charbonnages de France du protocole signé avec l'électricien espagnol Endesa en vue de la cession de 30 % du capital social de la SNET, pôle électrique de CDF et troisième producteur français ; l'ouverture du capital de la SNET doit servir le développement industriel de la SNET au-delà de la future disparition de CDF, liée à l'arrêt de l'exploitation charbonnière en France (cf. page 54).

### 14 décembre : FACE

Conseil du FACE fixant le montant des aides à répartir pour l'année 2001 en matière d'électrification rurale et créant un programme spécial «tempêtes de décembre 1999» ; le montant total des programmes soutenus s'élève à 3270 MF, répartis entre le «programme principal» visant le renforcement des réseaux (2220 MF), le programme «environnement» (700 MF), le programme «énergies renouvelables et MDE» (25 MF), le programme «intempéries» (25 MF) et le nouveau programme spécial «tempêtes de décembre 1999» (200 MF) ; le montant total des aides correspondantes s'élève à 2,1 milliards de F.

### 15 décembre : Tchernobyl

Le dernier réacteur (tranche 3) encore en activité de la centrale de Tchernobyl est définitivement arrêté conformément au mémorandum signé entre l'Ukraine, le G7 et la Commission européenne.

# Les principaux textes législatifs et réglementaires

## 14 janvier : GDF-International

En application du «Protocole international» conclu entre l'État et GDF en 1999, signature d'un arrêté soumettant à l'approbation des Pouvoirs publics les prises de participations de GDF-International supérieures à 200 MF ; l'ensemble du dispositif mis en place a pour objet d'accompagner le nouveau développement de GDF à l'étranger, et de veiller à l'efficacité des procédures de contrôle et de suivi des investissements, tout en les concentrant sur les acquisitions les plus importantes.

## 10 février : loi électricité

Promulgation de la *«loi relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité»* ; la loi transpose la directive *«marché intérieur de l'électricité»* et modernise le système électrique français en y introduisant des éléments de concurrence ; en même temps, la loi précise et conforte le service public de l'électricité et dote la politique énergétique d'outils adaptés au nouveau contexte concurrentiel.

## 24 mars : CRE

En application de la loi électrique du 10 février 2000, décret portant nomination des membres de la commission de régulation de l'électricité (CRE) et de son président, M. Syrota.

## 3 avril : desserte gazière

Arrêté approuvant le premier Plan national de desserte gazière ; ce plan vise à faciliter et à accélérer la desserte en gaz, dans un cadre respectueux de la rationalité technico-économique et de la concurrence entre énergies ; il conduit à un doublement du rythme annuel d'extension de la desserte gazière et traduit l'engagement des Pouvoirs publics en faveur du développement du service public du gaz.

## 25 avril : fiouls lourds

Arrêté relatif aux caractéristiques des fiouls lourds. Ce texte d'une part introduit les dispositions de la directive 99/32/CE relative à la teneur en soufre des combustibles et d'autre part simplifie les dispositions réglementaires existantes (suppression du fioul lourd n° 1).

## 25 avril :

Arrêté de déclaration d'utilité publique des travaux de renforcement de l'alimentation à 225 kV de Strasbourg et de sa région.

## 26 avril :

Décret modifiant le décret du 17 juin 1987 relatif au Comité technique de l'électricité, pour adapter le rôle et la composition du Comité au nouveau contexte défini par la loi du 10 février 2000.

### 1<sup>er</sup> mai : tarifs de l'électricité

Arrêté abaissant les tarifs de l'électricité de 1,3 % en francs courants en moyenne pour les particuliers, de 1,8 % pour les PME, et entre 1 % et 1.6 % pour les entreprises industrielles.

### 1<sup>er</sup> mai : tarifs du gaz

En raison de l'augmentation du cours du pétrole et du coût des approvisionnements gaziers, arrêté augmentant de 6,5 % les tarifs du gaz naturel en distribution publique.

### 2 mai : CRE

En application de la loi sur le service public de l'électricité, décret relatif à l'organisation et au fonctionnement de la CRE (commission de régulation de l'électricité).

### 4 mai :

Arrêté de nomination de M. André Merlin en tant que directeur du gestionnaire du réseau de transport (GRT), entité autonome à l'intérieur d'EDF créée par la loi sur le service public de l'électricité.

### 5 mai : tempêtes de décembre 1999

Circulaire adressée aux Préfets par le Directeur du gaz, de l'électricité et du charbon et le Directeur général de l'urbanisme et de l'habitat et de la construction, visant à faciliter la reconstruction des ouvrages électriques à la suite des tempêtes de décembre 1999, dans le cadre des procédures exceptionnelles prévues par l'article 21 de la loi électrique du 10 février 2000.

### 5 mai :

Parution au *Journal officiel* du décret du 2 mai 2000, pris en application de l'ordonnance du 23 décembre 1958, autorisant l'aménagement et l'exploitation d'un stockage souterrain de propane liquéfié sur la commune de Martigues au profit de la Société Primagaz – Lavéra.

### 7 mai : oléoducs

Décret, pris sur avis conforme du Conseil d'État, autorisant le raccordement, à Lavéra, du réseau d'oléoducs de défense commune de l'OTAN et celui d'intérêt général de la Société du pipeline Méditerranée-Rhône. Ce raccordement ouvre les réseaux civil et militaire à l'ensemble des installations pétrolières de Fos et de l'Étang de Berre, permettant ainsi d'améliorer la diversité et donc la sécurité des approvisionnements, et d'accroître, par une meilleure flexibilité, la capacité de transport d'hydrocarbures à destination de la vallée du Rhône, des Alpes et du Nord-est de la France.

### 10 mai :

Dans le cadre des «contrats pluriannuels de groupe» conclus entre l'État, EDF et GDF, arrêtés fixant pour 2000 les taux d'intérêt sur les «dotations en capital» consenties à EDF et GDF, ainsi que les «rémunérations complémentaires» dues au titre de l'exercice 1999 ; la rémunération totale de l'État au titre de 1999 atteint ainsi 3 MdF pour EDF et 140 MF pour GDF ; pour l'année 2000, la rémunération totale de l'État peut être estimée à 1,6 MdF pour EDF et 800 MF pour GDF.

### 16 mai :

Arrêté portant nomination au Conseil d'Orientation de l'Observatoire de l'Énergie.

## 17 mai : loi gaz

Le Conseil des Ministres adopte le projet de «*loi de modernisation du service public du gaz naturel et de développement des entreprises gazières*» proposé par M. Christian Pierret, secrétaire d'État à l'Industrie, à l'issue d'une large concertation ; celle-ci avait débuté en juin 1999 sur la base du « livre blanc » intitulé «*Vers la future organisation gazière française*», que la Digec avait diffusé à plus de 18.000 exemplaires.

## 17 mai : SNET

Arrêté autorisant la SNET à acquérir 18% du capital de la société française Sidec et 100% du capital de la société polonaise Energekol, pour un montant total supérieur à 100 MF.

## 23 mai : stocks stratégiques pétroliers

Décrets n° 2000-443 et n° 2000-444 du modifiant respectivement le décret n° 93-131 du 29 janvier 1993 modifié relatif à l'obligation de constituer et de conserver des stocks stratégiques de pétrole brut et de produits pétroliers et le décret n° 93-132 du 29 janvier 1993 modifié, portant création du Comité professionnel des stocks stratégiques pétroliers. Le premier modifie notamment les règles de calcul de l'obligation de stockage stratégique, fait désormais à partir des mises à la consommation réalisées au cours de l'année civile précédente au lieu des 12 derniers mois (système glissant). Le second élargit notamment les possibilités de recours aux produits de substitution pour la couverture de l'obligation prise

en charge par le Comité, et augmente le degré de liberté du Comité dans la détermination de sa politique de constitution des stocks (achats par la Société anonyme de gestion des stocks de sécurité ou mises à disposition faites par des opérateurs).

## 29 mai : consommateurs éligibles

Décret relatif à la définition des consommateurs d'électricité «éligibles» ; dans ce cadre, près de 1300 consommateurs, représentant un peu plus de 30 % de la consommation électrique nationale, peuvent désormais choisir leur fournisseur d'électricité.

## 29 mai : «après-mine»

Décret fixant les modalités d'application du régime d'indemnisation par l'État institué par la loi «après-mine», au profit de victimes de dommages causés par des sinistres miniers.

### L'«après-mine»

La loi «après-mine» du 30 mars 1999 a fixé à l'État un double objectif :

- assurer aux victimes de sinistres miniers la réparation de dommages causés à des biens grevés de clauses d'exonération de responsabilité pour ce risque,
- assurer la protection des populations et des biens dans les zones à risques miniers en renforçant les exigences de l'administration envers les exploitants au moment de l'arrêt des travaux et en confiant à l'État la gestion des séquelles irréductibles de l'activité minière.

La complète entrée en vigueur de cette loi était subordonnée à l'intervention de quatre décrets fixant respectivement les modalités d'application du régime d'indemnisation par l'État, les règles d'élaboration des plans de prévention des risques miniers, les nouvelles règles de police des mines et enfin la composition et les règles de fonctionnement de l'Agence de prévention et de surveillance des risques miniers.

Tous ces décrets ont été élaborés. Les deux premiers cités ont été publiés, les deux autres le seront prochainement.



**8 juin :**

Arrêté de déclaration d'utilité publique de la ligne à 225 kV Pont VII-Montivilliers-Sainneville, destinée au renforcement de l'alimentation de la région du Havre (Seine-Maritime).

**9 juin :**

Arrêté modifiant l'arrêté du 15 mars 1993 modifié, relatif à la constitution des stocks stratégiques pétroliers en France métropolitaine. Arrêté pris en application des décrets n° 2000-443 et 2000-444 du 23 mai 2000.

**16 juin : «après-mine»**

Décret d'application des articles 94 et 95 du code minier, dont la rédaction est issue de la loi «après-mine», qui prévoient respectivement l'élaboration de plans de prévention des risques miniers et les cas dans lesquels il peut être recouru à la procédure d'expropriation des biens.

**19 juin : gazole**

Arrêtés relatifs aux caractéristiques des gazoles utilisés comme combustibles dans la marine : gazole pêche et diesel marine léger. Ces textes introduisent les dispositions de la directive 99/32/CE relatives à la teneur en soufre des combustibles liquides.

### **L'évolution des spécifications des produits pétroliers**

Depuis quelques années, la réglementation relative aux caractéristiques physiques et chimiques des différents carburants et combustibles a été très largement renouvelée.

La politique de réduction des émissions polluantes atmosphériques dues aux produits pétroliers, menée au niveau communautaire, a été une des causes principales de cette évolution. C'est ainsi que de nouvelles caractéristiques relatives aux carburants applicables à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2000 ont été publiées en application de la directive 98/70/CE issue des travaux du programme Auto-Oil ; les conditions d'application aux départements d'outre-mer ont été précisées. L'application de la directive 99/32/CE a nécessité d'introduire des spécifications pour les carburants utilisés par la marine (gazole pêche et diesel marine léger) à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2000 et de nouvelles dispositions relatives à la teneur en soufre des fiouls lourds à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2003.

L'amélioration de la sécurité des consommateurs a conduit à de nouvelles dispositions relatives à l'utilisation de pétrole lampant dans les appareils de chauffage individuels.

Enfin, les caractéristiques des émulsions d'eau dans le gazole utilisables par certaines flottes captives de véhicules lourds en substitution au gazole ont été définies.

Cette évolution se poursuivra ; elle est l'illustration de l'important effort d'adaptation demandé à l'industrie pétrolière pour mettre sur le marché des produits de meilleure qualité répondant aux besoins d'une société de plus en plus soucieuse de la protection de son environnement.

**19 juin :**

Arrêté fixant pour 2000 les contributions et les dotations des différents distributeurs d'électricité dans le cadre du FPE (Fonds de péréquation de l'électricité) ; 24 MF concourent ainsi à compenser les particularités des zones de desserte et des réseaux de certains distributeurs.

**30 juin :**

En application de la loi du 2 juillet 1998 et du décret du 12 avril 1999, agrément en juin de la Régie de la Vienne et de la Régie du Syndicat intercommunal du Pays Chartrain en tant que distributeurs gaziers ; il s'agit des premiers nouveaux distributeurs gaziers depuis 1946.

**1<sup>er</sup> juillet :**

Arrêté approuvant le plan annuel de localisation des stocks stratégiques pétroliers placés sous l'autorité du Comité professionnel des stocks stratégiques pétroliers.

**17 juillet :**

Décret modifiant le décret n° 95-477 du 27 avril 1995 relatif à la commission interministérielle des dépôts d'hydrocarbures (CIDH). Modification de la composition de la CIDH.

**25 juillet : «après-mine»**

Diffusion d'une circulaire aux services déconcentrés. Cette circulaire leur donne les indications utiles à la mise en œuvre, d'une part, du régime d'indemnisation par l'État des dommages causés par des sinistres miniers, d'autre part, de la garantie par l'État, prévue par les dispositions de l'article 75-1 nouveau du code minier, en cas de disparition ou de défaillance des exploitants miniers, envers les personnes victimes de dommages causés par leur activité.

**26 juillet : carburants dans les DOM**

Arrêté relatif aux caractéristiques du supercarburant, du carburant sans plomb, du gazole et du gazole grand froid pour les départements d'outre-mer. Ce texte introduit les dispositions issues de la dérogation à la directive 98/70/CE accordée à la France par la Commission.

**27 juillet : EDF-International**

Arrêté autorisant EDF-International à prendre des participations dans diverses sociétés étrangères, notamment EASA (Argentine), Light (Brésil) et London Electricity (Grande-Bretagne) ; le même arrêté a autorisé EDF à souscrire à une augmentation de capital d'EDF-International pour un montant de 11 milliards de F.

**31 juillet : artère du Midi**

Décret concédant à Gaz du Sud-Ouest et Gaz de France la construction et l'exploitation des différents tronçons de «l'artère du Midi ; cet ouvrage contribuera à l'alimentation des régions méridionales, ainsi qu'aux mouvements de gaz à l'échelle européenne, notamment vers l'Espagne.

**11 août :**

Arrêté de déclaration d'utilité publique de la ligne à 225 kV Croix de Metz-Void, destinée à l'alimentation des vallées de la Meuse et de la région de Toul.

**14 août :**

Arrêté autorisant GDF à effectuer la recherche de formations souterraines aptes au stockage de gaz sur la structure dite de «la Thongue», située dans l'Hérault.

**25 août :**

Décret modifiant, en application de la loi électrique du 10 février 2000, le décret du 17 mai 1946 concernant la composition et le fonctionnement du Conseil supérieur de l'électricité et du gaz ; le Conseil supérieur réunit des représentants du Parlement, de l'administration, des collectivités locales, des clients, des entreprises électriques et gazières et des organisations syndicales de la branche ; il est saisi des projets de règlements concernant l'électricité et le gaz.

**25 août : observatoire de la diversification des activités d'EDF**

Décret relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'Observatoire de la diversification des activités d'EDF ; conformément à la loi électrique du 10 février 2000, le décret officialise et formalise l'existence de l'Observatoire préexistant ;

l'Observatoire concourt au respect du «principe de spécialité» et à la bonne application des principes de la concurrence.

### 25 août :

Arrêté modifiant l'arrêté du 13 décembre 1993 relatif à la constitution des stocks stratégiques pétroliers dans les départements d'Outre-mer.

### 31 août :

Publication au Journal officiel d'une liste complémentaire de consommateurs électriques éligibles au titre du décret du 29 mai 2000, comportant 74 sites

### 31 août : consommateurs éligibles

Publication au Journal officiel de la première liste des consommateurs électriques éligibles au titre du décret du 29 mai 2000, comportant 1206 sites. Cette publication, prévue par la loi électrique du 10 février 2000, concourt à l'équité et à l'efficacité de la concurrence entre opérateurs électriques, puisqu'elle permet à chacun de connaître le marché prospectable.

### 4 septembre : gazole

Arrêté relatif aux caractéristiques des émulsions d'eau dans le gazole. Ce texte permet la commercialisation, à destination des véhicules lourds de flottes captives, du mélange eau-gazole dont l'utilisation présentait jusqu'à présent un caractère expérimental.

### 7 septembre : installations de production d'électricité

Décret d'application de la loi électrique du 10 février 2000, relatif à l'autorisation d'exploiter les installations de production d'électricité ; ce décret

fixe le cadre réglementaire dans lequel les producteurs électriques, désormais en situation de concurrence, développent leurs moyens de production.

### 7 septembre :

Décret fixant les conditions d'habilitation et d'assermentation des enquêteurs, dans le cadre de la mise en œuvre de la loi électrique du 10 février 2000.

### 11 septembre : CRE

Décret relatif aux procédures applicables devant la CRE.

### 15 septembre : GdF-International

Autorisation donnée à GdF-International d'acquérir pour un montant légèrement supérieur à 100 M€, une participation dans les champs de production de gaz de Njord et de Snohvit, situés dans les eaux territoriales norvégiennes.

### 18 septembre : économies d'énergie

Directive 2000/55/CE établissant des exigences de rendement énergétiques applicables aux ballasts pour l'éclairage fluorescent.

### 29 septembre : Compagnie nationale du Rhône

Arrêté instituant, dans le cadre prévu par l'article 50 de la loi électrique du 10 février 2000, la Commission d'arbitrage destinée à régler les conditions de révision des relations contractuelles entre EDF et la Compagnie nationale du Rhône.

**6 octobre :**

Décret autorisant la dissolution de la société Nersa, devenue sans objet à la suite de la décision d'arrêt de Superphénix.

**10 octobre :**

Arrêté de déclaration d'utilité publique de la ligne à 400 kV entre le poste de Baixas et la ligne La Gaudière-Vic, destinée à garantir l'alimentation de la plaine du Roussillon (Pyrénées-Orientales).

**20 octobre : CSEG**

Décret de renouvellement des membres du Conseil supérieur de l'électricité et du gaz ; dans le cadre du nouveau système électrique, ce décret développe notamment la représentation des entreprises électriques et gazières autres qu'Électricité de France et Gaz de France.

**30 octobre : achat-revente**

Décret relatif à l'activité d'achat d'électricité pour revente aux clients éligibles ; ce décret permet aux producteurs électriques de compléter leur production par des opérations d'achat-revente, afin que leur offre soit mieux adaptée aux attentes de leurs clients, par exemple en terme de modulation horo-saisonnière.

**1<sup>er</sup> novembre : tarifs du gaz**

En raison de l'augmentation du cours du pétrole et du coût des approvisionnements gaziers, arrêté augmentant de 13 % (après 6,5% en mai) les tarifs du gaz naturel en distribution publique.

**6 novembre : GDF-International**

Autorisation donnée à GDF-International d'acquérir, pour un montant légèrement supérieur

à 150 M US\$, des installations de transport de gaz naturel détenues par le groupe canadien Transcanada-Pipelines au Mexique ; cette acquisition permet à GDF-International de conforter ses positions dans le secteur gazier mexicain où l'entreprise est déjà fortement implantée dans le domaine de la distribution.

**9 novembre : EDF-Trading**

Dans le cadre du développement d'EDF-Trading, arrêté autorisant EDF à souscrire à une augmentation de capital de 60 M€.

**21 novembre :**

Arrêté renouvelant le Conseil du FPE (Fonds de péréquation de l'électricité).

**29 novembre : économies d'énergie**

Décret et arrêté relatifs aux caractéristiques thermiques des constructions.

**4 décembre :**

Arrêté de déclaration d'utilité publique de la ligne à 225 kV Guersac-Pontchâteau, destinée à renforcer l'alimentation de la zone de Saint-Nazaire et de la Baule (Loire-Atlantique).

**6 décembre : obligation d'achat d'électricité**

Décret fixant, par catégorie, les limites de puissance des installations pouvant bénéficier de l'obligation d'achat d'électricité ; les seuils sont en général fixés à 12 MW, soit le maximum prévu par la loi du 10 février 2000 ; ce texte constitue une étape importante dans la politique de soutien aux énergies renouvelables.

### 11 décembre :

Arrêté fixant la liste des organisations professionnelles ou syndicales siégeant à l'Observatoire de la diversification des activités d'EDF.

### 12 décembre : stocks stratégiques

Arrêté portant les possibilités de substitution du CPSSP à 1 750 000 tonnes de pétrole brut (en équivalent produits finis après application du coefficient d'équivalence fixé à 0,8) au lieu de 1 500 000 tonnes précédemment.

### 13 décembre :

Adoption d'un amendement à la loi «*solidarité et renouvellement urbains*» sur proposition du secrétaire d'État à l'Industrie, créant un établissement public régional rattaché à la région Nord-Pas-de-Calais, chargé d'acquérir et de gérer les cités minières.

### 21 décembre : pétrole lampant

Parution au *Journal officiel* de deux arrêtés du 12 décembre 2000 relatifs, l'un aux caractéristiques du pétrole lampant et l'autre à celles du pétrole désaromatisé (application du décret du 7 novembre 1962).

Ces textes interdisent respectivement l'utilisation de ces produits pour les appareils de chauffage à combustible liquide et pour les appareils de chauffage à combustible liquide fabriqués à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1998 ou dont les mèches d'origine ont remplacées été remplacées par des mèches fabriquées après le 1<sup>er</sup> janvier 1998.

### 22 décembre :

Première autorisation d'achat pour revente d'électricité accordée à la Société d'électricité et de thermique du Nord-Est (SETNE), filiale de la SNET.

### 24 décembre : Dalkia

Arrêté autorisant EDF à participer à la création de Dalkia Holding, filiale commune avec Vivendi-environnement, à hauteur de 34% et pour un montant supérieur à 1 milliard d'euros ; l'accord conclu doit permettre à EDF de se développer dans le domaine des services énergétiques, dans le respect du «principe de spécialité» et des règles de concurrence.

### 26 décembre :

Décret octroyant à GDF la concession de l'«artère du Centre», entre les communes de Danzé, Chémery et Roussines ; cet ouvrage de liaison des réseaux gaziers exploités par GDF et CFM contribue au transport de gaz sur l'axe Nord-Sud de la France et à l'utilisation du stockage souterrain de gaz de Chémery.

### 29 décembre :

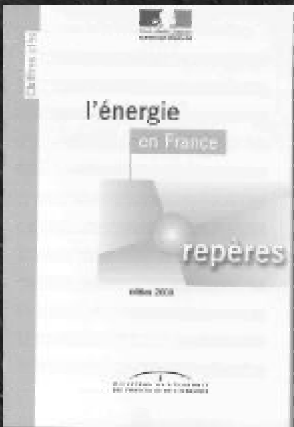
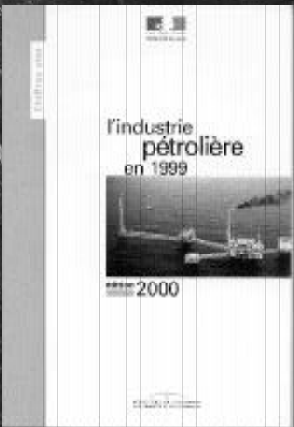
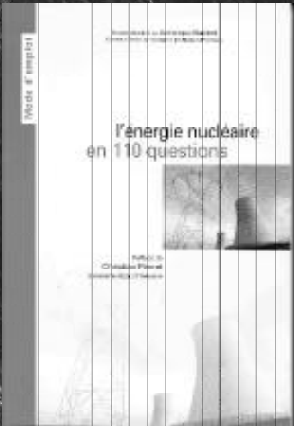
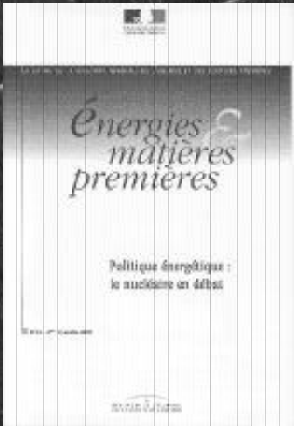
Arrêté fixant au titre de l'année 2000 les taux de prélèvement du FACE, qui finance l'électrification en zone rurale ; l'effort de maîtrise des dépenses du FACE engagé depuis plusieurs années permet une stabilisation des taux au niveau de 1999.

### 29 décembre :

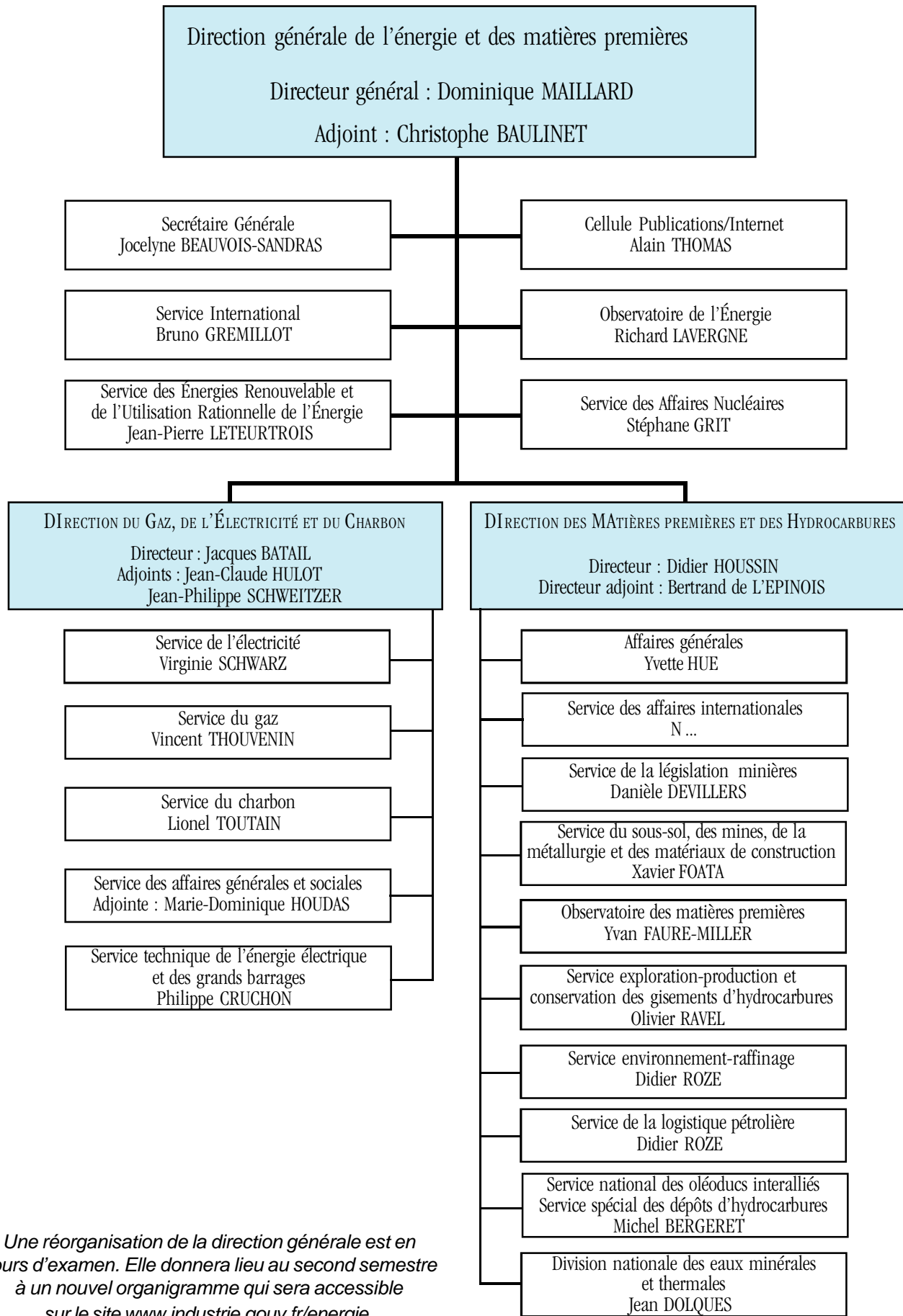
Arrêté portant nomination du Président, du Vice-Président et des membres du Comité technique de l'électricité.



# La D G E M P







Une réorganisation de la direction générale est en cours d'examen. Elle donnera lieu au second semestre à un nouvel organigramme qui sera accessible sur le site [www.industrie.gouv.fr/energie](http://www.industrie.gouv.fr/energie).

## Direction générale de l'énergie et des matières premières (DGEMP)

61, boulevard Vincent Auriol - Télédéc 151-  
75703 Paris CEDEX 13

### Ses missions

■ élaborer et mettre en œuvre la politique du Gouvernement dans le domaine de l'énergie et des matières premières.

*Directeur général : Dominique Maillard*

Téléphone : 01 44 97 02 25 — Télécopie : 01 44 97 09 01

*Adjoint : Christophe Baulinet*

Téléphone : 01 44 97 07 25 — Télécopie : 01 44 97 09 01

*Secrétariat général : Jocelyne Beauvois-Sandras*

Téléphone : 01 44 97 02 75 — Télécopie : 01 44 97 06 07

*Adjoint : Philippe Delaby*

Téléphone : 01 44 97 02 75 — Télécopie : 01 44 97 06 07

*Cellule publications/internet : Alain Thomas /*

*Martine Maillard*

Téléphone : 01 44 97 02 38 — Télécopie : 01 44 97 09 11

### Les Directions et Services

Service des affaires nucléaires

Service international

Service des énergies renouvelables et de l'utilisation rationnelle des énergies (SERURE)

Observatoire de l'énergie

Direction des hydrocarbures (DIMAH)

Direction du gaz de l'électricité et du charbon (DIGEC)

### Service des affaires nucléaires

61, boulevard Vincent Auriol - Télédéc 152 -  
75703 Paris CEDEX 13

### Ses missions

■ élaborer et mettre en œuvre les décisions gouvernementales relatives à la filière nucléaire sous réserve des attributions de la DSIN

■ assurer la tutelle sur le Commissariat à l'Énergie Atomique (CEA -, dont l'institut de protection et de sûreté nucléaire - IPSN -, Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs - ANDRA) et des sociétés publiques (CEA-Industrie, Cogema, Framatome, Technicatome et SGN) du secteur nucléaire.

■ participer au contrôle des exportations des matières premières sensibles

*Chef du service : Stéphane Grit*

Téléphone : 01 44 97 07 64 — Télécopie : 01 44 97 09 30

*Adjoint chargé du secteur industriel : N ...*

*Adjoint chargé de l'international : Toni Cavatorta*

Téléphone : 01 44 97 02 43 — Télécopie : 01 44 97 09 30

## Service des énergies renouvelables et de l'utilisation rationnelle de l'énergie (SERURE)

61, boulevard Vincent Auriol - Télédéc 161 -  
75703 Paris CEDEX 13

### Ses missions

■ promouvoir l'utilisation rationnelle des ressources énergétiques, le développement et la diversification des productions et des consommations d'énergies renouvelables

■ élaborer et mettre en œuvre les mesures concernant le développement des économies d'énergie

■ assurer la tutelle de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME)

*Chef du service : Jean-Pierre Leteur*

Téléphone : 01 44 97 26 37 — Télécopie : 01 44 97 09 29

*Adjoint : Pascal Dupuis*

Téléphone : 01 44 97 26 37 — Télécopie : 01 44 97 09 29

*Utilisation rationnelle de l'énergie : Dominique Liffard*

Téléphone : 01 44 97 25 68 — Télécopie : 01 44 97 09 29

*Energies renouvelables : Dominique Métivier*

Téléphone : 01 44 97 28 88 — Télécopie : 01 44 97 09 29

### Service international

61, boulevard Vincent Auriol - Télédéc 153 -  
75703 Paris CEDEX 13

*Chef du service : Bruno Grémillot*

Téléphone : 01 44 97 02 39 — Télécopie : 01 44 97 09 66

### Observatoire de l'énergie

61, boulevard Vincent Auriol - Télédéc 162 -  
75703 Paris CEDEX 13

### Ses missions

■ rassembler et analyser les informations nécessaires à la préparation et au suivi de la politique énergétique.

■ diffuser les données nationales et internationales sur l'énergie.

*Secrétaire général : Richard Lavergne*

Téléphone : 01 44 97 06 21 — Télécopie : 01 44 97 09 69

*Adjoint : Louis Meuric*

Téléphone : 01 44 97 02 63 — Télécopie : 01 44 97 09 69

## Direction des matières premières et des hydrocarbures (DIMAH)

61, boulevard Vincent Auriol - Télédéc 141 -  
75703 Paris CEDEX 13

### Ses missions

La DIMAH a compétence dans les domaines des hydrocarbures et des substances minérales naturelles (mines, métallurgie des métaux non ferreux, matériaux de construction, minéraux industriels, eaux minérales et thermales) et sur les industries associées, à l'exception de la sidérurgie.

### Dans ces secteurs, la DIMAH :

- définit et met en œuvre la politique du gouvernement en ce qui concerne la sécurité et la continuité des approvisionnements ;
- favorise le développement de la compétitivité des produits et des industries notamment à l'international ;
- élabore et applique le Code minier ainsi que la réglementation relative aux stockages souterrains, aux eaux minérales et souterraines ; en particulier, elle instruit les dossiers d'attribution de permis exclusifs de recherche et de concessions minières ;
- anime et coordonne l'action des Directions Régionales de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement (DRIRE) en matière de gestion des ressources du sous-sol ;
- exerce la tutelle sur l'Institut Français du Pétrole (IFP), le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM), l'Entreprise Minière et Chimique (EMC) et l'Entreprise de Recherche et d'Activités pétrolières (ERAP).

*Directeur : Didier Houssin*

Téléphone : 01 44 97 02 83 — Télécopie : 01 44 97 03 00

*Directeur Adjoint : Bertrand de l'Épinois*

Téléphone : 01 44 97 05 81 — Télécopie : 01 44 97 03 00

### Affaires générales

*Chef du service : Yvette Hue*

Téléphone : 01 44 97 09 68 — Télécopie : 01 44 97 09 67

### Service du sous-sol, des mines, de la métallurgie et des matériaux de construction (S3M)

*Chef du service : N ...*

*Adjoint : Xavier Foata*

Téléphone : 01 44 97 07 40 — Télécopie : 01 44 97 09 00

### Service exploration-production et conservation des gisements d'hydrocarbures

*Chef du service : Olivier Ravel*

Téléphone : 01 44 97 09 2 — Télécopie : 01 44 97 09 08

*Adjoint : Eric Laffargue*

Téléphone : 01 44 97 09 24 — Télécopie : 01 44 97 09 08

### Secrétaire général du service de conservation des gisements d'hydrocarbures (SCGH) :

*Carole Mercier*

Téléphone : 01 43 19 52 80 — Télécopie : 01 43 19 54 54

### Service environnement-raffinage

*Chef du service : Didier Roze*

Téléphone : 01 44 97 07 32 — Télécopie : 01 44 97 07 06

*Adjoint : Rémi Gaudillière*

Téléphone : 01 44 97 02 34 — Télécopie : 01 44 97 07 06

*Adjointe : Corinne Vaillant*

Téléphone : 01 44 97 07 32 — Télécopie : 01 44 97 07 06

### Service de la logistique pétrolière

*Chef du service : Didier Roze*

Téléphone : 01 44 97 08 09 — Télécopie : 01 44 97 09 09

*Adjoint : N ...*

### Service des affaires internationales

*Chef du service : N ...*

*Adjoint : Marc Frenger-Pech-Gourg*

Téléphone : 01 44 97 02 58 — 01 44 97 07 18

Télécopie : 01 44 97 06 00

*Adjoint : Carole Lancereau*

Téléphone : 01 44 97 02 58 — 01 44 97 07 18

Télécopie : 01 44 97 06 00

### Service spécial des dépôts d'hydrocarbures (SSDH) et service national des oléoducs interalliés (SNOI)

*Chef du service : Michel Bergeret*

*Adjoint : Martin Iltis*

Adresse postale : 120, rue du Cherche Midi - 75006 Paris

Téléphone : 01 43 19 46 99 — Télécopie : 01 43 19 25 11  
et 01 43 19 22 51

### Division nationale des eaux minérales et thermales (DNEMT)

*Chef de la division : Jean Dolques*

Adresse postale : 2, rue Antoine Charial - 69426 Lyon  
CEDEX 03

Téléphone : 04 37 91 43 90 — Télécopie : 04 37 91 28 67

### Observatoire des matières premières (OMP)

*Directeur : Bertrand de l'Épinois*

*Secrétaire général : Yvan Faure-Miller*

Téléphone : 01 44 97 04 99 — Télécopie : 01 44 97 09 10

### **Service de la législation minière**

*Chef du service : **Danièle Devillers***

Téléphone: 01 44 97 02 66 - Télécopie : 01 44 97 05 70

*Adjoint : **Pierre Bouvard***

Téléphone: 01 44 97 02 67 - Télécopie : 01 44 97 05 70

### **Service technique de l'énergie électrique et des grands barrages**

*Chef du service : **Philippe Cruchon***

Téléphone : 01 44 97 09 91 — Télécopie : 01 44 97 09 92

*Adjoint : **Armel de la Bourdonnaye***

Téléphone : 01 44 97 09 55 — Télécopie : 01 44 97 09 92

## **Direction du gaz, de l'électricité et du charbon (DIGEC)**

61, boulevard Vincent Auriol - Télédéc 172 -  
75703 Paris CEDEX 13

### **Ses missions**

■ élaborer et mettre en oeuvre la politique du gouvernement dans le domaine de l'électricité, des combustibles minéraux solides, du transport, du stockage et de la distribution du gaz ;

■ assurer la tutelle sur EDF, GDF, la Compagnie Nationale du Rhône (CNR), les Charbonnages de France (CDF), les houillères de bassin et leurs filiales, l'Association Technique de l'Importation Charbonnière (ATIC) ;

■ étudier les problèmes statutaires et sociaux des organismes concourant au service public du gaz et de l'électricité ;

■ coordonner les actions se rapportant au statut du mineur et à la sécurité sociale minière.

*Directeur : **Jacques Batail***

Téléphone : 01 44 97 08 98 — Télécopie : 01 44 97 05 10

*Adjoints : **Jean-Claude Hulot***

Téléphone : 01 44 97 26 16 — Télécopie : 01 44 97 05 10

***Jean-Philippe Schweitzer***

Téléphone : 01 44 97 02 61 — Télécopie : 01 44 97 04 54

### **Service de l'électricité**

*Chef du service : **Virginie Schwarz***

Téléphone : 01 44 97 07 42 — Télécopie : 01 44 97 06 20

*Adjoint : **N ...***

### **Service du gaz**

*Chef du service : **Vincent Thouvenin***

Téléphone : 01 44 97 02 47 — Télécopie : 01 44 97 26 10

*Adjoint : **N ...***

### **Service du charbon**

*Chef du service : **Lionel Toutain***

Téléphone : 01 44 97 02 60 — Télécopie : 01 44 97 26 99

*Adjoint : **Michel Dalnoky***

Téléphone : 01 44 97 02 60 — Télécopie : 01 44 97 26 99

### **Service des affaires générales et sociales**

*Chef du service : **N ...***

*Adjointe : **Marie-Dominique Houdas***

Téléphone : 01 44 97 26 16 — Télécopie : 01 44 97 09 33

# Publications Énergie

## Publications d'intérêt général :

---

### Titres des publications

#### **L'énergie nucléaire en 110 questions**

(Parution : 2000)

224 pages 160 mm x 240 mm

**15,24 euros - 100 F**

Disponible sur internet\*

Diffusion\*\* : DIRCOM

*Une information simple et synthétique sur l'énergie nucléaire. Douze courts chapitres dressent un panorama de la situation du nucléaire en France et dans le monde. Ils servent d'introduction à une série de questions qui constituent le cœur de l'ouvrage et reflètent les interrogations de chaque citoyen.*

*Cette nouvelle édition, la troisième depuis 1991, prend en compte l'évolution des grands dossiers (Superphénix, la politique des déchets, la sûreté à l'Et) et offre les données chiffrées les plus récentes.*

#### **Énergies et matières premières**

Disponible sur internet\*

**abonnement gratuit** par envoi de votre carte à : DGEMP Cellule Publications –  
61 boulevard Vincent Auriol –Télédoc 151-  
75703 Paris Cedex 13  
Télécopie : 01 44 97 09 11

*Lettre d'information trimestrielle de la direction générale de l'Énergie et des Matières premières.*

#### **Énergies et matières premières**

##### **Rapport annuel 2000**

Disponible sur internet\*

**Abonnement gratuit** par envoi de votre carte à : DGEMP Cellule Publications –  
61 boulevard Vincent Auriol –Télédoc 151-  
75703 Paris Cedex 13  
Télécopie : 01 44 97 09 11

*Le rapport annuel de la direction générale de l'Énergie et des Matières premières fait le point sur la politique énergétique de la France ainsi que sur les faits marquants et les textes réglementaires des secteurs de l'énergie et des matières premières en 1999.*

---

\* ([www.industrie.gouv.fr/energie](http://www.industrie.gouv.fr/energie))

\*\* voir page 87 comment se procurer ces publications

---

**Vers la future organisation gazière française**  
**Gratuit**

Disponible sur internet\* et auprès de la  
DIGEC Mél : dominique.pellicier@industrie.gouv.fr

*Ce livre blanc a été diffusé par la Direction du gaz, de l'électricité et du charbon à 18 000 exemplaires en juin 1999. Ce document, préfacé par le Ministre de l'Economie, des finances et de l'industrie et le Secrétaire d'Etat à l'Industrie, fournit des informations et un certain nombre d'orientations envisagées par les Pouvoirs publics, et pose diverses questions dans le cadre de la conception du futur système gazier français. Les réponses apportées ont permis de fonder la loi de modernisation du service public du gaz et de développement des entreprises gazières, que le Conseil des ministres a adopté le 17 mai 2000.*

**L'industrie pétrolière en 1999**

(édition 2000) 120 pages 210 mm x 297 mm

**24,39 euros - 160 F**

Diffusion\* : DIRCOM

*L'année 1999 est marquée par le retournement des marchés pétroliers internationaux. Elle voit la recomposition du paysage pétrolier se poursuivre avec le rapprochement des deux groupes français Elf et Totalfina, fusion qui donne naissance au 4ème groupe pétrolier international.*

*Cet ouvrage, réalisé par la direction des Matières premières et des Hydrocarbures du Ministère analyse, sous forme d'articles thématiques, l'impact de l'actualité 1999 sur la filière pétrolière. Il contient les données de référence les plus récentes pour comprendre l'économie du secteur.*

**Baromètre d'opinion sur « Les Français et l'énergie »** (édition 2000)

**Gratuit**

Diffusion\*\* : Observatoire de l'Énergie. Mél :  
catherine.damelon@industrie.gouv.fr

*A la demande de l'Observatoire de l'Energie, Le Crédoc a réalisé en juin 2000 une enquête auprès des français, quatre thèmes sur l'énergie ont été abordés :*

- la sécurité d'approvisionnement énergétique
- l'électricité d'origine renouvelable
- le nucléaire
- l'heure d'été

**Publications spécialisées :**

Titres des publications

**Recherche et production pétrolières en France**

**36,59 euros - 240 F**

Diffusion\*\* : SCGH

*Rapport annuel (Édition 1999 : parution septembre 2000).*

*Ce rapport du Service de conservation des gisements d'hydrocarbure contient des informations d'ordre administratif, technique et statistique relatives aux activités de recherche et d'exploitation du pétrole et du gaz naturel sur le territoire français.*

**Bulletin mensuel d'information du SCGH**

**18,29 euros - 120 F**

Diffusion\*\* : SCGH

*Ce bulletin d'environ 50 pages contient des informations d'ordre administratif, technique et statistique relatives aux activités de recherche et d'exploitation du pétrole et du gaz naturel sur le territoire français, durant le mois considéré.*

\* ([www.industrie.gouv.fr/energie](http://www.industrie.gouv.fr/energie))

\*\* voir page 87 comment se procurer ces publications



### Carte des périmètres miniers d'hydrocarbures

**22,11 euros - 145 F**

Diffusion\*\* : SCGH

*Cette carte en couleurs à l'échelle 1/1 000 000 indique les permis de recherche et les titres d'exploitation d'hydrocarbures en cours de validité ainsi que les demandes en cours d'instruction. Elle paraît deux fois par an et donne une situation au 1er janvier et au 1er juillet.*

### Cartes d'implantation des forages pétroliers

**27,44 euros - 180 F**

Diffusion\*\* : SCGH

*Ces cartes régionales montrent l'implantation des puits, leur résultat et le niveau géologique atteint. Elles sont présentées à des échelles comprises entre 1/250 000 et 1/1 000 000. Une carte au moins est mise à jour chaque année.*

### Barrages

**Gratuit** (trimestriel)

Diffusion\*\* : Digec/ Service technique de  
l'énergie électrique et des grands barrages

*Articles de fond et actualité des barrages en France*

### Les coûts de référence de la production électrique (édition 1997)

93 pages 210 mm x 297 mm

**38,11 euros - 250 F**

Diffusion\*\* : DIRCOM

*Cette étude vise à comparer la compétitivité des différents moyens de production électrique selon des conditions d'utilisation variables. L'édition 1997 aboutit au rapprochement de la compétitivité des différentes filières, créant ainsi des conditions favorables pour une plus grande diversité du parc de production électrique.*

## Publications statistiques :

---

Titres des publications

### Données mensuelles

#### Note mensuelle de conjoncture énergétique

Disponible sur internet\* et par **abonnement gratuit** (11 numéros par an) Mél :  
catherine.damelon@industrie.gouv.fr

*Les chiffres fondamentaux du bilan énergétique de la France et de la facture énergétique par énergie (charbon, pétrole, gaz, électricité). Les tendances analysées par les experts de l'Observatoire de l'énergie.*

---

\* ([www.industrie.gouv.fr/energie](http://www.industrie.gouv.fr/energie))

\*\* voir page 87 comment se procurer ces publications

**Données semestrielles****Prix des énergies**

8 pages 105 mm x 150 mm

**Gratuit**

Diffusion\*\* : Observatoire de l'Énergie

*Ce dépliant détaille les prix des énergies selon les secteurs utilisateurs : industrie, transports, habitat.*

**Statistiques énergétiques France**

8 pages 105 mm x 150 mm

**Gratuit**

Diffusion\*\* : Observatoire de l'Énergie

*Ce dépliant donne la production, les importations et exportations, la consommation et les prix du pétrole et des produits pétroliers, du gaz naturel, de l'électricité et des combustibles minéraux solides ainsi que le bilan énergétique national.*

**Données annuelles****L'énergie en France** (édition 2000)

28 pages 105 mm x 150 mm

**Gratuit**

Diffusion\*\* : Observatoire de l'Énergie

*Ce livret illustre par de nombreux graphiques l'évolution de la production et de la consommation des différentes énergies depuis 1970. Il traite également des prix, de la facture énergétique, des économies d'énergie et des émissions de CO<sub>2</sub>.*

**Les chiffres clés de l'énergie**

(édition 1999/2000)

176 pages 160 mm x 240 mm

**22,87 euros - 150 F**

Diffusion\*\* : DIRCOM

*Les Chiffres clés de l'énergie rassemblent les données statistiques essentielles relatives à la production, à la consommation et au commerce extérieur de chaque énergie, en France et dans le monde. Deux chapitres sont consacrés à l'environnement et à l'utilisation rationnelle de l'énergie.*

*Cet ouvrage constitue un document de référence précieux pour tous ceux qui s'intéressent à ce facteur essentiel de l'activité économique et de notre vie quotidienne.*

**Bilans de l'énergie 1970-1999**

(édition 2000) 90 pages 210 mm x 297 mm

**12,20 euros - 80 F**

Diffusion\*\* : DIRCOM

*L'Observatoire de l'énergie présente la série historique des bilans de l'énergie pour les années 1970 à 1999 pour la France métropolitaine.*

*Il répond ainsi au souhait de nombreux utilisateurs de statistiques de l'énergie de pouvoir disposer de bilans sur une longue période.*

---

\* ([www.industrie.gouv.fr/energie](http://www.industrie.gouv.fr/energie))

\*\* voir age 87 comment se procurer ces publications

---

### Statistiques énergétiques Europe

8 pages 105 mm x 150 mm

**Gratuit**

Diffusion\*\* : Observatoire de l'Énergie

*Ce dépliant donne, pays par pays, la consommation et les prix des différentes formes d'énergie ainsi que l'intensité énergétique et les émissions de CO<sub>2</sub>.*

### Tableaux des consommations d'énergie en France (édition 2000)

132 pages 210 mm x 297 mm

**22,87 euros - 150 F**

Diffusion\*\* : DIRCOM

*Cet ouvrage présente de façon détaillée d'importantes données sur l'évolution de l'énergie en France au cours des vingt dernières années.*

*Pour l'ensemble des secteurs économiques, puis pour chacun d'entre eux (industrie, résidentiel-tertiaire, transports, agriculture), il met en lumière la part que chacune des formes d'énergie prend à la couverture des besoins du marché français, l'importance des parcs d'équipement, les économies d'énergie réalisées.*

### Gaz, électricité, charbon

(Statistiques 1999, édition 2000)

92 pages 210 mm x 297 mm

**10,67 euros - 70 F**

Diffusion\*\* : DIRCOM

*Les principales statistiques réunies par la direction du Gaz, de l'Électricité et du Charbon. Une sélection des données chiffrées les plus significatives : origine de la production, répartition de la consommation, niveaux de prix, bilans ressources-emplois. Une information synthétique et accessible, qui constitue autant de repères utiles pour tous les acteurs du secteur de l'énergie.*

### Production - distribution de l'énergie électrique en France

(Statistiques 1997-1998, édition 1999)

96 pages 210 mm x 297 mm

**7,62 euros - 50 F**

Diffusion\*\* : DIRCOM

*Réalisé à partir de l'enquête annuelle conduite par la Digec, ce recueil réunit les principales données statistiques sur la production, le transport et la consommation d'énergie électrique en France : bilans 1997 et 1998, échanges avec l'étranger, évolutions à long terme, production par type d'énergie, consommation par départements et régions...*

### Publications non périodiques

### Statistiques 1997/1998 de l'industrie gazière en France (édition 1999)

36 pages 210 mm x 297 mm

**7,62 euros - 50 F**

Diffusion\*\* : DIRCOM

*Les principaux résultats du secteur de l'industrie gazière en France pour 1997 et 1998. Le lecteur y trouvera un panorama du marché du gaz (gaz naturel, GPL, grisou, etc.). Pour le gaz naturel, il pourra prendre connaissance de plusieurs bilans sur les consommations par secteur, le nombre d'abonnés et les livraisons, le personnel de l'industrie du gaz, les consommations industrielles, la part du gaz dans le bilan énergétique...*

\* ([www.industrie.gouv.fr/energie](http://www.industrie.gouv.fr/energie))

\*\* voir page 87 comment se procurer ces publications

**Émissions de CO<sub>2</sub> de l'OCDE en 1998  
Gratuit**

Diffusion\*\* : Observatoire de l'Énergie. Mél :  
catherine.damelon@industrie.gouv.fr

*Les émissions de CO<sub>2</sub> en France (détaillées par branche) et dans  
plusieurs pays de l'OCDE dues aux seuls usages énergétiques.  
Evolution depuis 1970.*

**L'énergie dans les régions (édition 2000)**  
128 pages 210 mm x 297 mm  
**22,87 euros - 150 F**  
Diffusion\*\* : DIRCOM

*Cet ouvrage constitue une base de données régionales sur  
l'énergie, tant produite que consommée. Réalisé par l'Observatoire de  
l'énergie, en concertation avec les directions régionales de  
l'industrie, de la recherche et de l'environnement, il donne, sous une  
forme pédagogique, une vision de la situation énergétique française  
au niveau régional.*

**Consommation de carburants des  
voitures particulières en France 1987-  
1999  
Gratuit**

Diffusion\*\* : Observatoire de l'Énergie. Mél :  
catherine.damelon@industrie.gouv.fr

*En 1999, la consommation moyenne aux 100 kilomètres (tous  
carburants) des voitures particulières a diminué de -0,8%. Le niveau  
atteint se situe à 10,1% au-dessous de celui de 1989. En parts de  
volumes achetés par les ménages, c'est le supercarburant sans plomb  
95 qui a le plus augmenté, en atteignant 21,9% (+4,3 points par  
rapport à 1998) du total.*

---

\* ([www.industrie.gouv.fr/energie](http://www.industrie.gouv.fr/energie))

\* voir page 87 comment se procurer ces publications

---

# Publications Matières Premières

## Publications d'intérêt général :

---

### Titres des publications

#### **Énergies et matières premières**

Disponible sur internet\*

**abonnement gratuit** par envoi de votre carte à : DGEMP Cellule Publications – 61 boulevard Vincent Auriol – Télédocus 151-75703 Paris Cedex 13  
Télécopie : 01 44 97 09 11

*Lettre d'information trimestrielle de la direction générale de l'Énergie et des Matières premières.*

#### **Énergies et matières premières**

##### **Rapport annuel 2000**

disponible sur internet \*

**Abonnement gratuit** par envoi de votre carte à : DGEMP Cellule Publications – 61 boulevard Vincent Auriol – Télédocus 151-75703 Paris Cedex 13  
Télécopie : 01 44 97 09 11

*Le rapport annuel de la direction générale de l'Énergie et des Matières premières.*

#### **Code minier** (édition 1999)

54 pages 210 mm x 297 mm

**22,87 euros - 150 F**

Diffusion\*\* : DIRCOM

*Depuis sa dernière édition, en 1995, le code minier a connu deux modifications importantes.*

*La première, issue d'une loi du 21 avril 1998, a prévu son application aux départements d'Outre-mer, sous réserves de dispositions particulières.*

*La seconde, issue de la loi du 30 mars 1999, a pour objet de fixer le cadre juridique de la fermeture des mines et de la gestion de "l'après-mines", pour accompagner la fin de l'exploitation des grands bassins.*

---

\* ([www.industrie.gouv.fr/energie](http://www.industrie.gouv.fr/energie))

\*\* voir page 87 comment se procurer ces publications

---

## Publications spécialisées :

---

### Titres des publications

#### **Le recyclage des métaux non ferreux**

(Parution :1999)

234 pages 210 mm x 297 mm

**27,44 euros - 180 F**

Diffusion\*\* : DIRCOM

*Réalisée par la Fédération des minerais et métaux non ferreux à la demande de l'Observatoire des matières premières, cette étude a pour objet de présenter la problématique économique et les conditions de développement de l'industrie française de recyclage des métaux non ferreux, à un moment où son environnement connaît d'importantes mutations : réglementations relatives aux déchets ; fiscalité de son activité.*

#### **Le rôle économique du négoce international dans les industries de minerais et métaux**

(Parution :1998)

276 pages 160 mm x 240 mm

**30,49 euros - 200 F**

Diffusion\*\* : DIRCOM

*Les sociétés de négoce international suscitent de multiples interrogations, liées à la nature même de leur métier, qui rend difficile la comparaison avec une entreprise industrielle classique. Cette étude, en prenant l'exemple du domaine des minerais et métaux, s'efforce d'expliciter les ressorts économiques fondamentaux du métier de négociant et de dégager les logiques industrielles et concurrentielles qui sous-tendent la négociation et la conclusion des contrats.*

#### **Les eaux minérales naturelles. L'inventaire complet des sources en France**

**35,06 euros - 230 F**

Diffusion\*\* et vente : Éditions Eska

*Ce numéro spécial des Annales des Mines comporte un inventaire complet des 720 sources d'eaux minérales françaises reconnues par l'Etat ainsi que de nombreux articles sur le sujet. Il a été rédigé conjointement par la direction générale de l'Énergie et des Matières premières et par la direction générale de la Santé.*

## Publications statistiques :

---

### Titres des publications

#### **Les chiffres clés des matières premières minérales**

(édition 1999)

200 pages 160 mm x 240 mm

**30,49 euros - 200 F**

Diffusion\*\* : DIRCOM

*Cet ouvrage présente sous une forme synthétique et commode d'emploi les données chiffrées et les éclairages les plus utiles sur les réserves, la production, la consommation, les prix et les utilisations des principales matières premières minérales.*

---

\*\* voir page 87 comment se procurer ces publications

---



## Où se procurer ces publications ?

### DIRCOM :

**DIRCOM**  
139, Rue de Bercy - télédocus 536 - 75703 PARIS CEDEX 12  
Tél : 01 53 18 69 00  
Télécopie : 01 53 18 38 25

### Cellule publications :

**DGEMP. Cellule publications**  
61, Bld Vincent Auriol - télédocus 151 - 75703 PARIS CEDEX 13  
Tél : 01 44 97 02 38  
Télécopie : 01 44 97 09 11

### Observatoire de l'énergie :

**Observatoire de l'énergie**  
61, Bld Vincent Auriol - télédocus 162 - 75703 PARIS CEDEX 13  
Tél : 01 44 97 06 21  
Télécopie : 01 44 97 09 69  
Mél.dgemp.oe@industrie.gouv.fr

### DIMAH :

**DIMAH**  
61, Bld Vincent Auriol - télédocus 141 - 75703 PARIS CEDEX 13  
Tél : 01 44 97 02 83  
Télécopie : 01 44 97 03 00

### DIMAH - OMP :

**DIMAH-OMP**  
61, Bld Vincent Auriol - télédocus 141 - 75703 PARIS CEDEX 13  
Tél : 01 44 97 02 74  
Télécopie : 01 44 97 09 10

### DIMAH-SCGH :

**DIMAH-SCGH.**  
120, Rue du Cherche Midi - 75353 PARIS 07 SP  
Tél : 01 43 19 53 53  
Télécopie : 01 43 19 54 54

### DIGEC-STEEGB :

**DIGEC-STEEGB.**  
61, Bld Vincent auriol - télédocus 172 - 75703 PARIS CEDEX 13  
Tél : 01 43 19 46 95  
Télécopie : 01 43 19 49 92

### Eska Editions :

12, Rue du Quatre-Septembre - 75002 PARIS  
Tél : 01 42 86 56 00  
Télécopie : 01 42 60 45 35

La plupart des bons de commande de ces publications, sont disponibles sur internet :

[www.industrie.gouv.fr/energie](http://www.industrie.gouv.fr/energie)

---

## *L'énergie et les matières premières vous intéressent ? vous trouverez ce que vous cherchez ...*

*Sur notre site internet  
[www.industrie.gouv.fr/energie](http://www.industrie.gouv.fr/energie)*

Le site internet " Énergies et Matières premières " a été créé en août 1998. Au bout de deux années de fonctionnement, voici quelques chiffres qui témoignent de l'intérêt porté par les internautes.

Ont été téléchargés entre autres, au cours de cette période :

- 7500 notes mensuelles de conjoncture énergétique ;
- 5500 livres blancs sur **la future organisation gazière** ;
- 5500 dépliants sur les prix des énergies ;
- 4500 bilans énergétiques de la France pour 1998 ;
- 3200 organigrammes de la DGEMP ;
- 3000 rapports annuels 1999 de la DGEMP ;
- 2600 rapports "Dumont" sur la future organisation électrique ;
- 2300 programmes français des EnR ;
- 2000 livres "L'énergie nucléaire en 110 questions" ;
- 2000 notes sur les **aides européennes** pour la maîtrise de l'énergie ;
- 2000 guides pratiques pour l'obtention d'un permis de recherche d'hydrocarbures ;
- 1800 cartes des productions minières en France.

Au cours de l'année 2000, le site s'est enrichi de nombreuses nouveautés. Le lecteur trouvera quelques exemples :

### **Des documents de référence :**

- la base de données sur les **prix pétroliers hebdomadaires** en France et en Europe ;
  - le tableau de bord des textes pris en application de la loi électricité ;
  - le projet de **loi gaz** ;
  - la liste des consommateurs d'électricité **éligibles** ;
  - le statut des personnels des industries électriques et gazières ;
  - le rapport "Baulinet" sur l'extension de la **TGAP** ;
  - l'énergie nucléaire en 110 questions ;
  - le rapport de la **mission granite** ;
  - les compte-rendus des conférences de politique énergétique (avec vidéos et forum de discussion).
-

### Des études, des statistiques :

- les “repères” sur l’énergie en France ;
- la comparaison des prix du gaz et de l’électricité en Europe ;
- **l’organisation des marchés du gaz** dans quatre pays européens ;
- la comparaison des fiscalités énergétiques en Europe ;
- les perspectives énergétiques françaises en 2010-2020 ;
- le **bilan des EnR** en France ;
- le parc de cogénération en France.

### Des pages spécialisées :

- la base de données sur les 150 **barrages** français ;
- les notes techniques sur les eaux minérales ;
- les fiches repères sur la **fiscalité des carburants** et la formation des prix pétroliers ;
- les conditions techniques de raccordement des producteurs d’électricité

### Sans oublier :

- . l’organigramme de la DGEMP et le plan d’accès ;
- . les publications de la DGEMP téléchargeables ou à commander.

## Sur nos serveurs minitel :

### 3614 Enerstat

- Statistiques énergétiques mensuelles.

### 3614 Petrolinfo

- prix des produits pétroliers en France et en Europe ;
  - statistiques d’approvisionnements en hydrocarbures ;
  - activité du raffinage français.
-

# Le bilan énergétique français



## Le bilan énergétique en quelques mots

**L'**année 2000 a été de nouveau une année **globalement satisfaisante du point de vue de la maîtrise de l'énergie** : la consommation totale d'énergie primaire, de **257,6 Mtep** après correction climatique, n'a augmenté que de 1,7%, soit sensiblement moins que le PIB (3,2%). **L'intensité énergétique**, c'est-à-dire le rapport entre ces deux grandeurs, a ainsi **baissé de 1,4%**, chiffre comparable à l'an dernier (1,5%).

Ce résultat est en partie lié à la flambée des prix du pétrole : pour la première fois depuis le second choc pétrolier de 1979, **la consommation des transports n'a pas augmenté. La consommation primaire de pétrole a même baissé (de 0,9%)**, ce qui ne s'était pas produit depuis la récession économique de 1993.

En revanche, la consommation du secteur résidentiel-tertiaire a connu une hausse sensible (3,4%), tandis que le gaz progressait, tous secteurs confondus, de 5,8%.

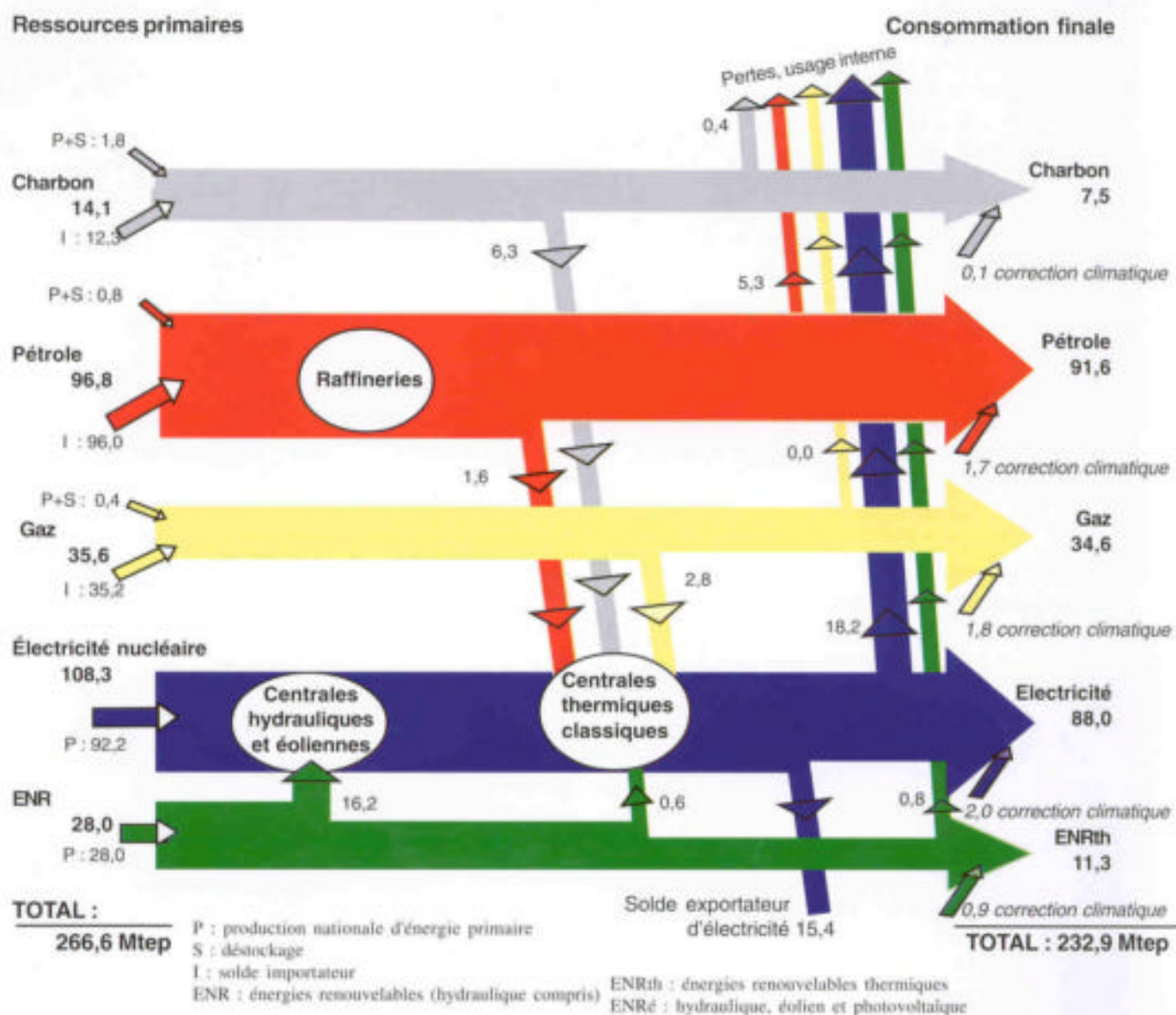
Grâce à la mise en service de la centrale de Chooz, la production d'électricité **nucléaire** a établi un **record historique à 415,2 TWh (+5,3%)**. Le taux d'**indépendance énergétique** est remonté à **50,2%**, après 49,4% en 1999 et les **émissions de CO<sub>2</sub> ont baissé de 0,3%**.

les conditions climatiques se sont caractérisées à la fois par la clémence des températures (indice de rigueur égal à 0,88) et une hydraulité élevée, bien qu'inférieure à celle de 1999 qui avait été exceptionnelle.

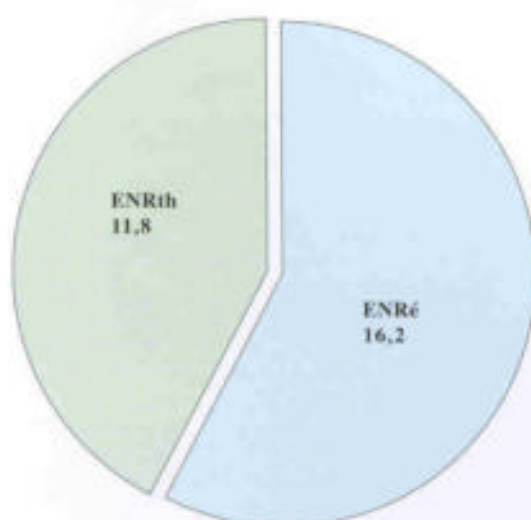
Enfin la **facture énergétique**, qui avait fortement baissé en 1998 (-30%), avant de remonter symétriquement en 1999 (+28%), **a fait un bond de 103%**, à 155,7 milliards de francs, malgré l'augmentation de nos exportations nettes d'électricité (7,2%).

*Le détail de ce bilan et de la facture énergétique française pourra être consulté sur le site internet [www.industrie.gouv.fr/energie](http://www.industrie.gouv.fr/energie) ou vous être transmis sur demande adressée par télécopie à l'Observatoire de l'énergie (01 44 97 09 69).*

# Bilan énergétique de la France en 2000 (Mtep)



## Répartition de la production d'énergies renouvelables



## Répartition de la consommation finale 232,9 Mtep (corrigée du climat)

